

Un engagement historique

...the ... of ...

DOMINIQUE DHOMBRES
et **SOPHIE SHIHAB**
Lire la suite page 3

Le sommaire complet se trouve page 24

Lire la suite
et nos informations page 16

UN TRAITEUR VOUS ATTEND A LA MAISON

MARC AMBROISE-RENDU
Lire la suite page 8

Lire dans notre supplément Arts-Spectacles l'entretien accordé par le cinéaste à JEAN-MICHEL FRODON

Voyage avec Colomb

SAGRES. — C'est un lieu solitaire, une tranche de terre rase posée sur la mer, un simple doigt pointé vers l'immensité marine où s'achève l'interminable course de la vaste Eurasie. Extrême pointe méridionale de l'Europe, au sud du Portugal, face à l'Atlantique, le cap Saint-Vincent est un endroit vide de réalité et plein de rêves. Cette lande sèche, sans relief, bordée de falaises droites, battue par les vents, n'offre au regard qu'une étendue immobile et plate, l'énigme d'une surface lisse et figée. Surtout, ne pas se laisser abuser : ce néant est un abîme de mémoire.

Pour mieux s'y plonger, il faut s'asseoir sur l'un des murets blancs des annexes du phare qui, à l'extrémité du cap, commande l'horizon. Puis regarder fixement l'océan, aujourd'hui paisible et limpide, jusqu'à ce qu'il se trouble et s'anime. Alors surgit le mirage d'un naufrage. Au large de ce cap Sacré des anciens, borne de la fin du monde, ce 13 août 1476 la bataille faisait rage. En route vers l'Angleterre, cinq navires génois venaient de croiser les treize nefs d'un corsaire français, Coullon le Vieux. Colomb était du voyage et de la bagarre.

Durant ce combat inégal, son navire fut pris au piège, entravé par une chaîne de fer qui le liait à l'un des bateaux ennemis, lequel s'enflamma. Les deux bâtiments s'embrasèrent, forçant les marins à choisir entre eau et feu, deux morts *a priori* certaines. Mais Colomb n'était pas homme à se résigner. Avisant une rame, s'y agrippant, nageant d'un bras, il rejoignit le littoral portugais. « Si faible et malmené par l'eau qu'il lui fallut plusieurs jours pour se remettre », ajoute son biographe Las Casas. Sauvé, miraculé. On deviendrait mystique à moins.

Serait-ce la blancheur aveuglante du phare ? Le mirage s'est dissipé, faisant place à un doute mesquin : notre personnage n'en fait-il pas trop ? Car cet épisode, dont les grandes lignes n'ont été dévoilées qu'au XVI^e siècle, après la mort de Colomb, par ses deux hagiographes, son fils Fernando et Las Casas, reste des plus discutés. D'un historien à l'autre, les pavillons valent et Colomb vire de bord. A Gênes, on le dit embarqué à bord du *Bachalla*, l'un des navires génois attaqués par la flotte française. Ailleurs, il convoie des draps de luxe à bord de la *Bachalla*, une nef flamande. Selon les uns, Coullon le Vieux était un corsaire catalan au service de Louis XI. Selon d'autres, il se nommait Guillaume de Casenove-Coullon, était bien français mais avait le titre d'amiral et, surtout, était connu en Italie sous le nom de *Colombo* et en Espagne sous celui de *Colon* ! A tel point que Fernando, le fils, en fit un parent et un compatriote sous les ordres duquel aurait servi son père, tout en nous racontant l'abordage de quatre galéasses vénitennes revenant de Flandre, combat dont il a été prouvé depuis qu'il avait eu lieu en 1485, à une date où Colomb avait quitté le Portugal !

Mais il y a pire. Certains affirment que, si Colomb s'est vu toute sa vie sur les années qui précèdent son arrivée au Portugal, c'est parce qu'il était alors un corsaire. Non pas qu'il en ait eu honte, mais parce que ce passé risquait de nuire à ses projets. Comment gagner le soutien financier des marchands génois si, comme le prétendent les mêmes, dans ce combat du cap Saint-Vincent, il était avec l'ennemi, corsaire combattant sa propre patrie ? Développée notamment par un écrivain espagnol, Salvador de Madariaga, cette thèse est évidemment une pierre dans le jardin de la « Superbe ». « Colomb, quoique Génois, n'était pas un Génois patriote », conclut Madariaga pour mieux en faire un Génois d'occasion. Mais elle a le mérite d'éclairer l'énigme de cet autre amiral de la famille évoqué sans précisions par Colomb : ne serait-ce pas ce Coullon à l'identité pareillement voyageuse ?

Alors, Colomb, corsaire, vraiment ? Il faut s'y résigner. L'aveu est du navigateur lui-même : « Il m'advinut que le roi René m'envoya jusqu'à Tunis pour capturer la galère *Fernandine* ». René, c'est René d'Anjou, prétendant français dont les Génois avaient pris le parti. Quant à la galère, elle appartenait à Ferdinand d'Aragon, l'époux d'Isabelle la Catholique, celui-là même qui envoya plus tard Colomb découvrir l'Amérique. Les historiens s'accordent pour situer cet épisode tunisien en 1472. Le portrait se précise : meneur d'hommes à vingt et un ans, patron de galère, bretteur si nécessaire, guerrier et aventurier. Légèrement voyou aussi : dans le même récit, il se vante d'avoir « changé l'aiguille de la boussole », inversant nord et sud en aimantant l'autre bout, pour tromper son équipage qui renâclait et voulait rentrer au plus vite à Marseille.

NE boudons pas notre plaisir : cette vie-là est un roman. Colomb a le chic pour se trouver au cœur de l'histoire de son temps, courant après la modernité du jour. Ne s'est-il pas dévoué pour faire naufrage au bon endroit ? Il était Génois de naissance, à la pointe avancée du capitalisme naissant. Il sera Portugais d'adoption, à la pointe avancée des grandes découvertes. Car avant que l'Amiral lui-même ne vienne y mettre quelque désordre en naviguant pour l'Espagne, celles-ci sont l'affaire du seul Portugal. Mieux encore : nul autre endroit que cette terre aride face, précisément, aux eaux de son naufrage n'incarne plus le rêve portugais du grand dehors, l'Ultramare enfin vaincue et sournoise.



Ci-contre : Regarder fixement l'océan jusqu'à ce qu'il se trouble et s'anime. Portugal, 1986.
Ci-dessous : Henri le Navigateur, reclus, solitaire, vierge...

3. Un rêve sauvé du naufrage

par Edwy Plenel

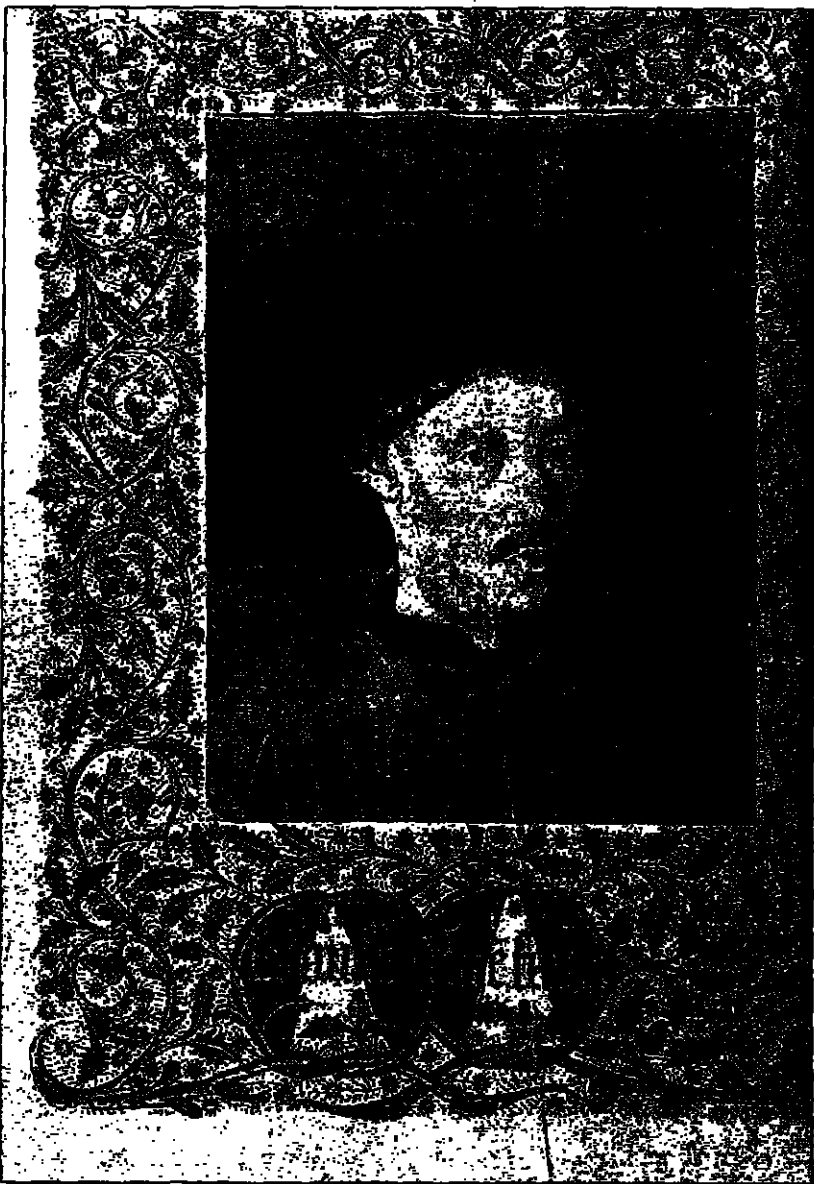
C'est aussi un lieu vide, un souvenir évanescant derrière ce mur d'enceinte à la Vauban qui barre l'accès à la *Ponta de Sagres*, l'autre cap, quatre kilomètres à l'est du précédent, le second doigt du promontoire. Alignés le long de la cour, perpendiculaires à la mer, trois bâtiments aux toits de tuiles roses déçoivent le visiteur : une longue bâtisse sans étage, deux pauvres maisonnettes. A leur droite, une petite chapelle blanche. Au milieu, une immense rose des vents que l'herbe envahit. Enfin, entre la maison de Dieu et le symbole d'Éole, une curieuse colonne surmontée d'un cube lui-même orné d'une croix. Un *padrao*.

Au cours du XV^e siècle, les côtes africaines furent parsemées de ces empreintes conquérantes aux allures de poteaux indicateurs : sur chaque terre abordée, les Portugais posaient ainsi leur marque. Celui-ci est commémoratif, inauguré en 1960, pour le cinquantième centenaire de la mort de l'infant Henri, par les présidents du Portugal et du Brésil. Henri, ce prince qui ne pouvait être roi et avait peu navigué, reste pour l'histoire Henri le Navigateur, dont c'est ici le territoire. Combiant le vide, les livres nous enseignent en effet qu'entre ces murs austères, parmi ces pierres nues, se tenait l'École de Sagres, premier centre de recherche des Temps modernes et laboratoire des explorations portugaises.

Sous la plume de Daniel Boorstin, historien reconnu des « découvreurs », directeur de la prestigieuse bibliothèque du Congrès, à Washington, Henri le Navigateur est le « conducteur d'hommes » par excellence, un mélange de visionnaire audacieux et d'esprit casanier, un penseur solitaire incarnant « l'aventure de l'esprit » qui précède l'aventure maritime planétaire. Né en 1394, ce prince qui vivait en moine, reclus, célibataire, vierge même — encore que certains auteurs lui attribuent une fille naturelle, ouvrit à son pays la porte de l'Afrique en menant à bien, en 1415, la prise et le sac de Ceuta, incontournable verrou musulman sur la côte marocaine. Puis, fuyant la vie de cour, cet ascète aurait, quarante ans durant, fait de cette pointe désolée son quartier général.

Il nous faut donc remplir ce vide d'une foule d'astrologues, de mathématiciens, de cartographes et de pilotes, imaginer dans les ruelles du village de Sagres, tout proche, un bavardage de tour de Babel, une symphonie de langues, de costumes et de coutumes. « A Sagres », écrit Boorstin, « affluèrent marins, voyageurs et savants, chacun porteur d'un fragment de réalité et d'une nouvelle approche des faits. Il y avait là, outre des juifs, des musulmans et des Arabes, des Génois et des Vénitiens, des Allemands et des Scandinaves, et lorsque l'exploration progressa, des Noirs d'Afrique occidentale ».

Du brassage des expériences naissent de nouvelles techniques. Compas, sablier, sonde, loch : les instruments déjà connus, qui permettaient de se libérer du cabotage reposant sur la vue d'amers naturels ou artificiels, furent perfectionnés. Mais partir en haute mer inconnue, repérer de nouvelles côtes, réussir non seulement l'aller mais aussi le retour, supposait de se libérer aussi de la navigation à l'estime, mélange d'instinct et de mythe, de pratique et d'habitude. Ainsi s'imposa la navigation astronomique, recherche de points de repère dans la voûte céleste grâce à l'astrolabe, au bâton de Jacob ou arbiète, au quadrant ou



Leone. Nouvelle pause, puis, de 1469 à 1474, c'est au tour du golfe de Guinée jusqu'à l'actuel Gabon, une étape symbolisée par la construction, en 1481, de *Sao Jorge da Mina*, le château de Saint-Georges-de-la-Mine, sur la côte du Ghana.

L'Afrique de l'or et des esclaves est désormais la chasse gardée du Portugal. Cependant, l'alignement de cette quête méridionale est un mirage oriental. Depuis 1453 — Colomb a alors deux ans — les Turcs sont maîtres de Constantinople. Vers l'Orient, l'Occident chrétien se heurte à une porte close. L'événement exacerbe l'imaginaire européen et conditionne la suite. De cette fermeture naîtront les ouvertures africaine et américaine, la recherche des nouveaux chemins de l'Inde, l'envie de défaire les infidèles en les prenant à revers. Contre les Sarrasins, on se cherche des alliés, on rêve de l'Église nestorienne du Levant, on se souvient du Grand Khan de Marco Polo, ce roi mongol dont le marchand vénitien vantait la tolérance. Surtout, on se rappelle la légende du Prêtre Jean.

PENDANT des siècles, ce roi-prêtre, que l'on dit descendant des Rois mages, incarnera une chrétienté perdue. Cette rumeur d'Asie s'est exportée de l'Europe depuis que, vers 1165, une mystérieuse missive est parvenue au pape, qui, la prenant au sérieux, confiera la réponse à une expédition malheureuse, disparue dans ce voyage vers un fantôme. Car la lettre est apocryphe, provenant sans doute de l'ordre réformé des Cisterciens. Son message n'en a que plus de pertinence : c'est une utopie politique, la promesse exotique d'un monde meilleur, le rêve d'une humanité souffrante et meurtrie. Seigneur des Indes, le Prêtre Jean affirme que son royaume, patrie d'animaux prodigieux, entoure le paradis terrestre, que son palais est fait d'or, de topazes et de saphirs, que trente mille personnes s'y rassemblent chaque jour à une table d'émeraude, que son pays ne connaît ni pauvreté ni crime, qu'un miroir magique y dévoile tous les complots, qu'une source y dispense la jeunesse pour trois cents ans... Colomb ne se résigne pas à l'appât de la conquête : il est aussi l'enfant de ce rêve illusoire.

A quoi rêve aujourd'hui l'Algarve, ce paradis mutilé et saccagé par un tourisme incontrôlé, ce Sud attisé de monstrueuses pilules moultées hôtelières ? Au néant vacancier. A l'Europe et à son mirage financier, avec espoir et crainte. Cette terre misérable, où l'on allait pieds nus devant sa mule, s'enrichit dans l'artifice. L'aéroport international de Faro déverse ses fournées de bagages saxons ou germaniques. Bientôt les pérégrinations estivales espagnoles emprunteront la « Voie de l'Algarve », la nouvelle autoroute. « Peu importe ce qu'on rêve. Ce qu'on rêve est vrai », écrit Fernando Pessoa. Maxime utile quand, à Lisbonne, le voyageur se réveille brusquement à l'écoute des historiens portugais : « L'École de Sagres ? Mais elle n'a jamais existé ! »

Prochain article :

Les douanes portugaises

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

مركز الشرق الأوسط

ÉTRANGER

Le Monde • Jeudi 1^{er} août 1991 • 3

THE LANCET
DATE 16 DEC 1991

Le premier sommet de l'après-guerre froide à Moscou

Les présidents Mikhaïl Gorbatchev et George Bush se sont retrouvés pour une deuxième série d'entretiens, mercredi 31 juillet, dans la résidence de Novo-Ogarévo, une des villas sous haute surveillance mises à la disposition du chef de l'Etat soviétique, à une quarantaine de kilomètres de Moscou.

Alors que les questions économiques ont monopolisé les discussions de mardi, les conversations devaient porter essentiellement sur les conflits régionaux - notamment les efforts de paix au Proche-Orient et le désarmement.

Cette seconde et dernière journée du sommet

de Moscou devait être marquée par la signature solennelle du traité START, sur la réduction des arsenaux stratégiques nucléaires, moment qui occupera « une place d'honneur dans l'histoire de l'humanité sous l'ère atomique », selon la Krasnaïa Zvezda (l'Etoile Rouge), organe de l'armée soviétique.

Le traité START « est plus qu'une avancée majeure dans le processus de désarmement ; c'est un signe de l'irréversibilité grandissante des changements fondamentaux dans le monde, pour le meilleur », déclarait mardi le président Gorbatchev. Le sommet du G 7 à Londres a marqué « le début

d'un nouveau type de relations économiques qui formera la base matérielle de la politique mondiale du vingt et unième siècle », ajoutait le chef du Kremlin.

De son côté, le président américain a rendu hommage à son homologue soviétique. « Depuis ma dernière visite, en 1985, nous avons assisté à l'ouverture de l'Europe et à la fin d'un monde polarisé par le soupçon. Cette année-là, Mikhaïl Gorbatchev a pris la direction de l'Union soviétique, lançant de nombreux changements monumentaux. Il a entamé la mise en place de

réformes qui ont fondamentalement changé le monde », a notamment déclaré M. Bush. S'adressant mercredi à une centaine d'hommes d'affaires soviétiques et américains, le président des Etats-Unis a également fait un long éloge de la liberté d'entreprise, en défendant les pionniers du capitalisme en URSS, souvent critiqués. « L'esprit du capitalisme démocratique est un rêve dont le peuple soviétique s'efforce de faire une réalité, et après mes entretiens ici, je crois que les dirigeants commencent à comprendre ce concept », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuters.)

Washington lèvera les obstacles aux échanges commerciaux

Suite de la première page

L'état de l'économie soviétique, et la façon d'aider cet immense corps malade à se rétablir, ou au moins à cesser de s'effondrer, figurent au menu de la première journée. Le principe de l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée, que le Congrès a quatre-vingt-dix jours pour ratifier (on rejette...), avait déjà été acquis, en principe, lors de la visite de M. Gorbatchev à Washington en juin 1990. Mais les parlementaires américains avaient exigé à l'époque, conformément à toute une tradition liant les concessions commerciales à un meilleur respect des droits de l'homme, que l'URSS s'engage d'abord solennellement à laisser partir librement ceux de ses citoyens qui le désirent. Le Soviet suprême ayant voté, le 20 mai, la loi proclamant

engagé à demander au Congrès la suppression des amendements Byrd et Stevenson (du nom de leurs auteurs) qui limitent la possibilité pour l'URSS d'obtenir des crédits américains et entravent ainsi les rapports commerciaux avec les Etats-Unis.

Signature prochaine du traité de l'Union

M. Bush a également exposé sa philosophie d'ensemble qui inspire son action vis-à-vis de l'URSS en matière économique, telle qu'elle a été, pour l'essentiel, définie par les Occidentaux et les Japonais à la mi-juillet lors du sommet du G 7 à Londres. « L'URSS doit devenir un participant à part entière de l'économie mondiale, et les Etats-Unis vous soutiendront dans cet effort », a-t-il déclaré. Il a évoqué à ce sujet quelques-uns des résultats

à mardi qui s'est prolongée jusqu'aux premières heures du jour. Et le résultat, à en croire M. Eltsine, devrait permettre une signature prochaine du fameux traité de l'Union, que tous les interlocuteurs de l'URSS attendent avec impatience, pour savoir enfin, de quoi traiter et avec qui.

« Je suis certain après cette discussion que M. Gorbatchev va cesser ses oscillations politiques et mener résolument des réformes radicales. Il y est aussi tenu par ses promesses faites à Londres. (...) Les forces démocratiques le soutiendront en cela », a dit le président de Russie cité par l'agence Interfax. Concrètement, M. Gorbatchev aurait finalement accepté le compromis proposé par la Russie sur un point central retardant la signature du traité de l'Union, celui du financement du budget fédéral : les impôts seront prélevés par les Républiques qui reverseront au gouvernement central un pourcentage fixe de leurs recettes, a expliqué M. Eltsine. Selon lui, l'accord a été possible grâce à un autre compromis sur la question de la propriété : le président de Russie renonce à sa menace de placer par décret, sous juridiction de la Russie, toutes les entreprises situées sur son territoire, car M. Gorbatchev lui a donné l'assurance qu'il signerait, lui-même, un décret sur la division de la propriété « des deux Républiques commenceront à signer le traité d'Union, le mois prochain ».

Un tel partage, réclamé depuis près d'un an, par M. Boris Eltsine, comme condition première d'une privatisation un peu ordonnée, laisserait à l'Union la haute main sur les infrastructures relevant de ses domaines de compétence.

Avec de telles déclarations apaisantes, M. Eltsine cherchait peut-être à calmer le jeu après son second coup d'éclat, lié au sommet soviéto-américain : après avoir reconnu l'indépendance de la Lituanie le jour même de l'arrivée de M. Bush - « pure coïncidence » a-t-il dit le lendemain, il avait refusé l'invitation de M. Gorbatchev à faire partie de la délégation officielle soviétique au sommet. Son absence constatée, mardi matin, dans le groupe qui accueillait M. Bush au Kremlin avait, en effet, fait sensation, alors que le porte-parole du président soviétique avait assuré, la veille, que M. Eltsine serait présent.

Sur les écrans de la chaîne américaine CNN, M. Eltsine a déclaré que cette invitation était « un souvenir de la stagnation », le mot consacré pour désigner l'ère brejnévienne. Le président élu de Russie ne voulait pas participer - qui plus est aux côtés de figures symboles du conservatisme comme le premier ministre Pavlov et le ministre de la défense Izvlov - à une débauche qui n'a eu droit, à l'ombre de M. Gorbatchev, qu'à une demi-heure d'« entretiens » élargis avec la délégation du président Bush.

Son refus de jouer les figurants ne fut certes pas très élégant vis-à-vis du second président de République invité, M. Nazarbaïev, du Kazakhstan, qui, lui, était présent. Mais ce dernier, un communiste pragmatique menant chez lui une réforme économique un peu sur le modèle chinois, a pu ainsi avoir la vedette lors du déjeuner de travail. Ce dont il a profité pour parler du plus gros projet d'investissement américain en URSS, celui du groupe Chevron, qui négocie depuis quatre ans avec Moscou l'exploitation d'un pétrole, désormais en voie d'appartenance au Kazakhstan.

M. Eltsine pouvait d'autant mieux se permettre de traiter par le mépris l'invitation de M. Gorbatchev qu'il devait lui-même rencontrer dans l'après-midi le président Bush, en tête à tête pendant

Des députés soviétiques demandent l'aide des Etats-Unis pour retrouver des soldats disparus. Des députés soviétiques ont demandé aux Etats-Unis, mercredi 31 juillet, par le biais d'une lettre remise à M. James Baker à Moscou, d'user de son influence sur les rebelles afghans pour retrouver au moins une centaine de soldats soviétiques, portés disparus ou prisonniers des moudjahidines. - (Reuters.)

dix minutes et avec sa délégation une demi-heure supplémentaire. Le tout dans les nouveaux bureaux d'une présidence russe au Kremlin, devenu quasiment bi-céphale. Le résultat de leur deuxième rencontre en un mois (M. Eltsine s'était rendu dès après son élection le 12 juin à Washington) est une promesse de signature d'un « mémorandum ou d'un traité » entre les Etats-Unis et la Russie, dès que cette dernière aura signé le traité d'Union, a dit M. Eltsine. Il a précisé avoir expliqué à M. Bush pourquoi il tardait à le faire. Pour être en position, a-t-il sans doute souligné, de ne pas laisser au complexe militaro-industriel le contrôle du budget fédéral, ce qui devrait répondre aux soucis américains. Toujours est-il que devant la presse, les deux hommes se sont dit, avec une grande spontanéité, « satisfaits » de leurs entretiens.

Mardi soir, M. Eltsine était présent au dîner offert au Kremlin par le président Gorbatchev. On a pu ainsi le voir assis à la droite de M^{me} Barbara Bush et trinquant avec le président soviétique. Ce

dernier, pris ainsi en tenailles entre les pressions américaines et celles de la Russie eltsinienne, devait avoir du mal à ne pas céder mercredi, lors de sa journée de campagne avec M. Bush, sur quelques-uns des points de « divergences » qui l'opposent au président américain et que ce dernier n'a pas hésité à énumérer mardi : outre les « problèmes régionaux », dont Cuba, il s'agit essentiellement de la question balte. M. Eltsine en a déjà parlé lundi soir avec M. Gorbatchev et semble avoir, à l'issue de cette conversation, tiré l'« espoir » que le chef de l'Etat soviétique « changera son opinion » sur le sujet.

Pour le président de la Russie, ce serait une nouvelle victoire, après son initiative lituanienne. La question est de savoir si M. Gorbatchev peut céder à ce qui ne manquera pas d'apparaître trop clairement comme l'effet d'une alliance Bush-Eltsine...

DOMINIQUE D'HOMBRES
ET SOPHIE SHIHAB

La clause de la nation la plus favorisée Une règle de base du commerce international

En octroyant à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, les Etats-Unis ne font que normaliser leurs relations commerciales avec l'URSS. En effet, cette expression, loin d'être restrictive, est une règle de base du commerce international et l'un des fondements principaux du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Elle signifie qu'un pays s'engage vis-à-vis d'un autre à lui octroyer des droits de douane aussi bas que ceux accordés à ses autres partenaires. Cette clause représente donc une protection pour le pays auquel elle est appliquée, car il sait qu'un tiers ne pourra obtenir meilleur traitement que lui.

Plus d'une centaine de pays pratiquent ce système de la clause de la nation la plus favorisée, ce qui n'exclut pas que certains d'entre eux, les Etats de la Communauté européenne par exemple, choisissent de former une union douanière et donc de renoncer à percevoir des taxes aux frontières. En 1952, lorsque l'URSS décida de soutenir la Corée du Nord, le Congrès américain refusa à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, et l'importation de certains produits fut strictement interdite alors que, sur d'autres, des droits de douane élevés furent appliqués à la moyenne étaient prati-

qués. En 1972, au plus fort de la détente, l'octroi de la clause a été consenti lors du sommet entre le président américain Richard Nixon et Leonid Brejnev. Mais, dès 1974, les critiques américaines envers la politique d'émigration des juifs soviétiques provoquèrent le vote de l'amendement Jackson-Vanik, suspendant la normalisation des relations commerciales. En décembre 1990, Washington annonce la levée provisoire de l'amendement. Mais les événements de Lituanie ralentissent le processus de libéralisation des échanges commerciaux.

L'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée est un feu vert pour les exportations américaines vers l'URSS et déjà plusieurs livraisons de céréales ont été annoncées. En 1990, le volume des échanges avec l'URSS était limité à 5 milliards de dollars (30 milliards de francs), contre 20 milliards environ pour le commerce Etats-Unis-Chine. Washington s'interroge actuellement sur la prorogation de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de la Chine, qui suscite un débat au Congrès depuis les événements de la place Tiananmen de juin 1989.

F. L.

Les mesures d'assistance annoncées

Voici les principales mesures d'assistance à l'Union soviétique annoncées, mardi 30 juillet, à Moscou, par le président George Bush.

« Clause de la nation la plus favorisée. - « Quand je retournerai à Washington, je soumettrai au Congrès l'accord soviéto-américain que nous avons signé il y a un an. Alors nous pourrions accorder à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée. »

« Je demanderai au Congrès de lever les amendements Byrd et Stevenson, des restrictions qui limitent les crédits et empêchent la commerce. En plus, j'accroîtrai nos efforts pour conclure un accord fiscal et un accord sur les investissements. »

« Conversion de l'industrie militaire : « Il est temps pour votre appareil militaire de se

placer dans une posture de paix. Il est temps de réduire les dépenses militaires... » Nous vous offrons notre aide pour convertir à des fins pacifiques votre industrie militaire. »

« La dématérialisation de votre économie constitue la clé des transformations économiques. Elle vous aidera à remplir les rayons des magasins. »

« Aide économique : « Dans la sphère économique, la transformation doit venir de l'intérieur. Ce n'est pas la pénurie de capitaux qui a plongé votre économie dans la crise, pas plus que vos problèmes ne seraient être réglés par une injection d'argent frais. »

« Au fur et à mesure que les réformes progresseront, les Etats-Unis sont prêts à aider vos efforts. La prochaine étape consiste à définir une stratégie avec la Banque mondiale et le FMI. » - (AFP.)

le droit à la libre sortie du territoire, même si l'application n'en sera effective que le 1^{er} janvier 1993, l'ultime obstacle est levé. Et rien ne s'oppose donc plus à ce que Moscou profite, à son tour, des avantages douaniers dont bénéficient la plupart des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

M. Bush a annoncé cette mesure mardi après-midi dans un discours devant l'Institut d'Etat pour les relations internationales. Le président américain s'est également

de la rencontre de M. Gorbatchev à Londres avec les membres du G 7, tels que le statut d'associé au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, dont va désormais bénéficier l'URSS.

Mais toute aide occidentale a peu de sens si elle n'est accompagnée d'une clarification de la situation intérieure de l'URSS, où les choses importantes se décident désormais entre M. Gorbatchev et M. Eltsine, le président de la Russie, les deux hommes ont tenu une nouvelle réunion dans la nuit de lundi

Le Pentagone annonce la fermeture de nouvelles bases en Europe

Le département américain de la défense a annoncé, mardi 30 juillet, qu'il allait fermer ou réduire les activités militaires de soixante-dix-neuf bases ou installations situées en Europe, conformément à la décision, annoncée en janvier, de diminuer de moitié d'ici à 1995 le nombre de soldats américains stationnés en Europe (trois cent mille actuellement). Les forces américaines cesseront leurs opérations sur trente-huit sites en Allemagne (à Francfort, Göttingen, Heilbronn et Nuremberg notamment), treize au Royaume-Uni, huit en Italie, sept en Turquie, cinq en Espagne et un au Pays-Bas. En Turquie, des dépôts de matériel seront fermés, notamment sur la base aérienne d'Incirlik (sud du pays), l'une de celles pourtant choisies pour y baser la

force de déploiement rapide allié, chargée de surveiller la situation des réfugiés kurdes du nord irakien.

Par ailleurs, la Chambre des représentants a approuvé à une écrasante majorité la fermeture de trente-quatre installations militaires aux Etats-Unis, mesure que le président George Bush avait approuvée le 10 juillet dernier. Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a de plus demandé au Congrès d'accorder des compensations financières aux militaires qui accepteraient une mise à la retraite anticipée, de manière à accélérer le programme visant à supprimer au total soixante-dix mille postes dans les forces armées américaines au cours des quatre prochaines années. - (AFP, Reuters.)

Initiatives diplomatiques et économiques

Timide amorce d'ouverture de Pyongyang vers Séoul

TOKYO

de notre correspondant

La République démocratique populaire de Corée (RDPC) serait-elle en train de s'ouvrir ? Il y a eu - au cours des dernières années - assez d'initiatives infructueuses et ne relevant en définitive que de la surcensure de bonne volonté apparente dont rivalisent Pyongyang et Séoul, pour ne pas tirer des conclusions hâtives. Cette fois, cependant, quelque chose paraît bouger. Le contexte - les demandes d'entrée simultanées des deux Corées aux Nations unies annoncées début juin - paraît d'ailleurs s'y prêter.

Samedi 27 juillet, un cargo chargé de 5 000 tonnes de riz sud-coréen a quitté le port de Mokpo à destination de celui de Najin au nord. En échange, les Nord-Coréens livreront 30 000 tonnes de charbon et 11 000 de ciment. C'est la première fois depuis trente-huit ans qu'un échange direct de marchandises aura lieu

entre les deux Corées. Jusqu'à présent seul existait un commerce indirect, via Hongkong et la Chine, qui s'est chiffré à 134 millions de dollars entre octobre 1988 et juin dernier. Le Sud exporte au Nord du textile et du matériel électronique et en importe du zinc et des produits semi-finis.

Ce premier échange direct, conclu à la suite de laborieuses négociations entre la maison de commerce du Cheongil Trading, et Kumgansan International Trade and Development de Pyongyang, intervient à un moment où d'autres signes d'une timide volonté d'ouverture se font jour. Ainsi, le ministère pour l'unification de Séoul a-t-il annoncé lundi que Pyongyang avait convié la Corée du Sud à participer à une rencontre multinationale ayant pour objet le développement en commun du bassin de la rivière Tumen, à la frontière de la Corée du Nord avec la Chine et l'URSS.

Cette rencontre, prévue le 27 août à Pékin, réunira les représentants des deux Corées - si

Séoul accepte - de la Chine, de l'URSS, du Japon, des Etats-Unis et de la Mongolie. A la même date, doit avoir lieu à Pyongyang la quatrième rencontre entre premiers ministres des deux pays. La presse sud-coréenne a fait en outre état des intentions de la RDPC de créer une zone franche dans la région de Chongjin, au nord-est de Pyongyang. Les Nord-Coréens auraient demandé le soutien du Programme de développement des Nations unies (PNUD).

Bien que le président Kim Il-sung ne semble pas revenir sur ses convictions selon lesquelles le socialisme est le meilleur des systèmes, la situation économique de la Corée du Nord et son isolement diplomatique croissant l'incitent à une certaine flexibilité. « Nous constituons une nation qui fait partie du monde et nous devons tenir compte de l'évolution de celui-ci. Mais nous n'entendons pas moins défendre la bannière du socialisme » a-t-il récemment déclaré à des parlementaires japonais.

Ph. P.

EUROPE

YUGOSLAVIE : boycottée par les représentants croates

La réunion de la présidence fédérale a tourné court

Alors que la réunion, mardi 30 ju., à Belgrade, de la présidence fédérale yougoslave, boycottée par les Croates, s'est soldée par un échec, on apprendait que la petite ville de Kostajnica, dans la Banja, à 80 kilomètres au sud de Zagreb, avait été bombardée par des avions de l'armée yougoslave. L'agence de presse croate Hina fait état de la mort de deux policiers et de plusieurs blessés. Les autorités militaires ont confirmé ce bombardement, mais en affirmant que les pilotes n'avaient fait que riposter à des tirs venant du village.

L'agence de presse Tanjug a annoncé, d'autre part, que la garde nationale croate avait tué deux jeunes gens qui ne s'étaient pas arrêtés à un barrage routier, dans un village du sud de la Croatie, en Krajina, région à majorité serbe. Un milicien serbe aurait été tué dans un autre village.

La tension est également vive au Kosovo où, selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), les Albanais du Kosovo « sont constamment terrorisés par les forces de police serbes ». — (AFP, Reuters.)

BELGRADE

de notre correspondante

La présidence collégiale yougoslave avait convoqué, mardi 30 juillet à Belgrade, les présidents des six Républiques de la Fédération ainsi que les représentants du gouvernement et du Parlement fédéraux pour poursuivre le sommet commencé lundi 22 juillet à Ohrid (le Monde du 24 juillet). Les hauts responsables yougoslaves devaient,

selon l'ordre du jour, examiner les mesures proposées par le gouvernement de M. Markovic pour assurer le fonctionnement de la Fédération durant le moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

Le débat n'a pas été entamé, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, ayant refusé d'y participer, en raison, a-t-il dit, de « l'escalade du terrorisme tchétchène soutenu par les autorités officielles serbes et une partie de l'armée fédérale ».

M. Tudjman possédait comme préalable à la reprise du dialogue la tenue d'une session extraordinaire de la direction collégiale pour déterminer les responsabilités et identifier les coupables dans les affrontements du mercredi 24 juillet à Erdut (Slavonie), et ceux du vendredi 26 juillet en Banja, au cours desquels plus d'une centaine de policiers et de civils croates auraient trouvé la mort.

En raison de l'absence du président croate, le sommet yougoslave a été reporté sine die. Toutefois, les huit autres membres de la présidence collégiale, réunis depuis le début de la matinée au palais de la Fédération à Belgrade, avaient décidé de modifier l'ordre du jour et de poursuivre les débats sur les modalités du cessez-le-feu en Croatie. Cette nouvelle tentative s'est soldée, elle aussi, par un échec, puisque le chef de l'Etat fédéral, le croate Stipe Mesic, a quitté Belgrade et la séance a été interrompue.

Cette nouvelle crise au sein de la direction yougoslave est survenue après l'élection, par six voix contre deux, du vice-président de la Fédération, le Monténégrin Branko Kostic, à la tête de la commission présidentielle chargée de faire appliquer le cessez-le-feu en Croatie. M. Mesic ainsi que M. Dmosevic, représentant de la Slovénie, s'étaient opposés à ce choix.

Après le départ de M. Mesic, la présidence collégiale a annoncé que la réunion se poursuivait mercredi à 15 heures et que la délégation croate y était conviée. Dans un entretien accordé mardi soir à la télévision de Belgrade, M. Branco Kostic a déclaré que la Croatie avait montré une fois de plus qu'elle n'était pas prête au dialogue et qu'elle s'opposait à une issue démocratique à la crise : « La Croatie est en guerre contre la Yougoslavie. (...) Nous avons, de notre côté, montré que nous étions prêts à un accord de paix. » « Nous verrons bien dans les jours qui viennent si la Croatie y aspire aussi », a-t-il ajouté.

L'internationalisation du conflit

A son arrivée à Zagreb, M. Mesic expliquait de son côté aux médias croates qu'il s'était opposé à la nomination de M. Kostic, non seulement parce que ce dernier avait été proposé par la Serbie, mais aussi parce qu'il « accuse de prime abord la Croatie » et qu'il ne reconnaît pas « l'existence de terroristes serbes en Croatie et affirme que la population serbe s'est armée pour se défendre contre le terrorisme d'Etat en Croatie ». Et M. Mesic ajoute : « M. Kostic est partial. Il ne peut pas présider une commission chargée de contrôler l'application des accords en Croatie (...). Je suis parti car

il aurait été suicidaire de prendre des décisions alors que la Croatie était condamnée d'avance ».

En conséquence, M. Stipe Mesic se demandait s'il était encore possible de négocier, soulignant que « la Serbie refuse l'internationalisation de la crise. Elle essaie d'éviter à tout prix la venue d'observateurs européens en Croatie. Il ne s'agit pas d'un conflit entre Serbes et Croates, mais d'un affrontement avec la politique grand-serbe de certains cercles politiques en Serbie, qui aspirent, aux dépens de la Croatie, à étendre les territoires de leur République ». Et de conclure : « Il s'agit d'une guerre de conquête où certains membres de l'armée fédérale collaborent avec les Serbes ».

Le gouvernement indépendantiste de la Krajina (enclave serbe de Croatie), présidé par M. Milan Babic, a indiqué, mardi, que les observateurs européens ne pourraient venir dans cette région que s'ils faisaient ratifier cette décision par les autorités locales. « La Krajina, a-t-il expliqué, ne fait pas partie des compétences des autorités croates ». Par ailleurs, « l'intervention de patrouilles mixtes sur le territoire de la Krajina, composées de gardes nationaux croates et de membres de l'armée fédérale, sera considérée comme une agression à laquelle nous répondrons par tous les moyens », a souligné M. Babic, précisant que, « même si la Croatie

reste en Yougoslavie, la sécession de la Krajina est irrévocable et définitive ».

Le chef de la milice serbe de la Krajina, M. Martić, a, pour sa part, souligné qu'il accepterait la suspension des hostilités à condition seulement que les forces de l'ordre de Croatie se retirent de la région. Il a ajouté : « De toute façon, les négociations avec les autorités croates ne peuvent porter que sur les questions de frontières ».

D'autre part, le vice-président du Parlement de Serbie, M. Pavic Obradovic, a estimé, mardi, que la Croatie avait déclaré la guerre contre le peuple serbe de cette République et que, par conséquent, le moment était venu pour le Parlement de Belgrade de reconnaître l'autonomie des régions de Krajina, de Baja et de Slavonie de l'Est. La reconnaissance de ces trois enclaves serbes de Croatie, qui avaient, au printemps dernier, proclamé unilatéralement leur indépendance, avait déjà été revendiquée à plusieurs reprises, mais sans succès, par certains députés nationalistes du Parlement serbe. C'est toutefois la première fois qu'un membre d'un parti au pouvoir, et qui plus est, un responsable important du Parlement de Serbie, émet une telle revendication.

FLORENCE HARTMANN

ESPAGNE : le roi Juan Carlos à Guernica et à Saint-Sébastien

Madrid veut normaliser la situation au Pays basque

SAINT-SEBASTIEN

de notre correspondant

Le roi, souriant aux lèvres, et la reine bavardent : les monarques espagnols ont posé, mardi 30 juillet, devant l'arbre de Guernica, symbole de la liberté pour le peuple basque. Mais, tandis que les photographes immortalisaient cette scène, les journalistes, eux, regardaient dans le ciel les ballons de toutes les couleurs, lancés par les indépendantistes, et qui traînaient une banderole où l'on pouvait lire, en basque : « Dehors le roi ! ». Quelques applaudissements ont cependant marqué l'arrivée du souverain dans cette ville-symbole qui est aussi restée dans l'histoire comme celle du bombardement allemand du 28 avril 1937.

Arpentant les rues, quelque mille cinq cents manifestants scandaient des slogans indépendantistes, tandis que les haut-parleurs diffusaient l'hymne du Combattant basque. Cette visite d'une heure à Guernica se déroula sans incident majeur, mais dans une atmosphère très tendue et sous le contrôle d'un important dispositif policier.

Le parti Herri Batasuna, branche politique de l'ETA, après avoir organisé une manifestation, lundi, dans les rues de Bilbao (le Monde du 31 juillet), a fait défiler, mardi dans la soirée à Saint-Sébastien, dix mille personnes derrière des banderoles indépendantistes demandant l'amnistie pour les prisonniers de l'ETA.

« Le Pays basque, ce n'est pas l'Espagne ! », scandaient les manifestants. Peu avant minuit, une bombe

de faible puissance a explosé à proximité du siège du commandement militaire de la ville, ne causant que de faibles dégâts matériels.

Participant à l'anniversaire du cinquantième centenaire de la naissance d'Ignace de Loyola, le fondateur de la Compagnie de Jésus, le roi a ouvert une conférence à l'université d'été de Saint-Sébastien.

Si cette commémoration, à laquelle le roi avait promis de participer, montre la volonté de Madrid de normaliser la situation au Pays basque, l'atmosphère, dans les trois provinces, n'est pas encore empreinte de quiétude. Même si certains paraissent s'être presque habitués à vivre, tant bien que mal, avec un conflit ouvert depuis trente ans.

(Intérim.)

POINT DE VUE

Le « test arménien »

par Jacques Barrot

L'ARMÉNIE constitue l'une des plus vieilles communautés religieuses et ethniques du monde. Le 20 septembre aura lieu le référendum d'autodétermination, et sans doute proclamera-t-elle son indépendance. On ne peut douter que ce soit à une perspective que réclament la plupart des Arméniens, y compris ceux qui ont trouvé refuge en France.

Les pays baltes, puis la Slovaquie ont temporairement éclipsé l'Arménie de l'actualité. Dans tous les cas pourtant, le problème est, mutatis mutandis, le même : d'un côté, la démocratie et l'économie de marché ; de l'autre, des forces du passé, impuissantes à formuler un projet neuf et mobilisateur. A un tel égard, l'Arménie constitue un test particulièrement significatif sur la volonté réelle de M. Gorbatchev d'inscrire dans les actes ses proclamations, ses promesses et ses belles paroles.

L'Arménie a en effet coupé les ponts avec le communisme. En voulant être maîtresse de son destin, elle ne fait que suivre la procédure prévue par la Constitution soviétique pour les républiques qui souhaitent se séparer de l'Union. Elle s'est déjà mise en chemin : privatisation des terres, du commerce et de l'artisanat, reconnaissance des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, introduction du multipartisme... Autant de réformes substantielles à mettre au crédit de ses dirigeants, et notamment du président de la République, M. Levon Ter Petrossian.

De telles ambitions devraient plaire à M. Gorbatchev. Or de nombreux indices semblent, à l'inverse, démontrer que Moscou s'efforce de contrecarrer cette évolution par un biais détourné. Son attitude face au conflit du Haut-Karabakh est, en effet, très

équivoque, et pour le moins scandaleuse.

Au cours d'un récent voyage, Nicole Fontaine, vice-présidente du Parlement européen, mon collègue François Rochebloine et moi-même avons pu le constater sur place. Tout se passe comme si le pouvoir central privilégiait un Azerbaïdjan riche en pétrole et en communisme au détriment de la volonté de réformes qui anime la République d'Arménie. Comme s'il cherchait, par toutes sortes de moyens, à entraver sa marche vers la liberté et à se venger, en attendant mieux, sur la communauté arménienne du Haut-Karabakh... Au lieu de jouer un indispensable rôle de force d'interposition, l'armée soviétique ferme les yeux et laisse aux milices azérides carte blanche pour y multiplier leurs exactions. La IV^e Armée, stationnée en Azerbaïdjan, est du reste étrangement composée de 60 % de nationaux, alors que la VII^e Armée, en Arménie, ne comporte, au contraire, aucun Arménien.

Pour un engagement de la France

La conséquence, c'est un drame humain qui se poursuit tous les jours, avec l'approbation tacite de Moscou et le silence de la communauté internationale. Nous nous sommes entretenus avec des populations déportées du Haut-Karabakh par les milices azérides et accueillies en Arménie avec des moyens de fortune. La sauvagerie des persécutions dont elles ont été victimes est accablante. Elles ont été contraintes, sous la menace de la torture, de renoncer à leur terre, à leur maison. Les villages qu'elles ont abandonnés ont été souvent détruits ou brûlés. Plusieurs centaines d'otages sont

retenus en Azerbaïdjan par les milices. Soucieux d'éviter de tomber dans les pièges quotidiens et les provocations que celles-ci lui tendent, le pouvoir arménien se heurte au silence de Moscou et se trouve ainsi dans l'incapacité d'obtenir des autorités communistes régnant en Azerbaïdjan qu'elles mettent fin à ces violations.

Si M. Gorbatchev est décidé à se lancer sans plus hésiter sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché, pourquoi les républiques qui sont déjà passées à l'action violent-elles autant d'obstacles se dressant devant elles ? Pourquoi ne sont-elles pas, au contraire, montrées du doigt comme des modèles ? Si, d'autre part, seul un Etat fédéral, comme le prétend M. Gorbatchev, peut garantir la sécurité des minorités au sein des républiques et la concorde entre les nations soviétiques, pourquoi ne commence-t-il pas dès maintenant, en Arménie, à jouer un tel rôle ?

La seule union, la seule fédération qui tienne est fondée sur la volontarisme et jamais sur la contrainte ; et un volontarisme authentique ne peut être formulé que par des républiques libres de leur choix, pleinement libres dans tous les sens du terme. Un juste fédéralisme, en somme, tire sa substance de la liberté, et celle-ci est un bloc : elle est économique aussi bien que politique. Tout se passe, au contraire, comme si M. Gorbatchev ne semblait vouloir maintenir la structure fédérale de l'Est soviétique que pour mieux freiner les efforts des républiques qui osent aller de l'avant. Mais ce n'est certainement pas en pratiquant l'hypocrisie du double langage et en accumulant les pressions pour réveiller la nostalgie de l'empire stalinien-brejnevien qu'il pourra les convaincre de la nécessité de s'unir.

Le « test arménien » met donc une nouvelle fois M. Gorbatchev au pied du mur, le somme de choisir entre l'avenir et le passé. Il nous met aussi nous-mêmes en face de nos propres responsabilités. La profonde fraternité qui a soudé les citoyens d'origine arménienne à la France, notre attachement à l'une des premières Eglises chrétiennes, qui a su rester vivante, mais aussi la nécessité d'assurer le respect des droits de l'homme : tout milite pour un engagement résolu de la France en faveur de la cause arménienne.

► M. Jacques Barrot est député (UDC) de la Haute-Loire.

ASIE

AFGHANISTAN : sous la pression de l'Iran et du Pakistan

La résistance se résigne à accepter le plan de paix de l'ONU

La première réunion tripartite entre les mouvements de la résistance afghane, le Pakistan et l'Iran s'est achevée le mardi 30 juillet à Islamabad. En dépit de profondes réticences et de divergences internes, les moudjahidines se sont résignés à accepter le plan de paix des Nations unies comme « base » à un règlement de la crise afghane.

ISLAMABAD

correspondance

L'ambassadeur américain « Bob » Oakley à quelques mètres de M. Ali Akbar Velayati, chef de la diplomatie de Téhéran. Les deux hommes ne se sont pas adressés la parole, mais l'Américain a souri au moment où l'Iranien a annoncé l'accord. Et quel accord ? Des moudjahidines afghans qui s'entendent avec l'Iran et le Pakistan sur un plan des Nations unies visant à mettre fin à l'un des derniers conflits de la guerre froide. M. Velayati a parlé de « tournant ».

La scène s'est déroulée mardi 30 juillet à l'issue de quarante-huit heures de consultations douloureuses, au cours desquelles plus d'un bras rebelle a été tendu, selon un participant. Islamabad avait organisé une réunion avec l'Iran et les moudjahidines

pour montrer sa bonne foi dans la recherche d'un « règlement politique » du conflit d'Afghanistan.

M. Velayati avait fait le déplacement avec une délégation de la guérilla chibite basée à Téhéran. Côté pakistanais, tous les chefs rebelles sunnites étaient là, à l'exception des fondamentalistes Yunus Khalas et Rasul Sayyaf, qui rejettent les prétentions iraniennes sur la résistance. M. Gulbuddin Hekmatyar — un autre islamiste difficile à manipuler — avait envoyé son second à ces pourparlers, les premiers du genre depuis le début de la guerre en 1979.

« Un gouvernement islamique élu »

Alors que tout le monde s'attendait à ce que les portes claquent, une déclaration commune a été publiée, indiquant que les propositions de l'ONU pouvaient, après clarification, servir de « base » à un « règlement pacifique » du conflit. Ce plan préconise l'ouverture d'un dialogue inter-afghan, l'arrêt des livraisons d'armes par Moscou et Washington et la mise en place d'un mécanisme de transition à Kaboul, avant des élections générales. La veille encore, M. Hekmatyar avait affirmé qu'il n'était pas question de se soumettre à ce « complot américain » visant à placer l'Afghanistan sous contrôle soviétique.

La déclaration d'Islamabad ajoute cependant que « toute solution devra aboutir au remplace-

ment » du régime pro-soviétique de M. Najibullah et à « l'établissement d'un gouvernement islamique élu, acceptable par le peuple afghan ».

Au moment où l'accord était conclu, l'ONU annonçait une réduction de 31 millions de dollars de l'aide humanitaire aux Afghans, faute de fonds disponibles. Les résistants pro-occidentaux — notamment MM. Mojaddedi et Ghalani — se sont résolument tournés vers la négociation, afin d'envoyer un message clair aux « nouveaux partenaires » Gorbatchev et Bush réunis à Moscou.

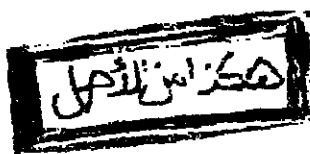
GAD SUTHERLAND

EN BREF

► COLOMBIE : libération de trois otages français détenus par la guérilla. — Trois techniciens français, qui étaient retenus en otage depuis le 18 janvier dernier par des guérilleros colombiens d'extrême gauche, dans la province d'Antioquia (nord-est du pays), ont été libérés sains et saufs, a annoncé mardi 30 juillet le ministre de la défense à Bogotá. Les trois experts français, MM. Michel Michaud, Marcel Chambard et Pierre Trausig, étaient tombés entre les mains des guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN), alors qu'ils travaillaient à la construction d'un oléoduc à Zaragoza. — (AFP, Reuters, UPI.)

► ROUMANIE : un « nombre important » d'officiers de l'ex-Securitate démis de leurs fonctions. — Un « nombre important » d'officiers de l'ex-Securitate viennent d'être démis de leurs fonctions, a affirmé mardi 30 juillet, le Service roumain d'information (SRI), qui a succédé, début 1990, à l'ex-police politique communiste. Le SRI justifie ces changements de personnel par la nécessité de doter « la société roumaine post-révolutionnaire d'agents recrutés selon des critères de compétence professionnelle et de loyauté à l'égard du destin national ». — (AFP.)

► VIETNAM : Hanoï déplore les obstacles dressés par les Etats-Unis à la normalisation. — Lors de la rencontre américano-vietnamienne à Bangkok, mardi 30 juillet — la première depuis celle du 9 avril, à New-York, qui avait amorcé le processus de normalisation entre les deux pays — le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Le Mai, a estimé que les Etats-Unis freinaient ce processus. La levée de l'embargo commercial et la normalisation achoppent encore sur la question du Cambodge et sur celle des soldats américains portés disparus pendant la guerre. — (AFP, UPI.)



AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les suites du scandale de l'« Inkathagate »

Le président De Klerk annule la distribution de fonds secrets aux partis politiques

Après avoir fait un pas vers le Congrès national africain (ANC), en remaniant son gouvernement, lundi 29 juillet (le Monde du 31 juillet), le président Frederik De Klerk s'est attaché, mardi soir, au cours d'une conférence de presse radio-télévisée, à restaurer son image, ternie par l'« Inkathagate ». Il a annoncé que la distribution de fonds secrets aux partis serait annulée.

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Il ne fut pas question, dans les déclarations du président sud-africain, d'excuses pour le soutien financier du gouvernement au parti Inkatha à dominante zoulou de M. Mangosuthu Buthezi. Sur ce plan-là, les choses sont claires. Dans un style moins agressif que celui de son ministre des affaires étrangères,

M. Fik Botha, la semaine dernière, le chef de l'Etat a justifié l'ingérence, a-t-il solennellement déclaré. Il a aussi annoncé que la législation concernant les « fonds secrets » allait être révisée de fond en comble, et a dit son intention de créer un « petit comité consultatif » composé de personnalités indépendantes du « secteur privé » pour le « conseiller » sur certaines opérations délicates. Le fait que « des fonds secrets soient utilisés » n'est pas, selon lui, un vice pour perpétrer des « crimes ».

Le chef de l'Etat a affirmé que, s'il n'avait plus confiance en MM. Adriaan Vlok et Magnus Malan – les anciens ministres de la loi et de l'ordre et de la défense rétrogradés à des rangs subalternes lors du remaniement de lundi, il ne les aurait « pas inclus » dans son nouveau cabinet. « Mais, a-t-il expliqué, nous devons nous assurer que les forces de l'ordre ne soient plus controversées. »

M. De Klerk a été formel. Tous les projets secrets de soutien matériel à des organisations politiques ont d'ores et déjà été annulés. « Favoriser

seulement quelques-uns des partis avec l'argent du Trésor est inacceptable », a-t-il solennellement déclaré. Il a aussi annoncé que la législation concernant les « fonds secrets » allait être révisée de fond en comble, et a dit son intention de créer un « petit comité consultatif » composé de personnalités indépendantes du « secteur privé » pour le « conseiller » sur certaines opérations délicates. Le fait que « des fonds secrets soient utilisés » n'est pas, selon lui, un vice pour perpétrer des « crimes ».

Le chef de l'Etat a affirmé que, s'il n'avait plus confiance en MM. Adriaan Vlok et Magnus Malan – les anciens ministres de la loi et de l'ordre et de la défense rétrogradés à des rangs subalternes lors du remaniement de lundi, il ne les aurait « pas inclus » dans son nouveau cabinet. « Mais, a-t-il expliqué, nous devons nous assurer que les forces de l'ordre ne soient plus controversées. »

M. De Klerk a été formel. Tous les projets secrets de soutien matériel à des organisations politiques ont d'ores et déjà été annulés. « Favoriser

que la police et l'armée soient mêlées, de près ou de loin, à l'organisation de la violence, « contrairement à toutes les allégations », il a promis d'être « implacable » avec ceux qui transgressaient les règles. Il a aussi annoncé la création prochaine d'une « commission permanente », chargée d'étudier la violence et de recevoir des comptes-rendus des différents partis.

Il a enfin incité le public à apporter des preuves des compromissions éventuelles de certains membres des forces de sécurité. « Le gouvernement n'a rien à cacher dans ce domaine », a estimé M. De Klerk, soulignant qu'il n'utiliserait pas de « double langage » et que son intention n'était pas d'être « dans le même temps juge et partie ». Il a conclu son intervention en appelant les gens de bonne volonté à entrer le plus rapidement possible dans le processus de négociation.

FREDÉRIC FRITSCHER

(1) Un rand équivaut approximativement à 2,2 francs.

ALGÉRIE : la rencontre entre le gouvernement et les partis

Le premier ministre redoute l'« étouffement » économique du pays

A l'invitation du gouvernement, plusieurs centaines de représentants des partis politiques et des associations de la « société civile » ont participé, mardi 30 juillet, au Palais des Nations, dans la banlieue d'Alger, à la « rencontre pour le dialogue et la concertation ». La réunion, qui doit discuter de la situation économique ainsi que de l'organisation des prochaines élections législatives, devait se clore le 31 juillet.

ALGER

de notre correspondant

A la fin du mois de juin, cinquante partis politiques étaient enregistrés et après par le ministère de l'Intérieur. Mardi matin, à l'ouverture de la rencontre, ils étaient soixante-tous présents, hormis deux des plus importants, le Front islamique du salut (FIS) et le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ait Ahmed.

L'absence du premier était quasi certaine depuis sa direction, réunie le 26 juillet à Bama, avait exigé, en préalable à toute rencontre avec le gouvernement, la libération de ses décrets d'urgence et la levée de l'état de siège (le Monde du 28-29 juillet). Par ailleurs, cette dernière mesure, le FFS, quant à lui, avait fait savoir qu'il viendrait surtout pour obtenir la date précise des prochaines élections législatives. Mardi matin, sous un prétexte futile, il a claqué la porte de la réunion, avec l'arrière-pensée de ne pas laisser au FIS le monopole de l'opposition radicale.

Pénurie de devises

Malgré ces absences, le gouvernement s'est retrouvé face à une kyrielle de partis dont l'audience, à quelques exceptions près, ne dépasse pas le cercle des amis qui en ont déjà fait les frais. Au point qu'on se demande quelle sera la portée réelle d'une réunion où la plupart des participants n'ont aucune véritable responsabilité.

M. Ghazali, premier ministre et organisateur de la réunion, aurait voulu démontrer aux futurs électeurs, qui peuvent suivre les débats en direct à la télévision, qu'entre lui et les autres il n'y avait pas à hésiter qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Pendant plus d'une heure, il a exposé ses préoccupations en matière économique, assurant que le manque de devises était en train de paralyser la production du pays, entraînant des pénuries dramatiques, endettement de toutes

sortes, gabegie et spéculation. « Nos réserves en devises sont évaluées à moins de dix jours d'importations », a-t-il révélé, expliquant qu'aux 24 milliards de dollars de la dette à moyen et long terme, il fallait ajouter une dette militaire qu'il s'est abstenu de chiffrer.

« Le gouvernement n'a plus que quelques semaines pour éviter l'étouffement du pays », devait encore déclarer le premier ministre, soulignant que, si rien n'était fait, la situation risquerait de devenir bientôt « ingérable ». « Il ne s'agit pas de difficultés conjoncturelles, le pays est effectivement menacé », devait encore prévenir M. Ghazali, qui ne voit plus d'autre solution – alors que les banques internationales refusent de financer par de nouveaux crédits le paiement de la dette – que la « mobilisation des ressources propres », notamment en vendant par anticipation, avant la fin de l'année, une partie des réserves du champ pétrolier de Hassi-Messoud.

Pour de nombreux observateurs peu convaincus par le message alarmiste du premier ministre, il ne peut être question de prendre aussi rapidement des mesures aussi définitives. Plusieurs d'entre eux ont remarqué que le gouvernement de M. Ghazali, présenté lors de sa formation comme « transitoire », n'avait pas autorisé pour engager ainsi l'avenir. A leur avis, sa seule tâche est d'organiser, le plus vite possible, des élections législatives. D'autres n'ont pas manqué de manifester leur traditionnelle méfiance devant les tentatives de l'étranger d'accaparer le pays.

D'autres encore, sans jamais le nommer, ont mis en cause le FLN, rendu responsable de la crise que traverse l'Algérie. Secrétaire général du FLN, M. Abdelhamid Mehri devait, pourtant, se sentir visé. Assis dans la salle comme n'importe quel autre délégué, celui qui représente un parti qui jusqu'alors siégeait plutôt à la tribune a consacré son intervention à expliquer à ses auditeurs sceptiques que la situation était moins mauvaise qu'on ne le leur disait. Convaincu de la valeur de la gestion antérieure, le FLN propose, en conséquence, la création d'une commission chargée de faire « l'évaluation objective du bilan ».

GEORGES MARION

25 millions d'habitants selon le dernier recensement. – Selon l'Office national des statistiques, l'Algérie comptait, au 1^{er} janvier 1991, 25 324 000 habitants avec un taux d'accroissement démographique de la baisse, qui est passé de 3,1 % en 1985 à 2,5 % en 1991. L'excédent naturel se situait à 624 000 personnes en 1990 contre 681 000 en 1985. – (AP)

COTE-D'IVOIRE : tentative de coup d'Etat ou mouvement d'humeur ?

Le chef d'état-major annonce avoir déjoué une « action de force »

Une semaine après son élévation au rang de général, le chef d'état-major de l'armée ivoirienne a révélé, mardi 30 juillet, dans les colonnes du quotidien pro-gouvernemental *Fraternité* matin, qu'une « action de force » qui devait avoir lieu mardi dernier avait été mise en échec.

ABIDJAN

correspondance

Selon le général Robert Guéi, les auteurs de ce qu'il refuse d'assimiler à un coup d'Etat « ont été pris la main dans le sac. Ils avaient déjà distribué des carnets pour entrer en action. Ils ont été arrêtés ». Mais il n'a précisé ni le nombre, ni les grades de ceux qui ont monté ce « fameux scénario ». Il a annoncé qu'ils seraient jugés par un tribunal militaire spécial qui décidera de leur sort.

Aucune indication n'a été fournie par le patron d'une armée qui compte quelque 8 000 hommes sur les motivations et les objectifs de ces mystérieux putschistes. « Nous savons qui est derrière eux », a toutefois déclaré le général Guéi, qui s'est bien gardé de préciser s'il s'agissait de militaires ou de civils.

Le jour de la publication de cet entretien fracassant, le quotidien *la Voie*, organe du Front populaire ivoirien (FPI), le principal parti d'opposition, annonçait, au conditionnel, que « quinze militaires auraient été tués » – essentiellement des soldats de première

classe – et que deux autres étaient décédés « de services corporels ». Ce que le chef d'état-major a démenti, en affirmant que « ces jeunes gens sont bel et bien vivants ».

Cette affaire a suscité de nombreux commentaires dans les milieux informés de la capitale ivoirienne, d'autant que, depuis quelques jours, on évoquait, dans ces mêmes milieux, l'existence de remous dans l'armée et des arrestations opérées à la mi-juillet. La plupart des observateurs écartent l'hypothèse d'une réelle tentative de coup d'Etat ; ils penchent plutôt pour un mouvement d'humeur qui aurait eu pour principale cible, non pas le pouvoir en tant que tel, mais la personne du chef d'état-major. Le général Guéi, qui a reçu pour mission « de remettre de l'ordre dans l'armée », aurait suscité certaines réactions dans la hiérarchie militaire.

Une réputation « d'homme à poigne »

Diplômé de Saint-Cyr et de l'Ecole supérieure de guerre de Paris, Robert Guéi, quarante-huit ans, a la réputation d'être un « homme à poigne ». C'est à ce titre que le président Félix Houphouët-Boigny l'avait choisi comme chef d'état-major après les manifestations de soldats dans les rues d'Abidjan, en mai 1990, pour réclamer une amélioration de leur situation matérielle et leur maintien sous les drapeaux.

JEAN-KARIM FALL

PROCHE-ORIENT

IRAK : les discussions à l'ONU sur une levée partielle des sanctions

Londres et Washington sont réservés sur le projet français d'aide humanitaire

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le projet français consacré à l'aide humanitaire à Bagdad, qui n'a pas encore été présenté aux dix membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, n'a pas été accueilli très favorablement à Londres et à Washington. « Les Américains et les Anglais ont aussi bien que les Français qu'il faudra un jour ou l'autre, permettre la vente de pétrole pour nourrir le peuple irakien, mais ils veulent utiliser cette arme contre le régime de Bagdad jusqu'à la dernière minute, c'est-à-dire avant que les opinions publiques ne soient échauffées par les images des bébés affamés irakiens », explique un membre du Conseil. Selon un autre diplomate, « Paris voudrait garder l'image d'un grand défenseur des questions humanitaires ».

Les diplomates français, de leur côté, se disent « très impression-

nés » par le rapport du prince Saïdruddin Agha Khan, qui annonce une famine pour l'automne, et aussi par le rapport de M. Jean-Daniel Lévy, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), qui a fait un voyage en Irak pour évaluer les besoins énergétiques de l'Irak. Le projet de résolution dit « humanitaire » autorise la vente d'une quantité, pas encore déterminée, de pétrole durant une période de six mois et en trois tranches.

« Bagdad dissimule au maximum »

Les pays importateurs devraient payer le pétrole sur un compte bloqué de l'ONU. Une partie des bénéfices serait utilisée pour alimenter le peuple irakien. Ce projet autorise le secrétaire général à utiliser ce compte pour financer les obligations de l'Irak imposées par les résolutions du Conseil.

Un deuxième projet français sur le programme nucléaire de l'Irak « condamne » la violation de la résolution de cessez-le-feu et « exige » la coopération de l'Irak avec la commission spéciale de désarmement. « Il est évident que non seulement Bagdad ne coopère pas avec la Commission, mais il dissimule au maximum », explique le représentant permanent adjoint de la France, M. Jean-Marc de La Sablière.

On ne s'attend pas à des débats animés sur ce deuxième projet de résolution car les quinze membres

du conseil ont été encore une fois « très impressionnés » par le rapport de la Commission spéciale. Selon le diplomate suédois Ralf Ekens, qui est à la tête de cette commission, l'Irak est en possession de quarante-six mille unités d'armes chimiques, y compris des missiles et des bombes. Bagdad avait officiellement affirmé n'en avoir douze mille. Une équipe de soixante-dix personnes sera envoyée en Irak afin de mettre en place un mécanisme de destruction de ces armes.

AFSANÉ BASSIR POUR

L'appauvrissement de la population

« Quand un couple vend son alliance... »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Drappée dans son tchador noir qui lui cache presque le visage, Zainab serre dans sa main droite une petite boîte de plastique dans laquelle sont soigneusement enveloppées dans du coton les dernières économies de la famille : six petits bracelets d'or et un pendentif représentant le Coran. Accompagnée de son mari – démolisseur depuis deux mois et sans salaire fixe – elle négocie pied à pied les 86 grammes d'or de ses bracelets.

Partout, aujourd'hui, dans la rue Rashid, au centre de Bagdad, ou à l'arrière de la Mosquée d'or de Khayma, le grand quartier chic de la capitale irakienne, les artisans bijoutiers reçoivent ainsi des familles venues négocier leur or pour survivre. « Depuis la crise, nos transactions ont augmenté de 70 % », affirme Orwa, installé depuis vingt ans dans le petit magasin hérité de son père, face au Tigre. Sur le comptoir en bois trônent la balance réglée au gramme près et la loupe avec laquelle il vérifie l'origine du métal. Le prix de l'or n'a cessé de monter ces dernières semaines et a doublé depuis deux ans.

Etalon traditionnel en Irak, le mithkal (4,95 grammes) est ainsi passé de 70 dinars à la fin de la guerre avec l'Iran, à 420 aujourd'hui. Certes, la valeur du dinar a considérablement chuté mais, même en tenant compte de ce phénomène, et en le ramenant en dollars échangés au marché noir, cela représente un doublement du prix, de 25 à 50 dollars. Et, comme le fait remarquer Orwa, les salaires en dinars n'ont pas bougé.

Trois priés dans tout le monde arabe, l'or est aussi une valeur refuge. Sa mise en vente est le

meilleur témoin de l'appauvrissement de la population qui, après avoir utilisé toutes ses économies, vend le téléviseur ou quelques meubles, est obligée d'en arriver aux bijoux. « Quand un couple vend son alliance, raconte Samir, je sais que c'est le dernier espoir et qu'il n'y a vraiment plus rien après. Or, on m'en offre de plus en plus. »

Jeune femme blonde, Wafa entre dans le magasin et sort de son sac en plastique une chaîne d'or fin, « un cadeau de ma mère », souffle-t-elle. Pour l'instant, elle fait le tour des bijoux pour voir combien elle peut en tirer. « C'est souvent comme ça, confie Samir. Les clients veulent savoir de combien ils disposent encore pour adapter leur budget. »

Si les vendeurs sont les plus nombreux, les acheteurs se recrutent essentiellement parmi les commerçants, qui l'utilisent comme moyen de paiement à défaut de devises qui s'épuisent, et aussi par ceux qui cherchent à protéger leur avenir. « Les intermédiaires viennent négocier de grosses quantités au nom de puissants que nous ne connaissons pas », affirme Hussein, qui n'osera pas dire que ceux-ci appartiennent aux très hautes sphères du pouvoir.

« En deux jours, la semaine dernière, tout l'or de Mossoul a disparu du marché, acheté par trois personnes », dit-il. A ce rythme, le métal jaune risque aussi de s'épuiser et, déjà, quelques artisans préparent fermer boutique pour protéger leurs réserves et éviter des refus d'entrée. Planché de salut pour les pauvres qui en sont revenus au trot pour survivre, l'or d'Irak s'avère aussi au profit de ceux qui commencent à douter de l'avenir et qui ont les moyens de l'assurer.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : en attendant la visite de M. James Baker

Les dirigeants multiplient les déclarations « dures »

C'est mercredi 31 juillet que le secrétaire d'Etat américain devait annoncer sa décision de se rendre ou non à Jérusalem. Une nouvelle visite de M. Baker au Proche-Orient avait été annoncée lundi pour « les prochains jours » par le ministre israélien des affaires étrangères, David Levy, mais le président américain George Bush avait ensuite indiqué qu'il n'envisageait pas actuellement une nouvelle mission de M. James Baker au Proche-Orient.

En attendant M. Baker, les dirigeants de Jérusalem multiplient les déclarations « dures ». Le premier ministre, Itzhak Shamir, s'adressant aux membres d'un mouvement de jeunesse religieux, a réitéré sa ferme opposition à des pourparlers sur l'avenir de la Ville sainte, affirmant que « Jérusalem ne peut faire l'objet d'aucune négociation internationale ».

« Jérusalem, a-t-il dit, symbolise aujourd'hui la souveraineté retrouvée du peuple d'Israël en Eretz-Israel (NDLR : le Grand Israël, du Jourdain à la Méditerranée). Ici, au centre du pays, on ressent le contrôle du peuple juif sur tout Eretz-Israel, sur toutes ses régions, du Golan au nord à Eilat au sud, en Judée, en Samarie (Cisjordanie), à Gaza, du Jourdain à l'est jusqu'à la mer à l'ouest », a-t-il poursuivi avant de conclure : « Nous consoliderons notre emprise sur Eretz-Israel et nous obtiendrons aussi la paix. »

Au lendemain de l'annonce par le ministre de l'Intérieur, M. Ariel Sharon, de son intention de construire en 1992 des milliers de logements pour des colons israéliens en Cisjordanie, Israël a fait savoir mardi qu'il entendait renforcer la présence juive

à Jérusalem en construisant « prochainement » deux nouveaux quartiers dans la périphérie de la ville, annoncée par l'Etat hébreu en 1980. Ces deux quartiers – Har Homa et Rehas Shomalon – compteront respectivement 4 500 et 2 000 logements.

M. Verdiger, vice-ministre chargé du portefeuille de Jérusalem, a indiqué que son ministère encourageait les industriels israéliens et les investisseurs juifs étrangers à installer leurs entreprises dans la zone industrielle de Jérusalem, située en territoire annexé. Une base militaire sera également prochainement créée dans cette zone, ainsi qu'un commissariat de police, « afin de renforcer la sécurité de la population juive ».

En visite au Caire, M. David Lévy a minimisé mardi les perspectives d'une percée diplomatique vers la convocation d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. « Il n'y a pas de compromis à espérer d'Israël », a-t-il dit, ajoutant qu'« il y a des choses qu'Israël ne fera pas », son homologue égyptien, M. Anwar Mousa, s'est efforcé en vain de faire accepter un compromis sur la représentation palestinienne aux négociations de paix.

Mercredi, l'officier El Ahram s'en est pris violemment à M. Shamir, qui a accusé de constituer « le plus grand obstacle à la paix ». « Shamir, a-t-il poursuivi, ne peut se débarrasser d'une idée qui l'obsède, à savoir que les territoires occupés sont des territoires israéliens et que les Palestiniens ne sont que des habitants d'Israël qui n'ont droit à rien, ni à un Etat, ni à la terre, ni à l'autodétermination. » – (APF)

Océan Indien

MADAGASCAR : alors que l'opposition continue de réclamer son départ

Le président Ratsiraka affirme avoir fait « toutes les concessions possibles »

La libération des personnalités de l'opposition qui avaient été enlevées la semaine dernière est un geste d'apaisement qui est certainement de nature à contribuer à la relance du dialogue, a estimé, mardi 30 juillet, le porte-parole du Quai d'Orsay. De son côté, une délégation du Comité des forces vives a été reçue mardi à Paris au siège du PS. Dans un communiqué commun, le PS et le comité « souhaitent l'aboutissement du processus en cours jusqu'à la satisfaction des aspirations démocratiques du peuple malgache ».

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas seulement une dizaine de kilomètres qui séparent le palais présidentiel d'Andohahelo et la place du 13-Mai 1972 à Tanana, haut lieu de la contestation populaire, mais surtout des abîmes d'incompréhension entre un chef de l'Etat résolu à relever tous les défis et des centaines de milliers de manifestants qui ne cessent de réclamer son départ. Quand le général Jean Rakotonirainy, « monnaie d'un bis » de l'opposition appelle M. Didier Ratsiraka « à se rendre, lui, place du 13-Mai pour discuter », ce dernier répond qu'il « attend les chefs de l'opposition » pour négocier ses dernières propositions.

« En mon âme et conscience, j'ai fait toutes les concessions possibles », a répété, mardi 30 juillet, devant les représentants de la presse étrangère, M. Ratsiraka, accusé par ses adversaires d'avoir « saboté toute tentative de dialogue par son attitude arrogante ». L'impasse est bien là : la bonne conscience présidentielle contre l'appât de « changement » des manifestants.

Le chef de l'Etat a proposé la formation d'un nouveau gouvernement, la révision de la Constitution et de

la loi électorale. Il invite maintenant les contestataires à venir « un par un, à deux ou à sept » en discuter, laissant entendre que l'opposition n'est pas homogène. Mais cette ouverture, après deux mois de crise, « vient trop tard » et, de plus, écarte l'idée d'une conférence nationale sur laquelle ne s'est pas exprimé le locataire d'Andohahelo, qui défie quiconque voulant sa démission de « venir lui-même cueillir le fruit ».

« 300 000 manifestants ne signifient rien... »

Si l'armée n'a pas cherché à imposer l'état d'urgence à tout prix, ce n'est pas parce qu'elle cherche à rester neutre dans cette crise, mais parce qu'il lui faut, selon M. Ratsiraka, « éviter de tirer sur ses gens dont beaucoup sont victimes des ajustements structurels ». « Il fallait bien sûr, ajoute-t-il, arrêter les meneurs de la contestation, mais les partisans du gouvernement réunis au stade de Mahamasina. Mais il est plus facile de mobiliser des gens mécontents ».

Si les « actes antidémocratiques » du Comité des forces vives continuent, M. Ratsiraka avertit qu'il « prendra ses responsabilités », sans vouloir, toutefois, évoquer le recours à la loi martiale. Si les opposants ne répondent pas, il n'hésitera pas à former un nouveau gouvernement et à discuter d'une refonte de la Constitution sans eux. Le chef de l'Etat a rappelé que « le discours de La Baule ne concerne pas Madagascar, premier pays démocratique d'Afrique », et que si des élections législatives anticipées sont envisageables, la question de son mandat « n'est pas d'actualité » car, en 1989, le scrutin présidentiel avait été loyal.

Pas question donc pour lui de démissionner sous la pression de la rue. A l'en croire, « 300 000 manifestants ne signifient rien par rapport aux 6 millions d'électeurs et aux millions de Malgaches ». Si d'aventure il devait s'y résigner, l'unité du pays en serait, à son avis, à jamais brisée.

JEAN HÉLÈNE

CORRESPONDANCE

Intransigeances

Nous avons reçu de M^{me} Andria Razafimanantsoa, Malgache résident en France, la lettre suivante : Les mots et la révolution ne remplissent pas les esprits. La Grande Ile tourne au ralenti depuis sept semaines. Les transports sont paralysés, les banques et les administrations sont fermées. De longues files d'attente se forment pour un simple bide d'essence ou une banale opération bancaire. Les salaires ne sont pas payés. La politique d'austérité instaurée par le FMD depuis 1984, commençait à porter ses fruits : une croissance de 4,1 % n'est pas négligable.

Intransigence conjuguée du président Ratsiraka et de l'opposition : la crise est grave, les tensions montent. Tananarive s'enfle de mille rumeurs et risque d'exploser à tout moment. Les diatribes politiciennes mènent, une fois encore, le peuple à l'abandon, si l'on n'y prend garde. Le

Comité des forces vives - on y flaire des relents de déjà-vu - peut-il voir un peu plus loin que les ambitions de certains de ses membres, se préoccuper du bien commun avant de s'intéresser au pouvoir ?

Son programme est intemporel, flou. Si le pouvoir actuel s'en va, comment financer la reconstruction du pays ? Quels sont les besoins spécifiques et urgents du peuple malgache ? « La démocratie », me répondra-t-on. Or, travailler, produire sont les seules voies qui conduisent vers la démocratie.

Madagascar est un pays riche. Tout y pousse ! La famine n'existe pas dans l'île rouge. Tananarive est une capitale qui, comme tant d'autres dans le monde, subit les effets pervers de l'exode rural. Si un nouveau chaos s'installe, il sera fatal à notre pays et notre crédibilité aux yeux du monde en pâtira.

EN BREF

■ ÉTHIOPIE : un ex-marxiste nommé premier ministre. - M. Tamerat Layne, premier ministre par intérim depuis le début du mois de juin, a été nommé, lundi 29 juillet, premier ministre du gouvernement de transition. Il assurera, en principe, cette fonction jusqu'aux élections prévues en 1993. Marxiste de tendance albanaise au début de son engagement politique, il a, depuis 1989, évolué vers des positions plus modérées. - (AFP)

■ MAROC : les communistes demandent la libération des prisonniers politiques. - Le Parti du progrès et du socialisme (PPS), communiste, a demandé, mardi 30 juillet, « la libération de tous les prisonniers politiques » et la relance du « processus de démocratisation », afin de « ne pas fournir aux coupables l'occasion de se réhabiliter ». Le PPS souhaite, en outre, la formation d'un « gouvernement de coalition nationale », chargé de préparer le référendum sur la Sahara occidental ainsi que les élections générales prévues pour 1992. - (AFP)

■ MAURITANIE : les FLAM suspendent la lutte armée. - Les Forces de libération africaines de Mauritanie (FLAM) ont annoncé, mardi 30 juillet, la « suspension immédiate de la lutte armée » pour répondre à l'évolution récente du régime, au

lendemain de l'amnistie générale, décrétée par les autorités de Nouakchott. Les FLAM, le plus ancien des mouvements négro-mauritaniens, qui luttent contre la mainmise arabe sur le pays, continuent d'exiger la réunion d'une conférence nationale souveraine pour l'instauration d'un vrai régime démocratique. - (AFP)

■ NIGER : la conférence nationale suspendue. - La conférence « des forces vives » s'est proclamée souveraine, mardi 30 juillet, en l'absence des cent représentants du gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Conseil national de développement. Ceux-ci avaient décidé de quitter la salle parce qu'ils jugeaient la représentation du monde rural - soixante-quatre députés sans droit de vote - insuffisante. - (AFP)

■ SURINAM : démission du ministre de la défense accusé d'être impliqué dans un trafic de drogue. - Le ministre de la défense, M. Rupert Cristoffier, a démissionné mardi 30 juillet de ses fonctions après que le quotidien néerlandais *NRC-Handelsblad* l'eût accusé d'être impliqué dans un trafic de cocaïne entre la Colombie, le Surinam et les Pays-Bas, aux côtés du commandant Desi Boutese, chef des forces armées du Surinam. M. Cristoffier, qui nie ces accusations, a demandé qu'une enquête soit ouverte sur cette affaire. - (AFP, Reuters)

POLITIQUE

Un entretien avec M. Le Pensec

« Je crois prématuré que le gouvernement participe à une réflexion sur l'après-référendum de 1998 en Nouvelle-Calédonie », nous déclare le ministre des DOM-TOM

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a achevé, mardi 30 juillet, un séjour de quatre jours en Nouvelle-Calédonie, à l'occasion duquel il s'est rendu sur l'île d'Ouvéa. Il s'agissait de son premier déplacement sur le « Caillou » depuis la démission de M. Michel Rocard, ancien premier ministre, dont il est un fidèle. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Le Pensec tire les enseignements de cette visite et évoque l'annonce d'une réflexion locale sur l'avenir institutionnel du territoire, en émettant « prématurément » que le gouvernement y prenne part.

« Je n'ai pas trouvé mes interlocuteurs calédoniens inquiets sur ce point. Le fait que le ministre des DOM-TOM, maintenu à ce poste, soit venu sur place réaffirmer ces

n'évoque rien un consensus mou. C'est un acquis, à mon sens, irréversible : chaque communauté est maintenant persuadée qu'elle doit vivre avec les autres et que c'est ensemble qu'il faut définir les règles de la vie commune. J'ai trouvé des interlocuteurs majeurs et responsables. Le rééquilibrage, comme on dit ici, entre le Nord, les îles Loyauté et le Sud est engagé. Rien que dans la province Nord, on construit trois lycées, une nouvelle route pour relier les côtes est et ouest.

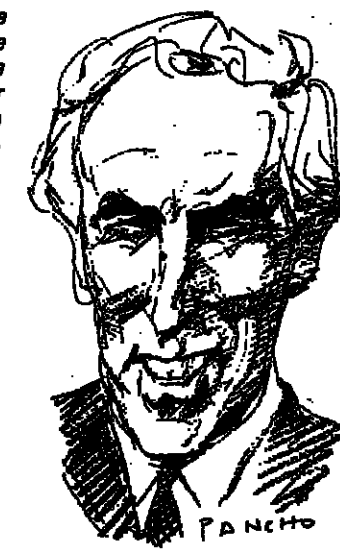
L'emploi augmente

Partout, progressent les adductions d'eau, l'électrification rurale, le téléphone. En trois ans, le nombre d'emplois salariés a été augmenté d'un quart dans l'ensemble du territoire, de 75 % dans la province Nord, et a presque triplé dans les îles Loyauté. Ce sont des chiffres incontestables. La mobilisation pour la formation est partout visible et pas seulement pour notre programme dit de quatre cents cadres, dont l'originalité a, il est vrai, particulièrement intéressé nos visiteurs océaniques.

Vous me demandez dans quel état j'ai trouvé la Nouvelle-Calédonie : j'ai trouvé une vaste chantier, une floraison d'initiatives, une volonté de réussir. Je connais aussi les difficultés, les déséquilibres, les insuffisances, les retards, mais, à lire certains expressions d'opinion sur la Nouvelle-Calédonie, je ne peux passer sous silence ces résultats. En trois ans, à peine au tiers du délai de dix ans que nous nous sommes fixés pour transformer ce pays, nous sommes, à l'évidence, sur la bonne voie.

Avez-vous conscience que les retombées ne sont pas perceptibles pour tout le monde ? Les problèmes sociaux dans le grand Nouméa, particulièrement, deviennent préoccupants.

La Nouvelle-Calédonie connaît une mutation sociale accélérée. C'est comme une adolescence. Tout ne va pas au même rythme. La multiplication de l'habitat précaire dans certains quartiers de Nouméa est très préoccupante. Elle s'explique, pour un part, par la venue dans l'agglomération de personnes originaires de la brousse et des îles, des jeunes notamment.



principe à certainement dissipé les derniers doutes, s'il en subsistait.

Trois ans après la signature des accords de Matignon, quel bilan tirez-vous du processus engagé ? Dans quel état avez-vous trouvé la Nouvelle-Calédonie ?

J'aimerais que tous ceux qui partent de la Nouvelle-Calédonie après les accords de Matignon viennent s'informer sur place, silencieusement ce pays et ouvrent leurs yeux. C'est ce qu'ont fait les ministres de deux pays du Forum du Pacifique sud, les îles Fidji et les îles Salomon, venus en Nouvelle-Calédonie à l'invitation du gouvernement français pour observer les transformations sur le terrain : on ne pouvait les suspecter de complaisance. Ils ont été surpris des premiers résultats à l'œil nu.

Le dialogue entre les partis politiques et entre les communautés se poursuit. Il est créatif et

Dans une lettre au président du groupe centriste du Sénat

M^{me} Cresson propose à l'opposition une « réflexion commune » sur l'immigration

M^{me} Edith Cresson a adressé le 26 juillet à M. Daniel Hoeffel, président du groupe Union centriste du Sénat, une lettre, rendue publique mardi 30 juillet par son destinataire, dans laquelle elle se déclare disposée à un dialogue avec les responsables politiques sur les problèmes de l'immigration. Le sénateur du Bas-Rhin avait écrit au premier ministre, le 4 juillet, pour lui faire part de son inquiétude devant la formation d'un « climat préjudiciable à la recherche de solutions à un grave problème, qui met en cause les droits et libertés fondamentales auxquelles nous sommes tant attachés » et pour lui demander de saisir le Parlement de projets permettant de « rendre effectives des expositions justifiées ».

Dans sa réponse, M^{me} Cresson évoque les mesures annoncées le

10 juillet, qui, selon elles, doivent démontrer la « résolution » du gouvernement. « Il reste, ajoute-t-elle, que cette volonté politique, qui conduit, pour l'instant, à l'adoption de mesures qui s'imposent, ne doit pas exclure une démarche plus sereine, portant sur le moyen terme. Celle-ci devrait s'appuyer sur une réflexion commune à tous les responsables politiques qui partagent le même attachement aux valeurs qui fondent notre société ». Elle précise que « cette réflexion doit tenir compte de l'environnement européen, notamment tel qu'il vient d'être redéfini par les accords de Schengen », et « favoriser, à terme, la mise en œuvre de dispositions toujours plus adaptées et généralement admises, afin de contraindre de manière effective l'immigration clandestine et d'en limiter, autant que possible, les manifestations et leurs conséquences ».

Pour M^{me} Cresson, « le Parlement pourrait être, naturellement, amené à débattre des suites qu'il conviendrait de donner à cette réflexion ». Le premier ministre conclut en affirmant : « Pour ma part, je suis prête à m'entretenir directement des différents aspects de cette question fondamentale avec ceux des responsables politiques qui y seraient disposés ».

En avril et mai 1990, M. Michel Rocard avait organisé à l'hôtel Matignon deux « tables rondes » sur le racisme et sur l'immigration, auxquelles avaient participé toutes les forces politiques représentées au Parlement, à l'exclusion du Front national.

Les suites du rapport de l'INSEE

M^{me} Aubry souligne que le recours à la main-d'œuvre étrangère n'est qu'une « hypothèse de travail »

Le rapport de l'INSEE préconisant le recours à l'immigration pour compenser la pénurie de main-d'œuvre en France après l'an 2000 continue de susciter de nombreuses réactions dans les milieux politiques, même si M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a pris soin de préciser, mardi 30 juillet, à Strasbourg, qu'il ne s'agit que d'une « hypothèse de travail parmi d'autres ».

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, juge les conclusions de l'INSEE « excessives, voire aberrantes ». « Que l'on soit dans l'obligation d'ouvrir nos frontières à certains immigrants, notamment formés et facilement intégrables, c'est évident, et il faudra le faire, reconnaît M. Chirac dans

un entretien publié mercredi par le *Figaro*, mais dans des proportions qui n'ont rien de commun avec ce qu'évoque l'INSEE ». Favorable au système des « quotas », le président du RPR souhaite, toutefois, que « les besoins réels du pays » soient « d'abord satisfaits par la formation des Français ».

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, s'est déclaré « étonné » par les conclusions de l'INSEE en estimant qu'elles témoignent d'une « vue coloniale et imbécile ». « Il faut commencer par former notre jeunesse avant d'envisager d'en importer », a observé M. Lajoinie. Déplorant la relance de la « polémique nataliste », les Verts observent,

dans un communiqué, que les « les prévisionnistes doivent cesser d'extrapoler des courbes quantitatives, pour se pencher sur les problèmes qualitatifs ».

Pour le Parti socialiste, le rapport de l'INSEE doit permettre « un débat politique plus serein » sur les questions de l'emploi, du chômage et de l'immigration. Selon M^{me} Sylvie Franchet, membre adjoint du secrétariat national du PS, il faut « à tout prix se garder d'une nouvelle exploitation du tiers-monde ou des pays de l'Est » en prenant chez eux « la main-d'œuvre qualifiée que nous n'aurions pas réussi à former chez nous et dont ils ont tant besoin ».

L'attrait de la ville n'est pas un phénomène proprement calédonien, et les jeunes générations qui ont reçu une formation d'un niveau plus élevé que leurs aînés sont plus attirées par un mode de vie urbain.

L'impatience des jeunes

La réponse doit être double. Le rééquilibrage, en améliorant les équipements collectifs et en créant des emplois en dehors de Nouméa, doit permettre de limiter les migrations vers le chef-lieu. Le nombre de logements sociaux construits chaque année doit s'accroître pour atteindre au moins mille sur l'ensemble du territoire, dont la majorité dans l'agglomération de Nouméa. Au prochain comité de suivi, à Paris, nous devons arrêter un plan de financement et, sans doute, définir de nouveaux mécanismes d'aide pour ce qui sera, certainement, la première priorité des prochains contrats de développement, de 1993 à 1998.

On a parfois le sentiment que l'actuelle dynamique de développement se heurte à un problème de rythme en milieu canaque, comme si le calendrier politico-administratif défini par les accords de Matignon perturbait une société habituée à vivre sur une autre perception du temps.

Nous entendons deux reproches en apparence contradictoires : « rien ne se fait, tout va trop lentement », et, aussi : « nous nous bousculons ». Personne ne prétend que la mutation de la société calédonienne s'achèvera en 1998 et qu'après, ce sera la fin de l'histoire. Le but des accords de Matignon c'est, en dix ans, de mettre la Nouvelle-Calédonie sur le bon chemin, de réaliser des transformations profondes, qui engagent l'avenir.

Les jeunes sont impatient. Ils ne sont pas les seuls. Les grands chefs d'Ouvéa m'ont dit : la page du passé doit être tournée ; maintenant il ne faut pas tarder pour bâtir l'avenir. Il y a urgence à construire des collèges et créer des emplois. Pour les questions de société, comme le foncier, nous devons prendre le temps de consulter, de dialoguer, de laisser mûrir les idées. C'est ce que nous faisons.

Le RPR et les indépendantistes se déclarent prêts à engager une réflexion sur une formule institutionnelle qui prolongerait l'actuel consensus au-delà du référendum de 1998. Quel type de dispositif institutionnel conviendrait le mieux au gouvernement ?

La loi référendaire de 1988 a prévu un référendum en 1998 pour que dix années soient consacrées au développement et au rééquilibrage. Je me réjouis que les partenaires des accords de Matignon commencent à réfléchir sur l'après-1998. En troisième lieu, je crois prématuré que le gouvernement participe à une réflexion sur un dispositif institutionnel, parce que sa participation compromettrait son rôle d'arbitre. Quant à l'objectif pour la Nouvelle-Calédonie de l'an 2000, il me paraît clair : que les communautés qui vivent sur cette terre trouvent les voies d'un accord durable, permettant le développement de ce pays aux riches potentialités, dans le respect mutuel et dans la reconnaissance de l'identité canaque. Et cela avec la France.

Ce n'est pas seulement affaire de formule institutionnelle. Il s'agit de fonder une société solidaire. Je crois, d'ailleurs, que les Calédoniens sont en train de prendre conscience de tout ce qu'ils ont. C'est un mouvement profond qui est en marche. Je l'ai clairement perçu à ce dernier voyage. Le principal succès des accords de Matignon est là.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC BOBIN

■ Lancement d'une Association pour un troisième mandat de M. Mitterrand. - Deux jeunes supporters de M. François Mitterrand ont annoncé, mardi 30 juillet, le lancement de l'Association pour un troisième mandat du président de la République. MM. Vincent Rivet-Martel, président de l'association, et Laurent Dieu, secrétaire général, ont adressé une centaine de lettres à des proches du chef de l'Etat, dont M^{me} Colette Dufour, M^{me} Claude Estier, Antoine Riboud, et Pierre Bergé, lequel a demandé à les rencontrer.



SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Ouvrant la possibilité d'un dépistage prénatal

Des chercheurs américains ont isolé le gène du syndrome de Marfan

Un peu plus d'un siècle après avoir été décrit pour la première fois, sur une petite fille de cinq ans et demi atteinte de graves troubles du squelette, par le pédiatre américain Antoine Marfan, l'origine génétique du syndrome de Marfan est élucidée. Plusieurs équipes de chercheurs américains publient dans le dernier numéro de la revue scientifique britannique *Nature* (datée du 25 juillet) trois articles dans lesquels ils annoncent qu'ils ont réussi à localiser et à cloner le gène responsable de ce syndrome, qui a pour origine une anomalie du tissu conjonctif et qui touche environ une personne sur 20 000.

Comme le laissent prévoir de nombreux travaux antérieurs (*Le Monde* du 27 février), ce gène est bien situé sur le chromosome 15. C'est grâce à des travaux menés sur la fibrilline, une glycoprotéine nor-

malement présente dans le derme humain et dont la synthèse est anormale chez les malades atteints du syndrome de Marfan, que ce gène a pu être localisé. En réalité, les chercheurs américains ont isolé deux gènes, chacun contrôlant la synthèse d'une variété différente de fibrilline. Tandis qu'un défaut de synthèse de l'une de ces fibrillines serait responsable de l'apparition du syndrome de Marfan proprement dit, des anomalies de synthèse de l'autre forme de fibrilline seraient responsables d'une pathologie très proche du syndrome de Marfan, appelée aractodactylie congénitale contracturée. La localisation très voisine de ces deux gènes sur le chromosome 15 expliquerait que des mutations de la fibrilline sont probablement responsables des différentes formes cliniques que peut revêtir le syndrome de Marfan.

En pratique, ces découvertes devraient permettre très vite la mise au point de tests diagnostiques fiables du syndrome de Marfan. Et du même coup laisser envisager à court terme la mise au point de tests de dépistage prénatal. Dès maintenant se trouve donc posée la question de savoir ce qu'il conviendrait de faire en cas de test positif, sachant que cette maladie, si elle entraîne une diminution de l'espérance de vie (du fait en particulier d'atteintes rétiniques, squelettiques et cardiovasculaires parfois très graves), n'est pas incompatible avec une existence que l'on pourrait qualifier de « normale ». Plusieurs travaux tendraient à prouver qu'Abraham Lincoln, Charles Maurice de Talleyrand, Niccolò Paganini, Sergueï Rachmaninov et Franz Liszt étaient atteints du syndrome de Marfan. F. N.

Le traitement du sida

La firme pharmaceutique Barr conteste le monopole de la société Wellcome sur FAZT

Estimant qu'une grande partie des recherches menées pour démontrer l'efficacité de l'AZT dans le traitement du sida a été menée par des chercheurs de l'Institut national de la santé (NIH) américain et que, de ce fait, le NIH peut être considéré comme le co-inventeur de l'AZT, la firme pharmaceutique américaine Barr, basée à Pomona (État de New York), a décidé d'initier un procès contre les laboratoires Burroughs Wellcome, qui commercialisent ce médicament dans le monde entier.

Il y a quelques jours, le NIH a conclu un accord avec les laboratoires Barr, stipulant qu'il leur céderait ses droits si la justice américaine déclarait qu'il est effectivement co-inventeur de l'AZT. Cet accord a été immédiatement dénoncé par Wellcome, la firme pharmaceutique britannique qui s'agit-là d'une « intrusion gouvernementale sans précédent » dans un conflit entre deux industriels du médicament. Selon l'Association scientifique *Nature*, si Barr obtenait l'autorisation de commercialiser l'AZT sous une forme générique, le prix annuel du traitement, qui est actuellement compris entre 2 200 et 2 800 dollars, serait divisé par deux.

SPORTS

« Père spirituel » du patinage artistique

Pierre Brunet est décédé

Double champion olympique de patinage artistique, le Français Pierre Brunet est mort, dimanche 28 juillet aux États-Unis, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans dans sa retraite de Boyne-City (Michigan). D'Alain Calmat à Scott Hamilton, la plupart des grands champions de l'après-guerre ont fréquentés son école new-yorkaise.

Pierre Brunet a marqué sa discipline pendant près de soixante-dix ans, tout d'abord grâce à son titre de champion olympique, en la présence ensuite dans les grandes revues professionnelles, en s'alignant enfin à dix-huit reprises aux championnats, à des centaines d'élèves. Né en 1902, Pierre Brunet était le grand maître du patinage artistique mondial.

Il s'entraînait inlassablement, il passait et repassait sans cesse ses figures, sa page de dessins sur la piste de glace devenait peu à peu l'une des plus belles du monde. C'est là qu'il rencontra l'une des patineuses les plus douées du moment, Andrée Joly, qui allait devenir sa femme.

En 1924, le couple remporte la médaille de bronze des premiers Jeux olympiques d'hiver, dans le concours des couples; en 1926, il est champion du monde. Pendant six ans, il domine la discipline et procure à la France deux médailles

d'or olympiques et quatre titres mondiaux, l'un des plus beaux palmarès du patinage mondial, et le plus fourni à ce jour du patinage français.

Pierre Brunet est ingénieur de l'industrie automobile. Mais sa passion, son talent et l'engouement croissant des publics du monde l'incitent à tenter l'aventure professionnelle. Pendant trois ans, il parcourt l'Europe et l'Amérique des spectacles sur glace que vient de lancer sa condisciple Sonia Henie.

En 1942, il s'installe à New-York et y fonde son école. Pendant près de trente ans, ses élèves vont dominer la scène du patinage mondial. Carol Heiss, Don Jackson, Alain Calmat, Alain Calmat, Scott Hamilton deviendront à leur tour champions du monde. Mais Pierre Brunet ne « faisait » pas des champions. Précepteur plus qu'entraîneur, en ces temps où le sport devait se pratiquer à plein temps pour qui voulait réussir, il souhaitait avant tout permettre à ses jeunes de grandir. Alain Calmat le Français et Otto Jelinek le Canadien sont devenus ministres.

En 1975, Pierre Brunet s'est retiré des pistes de glace. Père spirituel de tous les patineurs, il avait tout vu, tout vécu de son sport, depuis l'homme du premier « saut de Salchow » jusqu'aux derniers champions olympiques.

JEAN-CHRISTOPHE BERLOT

JUSTICE

Condamné neuf ans après les faits

Hervé, rattrapé par son passé

Lorsque, au mois de juin 1980, Hervé Ankr Meyer, trente-neuf ans, s'est présenté à la maison d'arrêt d'Arles pour y être, comme c'est l'usage, incarcéré à la veille de sa comparution devant la cour d'assises de la Somme, il ne pensait pas devoir passer quinze ans en prison. C'est pourtant l'histoire, peu banale, qui lui est arrivée.

Neuf ans plus tôt, alors qu'il est détenu pour de petits délits, il rencontre en prison, une bande de braqueurs, responsables du vol, dans un fourgon de transports de fonds, d'une somme de 2 millions de francs. Ces derniers proposent à Meyer, qui doit sortir bientôt de prison, de récupérer une partie de la somme et de le blanchir dans les casinos de la côte normande. Ce qu'il fait, et ce qui lui vaut, un mois après sa libération, d'être interpellé, inculpé de vol qualifié et de passer cinq mois en détention provisoire.

Avant recouvré la liberté, alors que l'instruction suit son cours, Hervé Ankr Meyer se « range », ou presque. Il se marie, va de petits boulots en petits boulots, enregistre même un disque. Il est assidu aux offices de la synagogue de Toulouse. Et puis, alors qu'il attend un enfant, son passé le rattrape : c'est la convocation - neuf ans après les faits - devant la cour d'assises. La peine l'assomme : quinze années de réclusion pour un vol qualifié, alors qu'il n'est qu'un jeune homme, un jeune homme qui n'est qu'un jeune homme.

Une fois épuisées toutes les voies de recours, après le rejet d'un pourvoi en cassation, son avocat, M. Christian Etelin, forme un recours en grâce : la peine, pour lui, est d'indigne disproportionnée, et son client n'a pas été jugé dans le délai raisonnable qu'impose la Convention européenne des droits de l'homme. M. Georges Haik, le grand rabbin de Toulouse, fait une démarche amicale. S'il n'est pas question pour le grand rabbin de contester la condamnation de la justice, Hervé Ankr Meyer mérite autre chose et mieux que de longues années de prison. « Je le connais bien. Je l'ai aimé », explique le rabbin. Cet homme est parfaitement réinsérable. C'est pourquoi, moi aussi, j'ai écrit au ministre de la justice pour qu'il présente une demande de grâce au président de la République. A la chancellerie, le dossier est « à l'étude ». A. L.

DÉFENSE

Un décret officialisant une pratique instaurée l'an dernier

Des officiers du contingent pourront servir dans la gendarmerie

Un décret du ministre de la défense, paru au *Journal officiel* du 30 juillet, officialise une pratique - instaurée à la fin de l'an dernier - de la gendarmerie, qui peut recruter des officiers du contingent avec le grade d'aspirant comme le font les trois autres armées. A terme, cette disposition, qui a pour but d'attirer des appelés dans la carrière d'officier de la gendarmerie, devrait intéresser 300 jeunes par an.

En 1990, la gendarmerie a incorporé quelque 11 200 recrues du contingent, soit 4,1 % des jeunes Français appelés sous les drapeaux. Le code du service national, qui remonte à 1972, a organisé ce corps des gendarmes auxiliaires en leur ouvrant la possibilité d'être promus pendant leur service national, aux grades de brigadier (environ 1 200), de brigadier-chef (600) et de maréchal des logis (350). Seul, donc, était accessible à des appelés gendarmes le premier grade de sous-officier (qui correspond à celui de sergent dans d'autres armées). Le nouveau décret ouvre la possibilité à des recrues du contingent de servir comme officier (le grade d'aspirant, qui précède celui de sous-lieutenant) dans la gendarmerie. Ces appelés seront formés à l'école de la gendarmerie de Melun, au régime de quatre mois (sur un service de douze mois), pendant lesquels ils subiront une formation militaire générale, puis une instruction

spécialisée pour servir en état-major (dans les centres opérationnels des groupements départementaux) ou à l'entraînement de pelotons de jeunes gendarmes auxiliaires. Dans le cadre d'un service national qui sera réduit à dix mois dès l'an prochain, ce temps de formation des aspirants au sein de la gendarmerie pourrait être écourté à trois mois. Sans attendre le décret, la gendarmerie avait commencé, dès novembre dernier, à mettre en place une première « filière » de ses officiers du contingent. En 1991, de l'ordre de 140 recrues servent déjà comme aspirants. Ce sont, pour la plupart, des diplômés (du niveau de fin de premier cycle d'études supérieures) désireux de faire carrière dans la gendarmerie.

Le Forum du Pacifique sud condamne les essais nucléaires de la France. - Quinze États du sud du Pacifique, réunis lundi 29 et mardi 30 juillet à Papeete (dans les États fédérés de Micronésie), ont condamné les essais nucléaires français en Polynésie. Ce Forum du Pacifique sud a été créé en 1971 et il rassemble des représentants de plusieurs États riverains de l'océan Pacifique, parmi lesquels l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Fidji, les îles Cook, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Samoa, les États fédérés de Micronésie, Vanuatu et les îles Marshall. - (AFP)

FAITS DIVERS

Dans le Val-de-Marne

Démantèlement d'un laboratoire industriel de « pilules d'amour »

Les agents des douanes et leurs collègues des « stupés » ont sans doute trouvé, vendredi 26 juillet, à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), l'un des plus importants laboratoires d'ecstasy (drogue censée avoir un effet aphrodisiaque) et d'amphétamines jamais découverts en Europe. L'opération s'est déroulée en deux temps : les agents des douanes interpellent d'abord Antoine Mabil, dit John, un néo-allemand de 32 ans, d'origine belge, l'un des commanditaires du laboratoire, est en possession de 1,8 litres de MDMA (méthylène-dioxy-métamphétamine), servant à la fabrication des « pilules d'amour ». Une quantité non négligeable puisque celle-ci aurait permis la production de plus de 18 000 pilules d'ecstasy, vendues entre 250 et 300 F pièce.

Les douaniers et les policiers de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIRS) se rendent ensuite au

laboratoire La Chimique, où officient, sous couvert de production d'associations, deux ingénieurs chimistes, François Kherrou, soixante-huit ans, dit « le Professeur », et Hélène Belloc, soixante et un ans, son ex-concubine. Les enquêteurs mettent la main sur 9 litres de MDMA en préparation. Les trois trafiquants ont été inculpés, mardi 30 juillet, d'infraction à la législation des stupéfiants et placés en détention à la maison d'arrêt de Fresnes.

Les enquêteurs tentent maintenant d'identifier le « cerveau » de l'affaire et de déterminer l'ampleur du trafic, qui pourrait être susceptible d'être volé à y a une dizaine d'années en Italie. Selon les enquêteurs, le gérant indicé aurait acquis cet échiquier et trois toiles de maître auprès d'un truand nigérian, André Giordano, quarante-cinq ans, et cherché à les vendre par l'intermédiaire d'Alain Gaget, quarante-trois ans, et Jean-Claude Roulet, cinquante ans, des chauffeurs de car introduits auprès du « milieu » nigérian. Jean-Claude Delastre aurait ainsi réussi à vendre par ce canal les trois tableaux, qui n'ont pas été retrouvés.

A la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence

Gardien et receleur d'œuvres d'art

Le gardien de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence et trois de ses complices ont été inculpés et écroués, mardi 30 juillet, à la maison d'arrêt de Saint-Paul-de-Vence, de l'écrouillage d'œuvres d'art volées. Employé depuis une vingtaine d'années comme gardien de cette fondation dédiée à l'art contemporain, Jean-Claude Delastre, quarante-six ans, est soupçonné d'être l'un des maillons importants d'un trafic d'œuvres d'art sur la côte d'Azur.

Les enquêteurs de la police judiciaire de Nice et de l'Office central de répression du trafic d'objets d'art ont découvert, dans les caves du musée, un

échiquier chinois de l'époque Ming (XV^e siècle), d'une valeur estimée à 10 millions de francs. Cette pièce unique aurait été volée il y a une dizaine d'années en Italie. Selon les enquêteurs, le gérant indicé aurait acquis cet échiquier et trois toiles de maître auprès d'un truand nigérian, André Giordano, quarante-cinq ans, et cherché à les vendre par l'intermédiaire d'Alain Gaget, quarante-trois ans, et Jean-Claude Roulet, cinquante ans, des chauffeurs de car introduits auprès du « milieu » nigérian. Jean-Claude Delastre aurait ainsi réussi à vendre par ce canal les trois tableaux, qui n'ont pas été retrouvés.

EN BREF

□ Tentative d'évasion à la prison Saint-Paul de Lyon. - Deux détenus de la prison Saint-Paul de Lyon, qui avaient tenté de s'évader, mardi 30 juillet en fin de matinée, en prenant en otage un gardien, ont été rapidement maîtrisés. Les deux hommes, âgés de trente-trois et quarante-trois ans, prévenus dans des affaires de vols à main armée, sortaient des nouveaux espaces socio-éducatifs, où ils venaient de participer à une activité musicale, quand ils ont pris en otage un gardien sous la menace de petits couteaux. Ils ont été arrêtés par plusieurs gardiens, alors qu'ils s'apprêtaient à franchir la cour d'entrée de la maison d'arrêt. Ils devaient être inculpés

de tentative d'évasion avec prise d'otage.

□ Création d'une association des familles des victimes de Barbotan. - Une association des familles des victimes de Barbotan-les-Thermes a été créée, afin « d'obtenir la vérité » sur les origines de l'incendie dans lequel une vingtaine de personnes ont péri asphyxiées (*Le Monde* du 29 juin). L'association, qui a reçu l'adhésion de dix-huit familles, se donne pour objectif « d'obtenir la condamnation des responsables et de permettre à ses membres de se constituer partie civile ».

CATASTROPHES

Des inondations provoquent des centaines de morts en Inde et en Roumanie

Gonflée par les pluies de la mousson d'été, une rivière a brisé une digue, dans l'ouest de l'Inde, et submergé le village de Mohad. Selon la police, sur les 1 500 habitants que comptait la localité, 500 au moins auraient été emportés par les eaux.

En Roumanie, le bilan des inondations qui, à la suite de la rupture d'un barrage, ont ravagé certaines vallées de la province de Moldavie s'élève à 48 morts et 73 disparus. Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, s'est rendu sur les lieux mardi 30 juillet. Il a indiqué que des forages pétroliers, plusieurs ponts, 3 000 maisons et 800 hectares de culture avaient été endommagés par les flots.

Plus de 13 000 personnes sont actuellement sans abri dans le pays. Il s'agit de la plus grave catastrophe naturelle qu'ait connue la Roumanie depuis le tremblement de terre de 1977. - (AP, AFP, Reuters)

□ Dégâts des eaux dans le Vanuatu et le Gard. - Des pluies violentes, parfois accompagnées de grêle, se sont abattues, mardi soir 30 juillet sur la vallée du Rhône, entre Orange et Arles, y provoquant des inondations. Dans le Gard, les villages de Pujaud, Sauveterre et Roquevaire ont été envahis par les eaux. Un certain nombre d'habitants, notamment des personnes âgées, ont dû être évacués. Dans le Vanuatu, ce sont surtout Châteauneuf-du-Pape et Camaret-sur-Aigues qui ont été touchés.

Le financement des clubs professionnels

Un député européen demande la suppression des subventions au football français

Un député socialiste européen, le Belge Elio Di Rupo, a porté plainte, mardi 30 juillet, auprès de la Commission européenne, pour exiger que les pouvoirs publics français arrêtent de subventionner à fonds perdus leurs clubs de football professionnels. M. Di Rupo s'indigne de l'ampleur de ces subventions - 250 millions de francs par an selon lui - et affirme qu'elles faussent la concurrence entre les clubs de football européens.

Selon lui, les meilleurs joueurs belges sont ainsi constamment « débauchés » par des clubs français et les sommes sont telles qu'acquiescer ou conserver un footballeur de qualité est « inaccessible » pour des clubs non subventionnés.

Cette plainte a été accueillie avec réserve par la Commission européenne. Celle-ci a la possibilité d'interdire toute aide publique à une entreprise qui fausserait la concurrence dans le Marché commun, mais le sport, comme l'art ou la culture, est considéré comme un domaine à part, qu'on ne peut réduire à une simple activité économique. M. Di Rupo affirme au contraire qu'un club de football vend un « produit », et qu'il y a bien concurrence, par exemple pour bénéficier des droits de retransmission télévisée.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour le *Monde* vous suivre en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	320 F	310 F	26
2 mois	530 F	550 F	52
3 mois	840 F	790 F	78

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

PAYS

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB ☐

Expire à fin Signature obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

SOCIÉTÉ

Banlieues : la prévention par le sport

Suite de la première page

Un chapiteau s'installait pour une semaine dans chacune des cités-dortoirs de banlieue. Le succès a encouragé la Ville à mettre en vente, chaque été, une carte-vacances à bon marché offrant aux jeunes soixante activités différentes.

Mieux encore, depuis trois ans, sous le titre Ludo-Sports, des moniteurs sportifs tournent dans les quartiers difficiles et proposent, en chaque lieu, une semaine d'initiation gratuite. La direction départementale de la jeunesse et des sports s'est associée à cette initiative. Tout le monde se félicite de la franche collaboration qui s'est établie ainsi entre la Ville et l'Etat.

Tout récemment, M. Michel Delebarre est venu en juger par lui-même. Dans la cour d'une école de la cité Charles-Roché, il a pu voir une centaine de gosses pratiquer la boxe anglaise, s'empoigner sur un tatami de judo, tourner sur une piste de moto-cross et se faire peur le long d'un mur d'escalade. Parmi eux, Mohamed Serghini brûlait de montrer de quoi il est capable quand il passe des gants et coiffe un casque d'entraînement.

« Un quartier fier de ses enfants »

L'un des moniteurs, Philippe Couleas, trente-six ans, champion de France 90 de boxe américaine, domine tout ce petit monde de son mètre quatre-vingt-douze et de ses cent kilos. Il dirige en ville un club privé, mais accepte volontiers, avec d'autres champions, de passer l'été avec les jeunes de banlieue. « La première fois, assure-t-il, j'ai dû me faire l'un après l'autre tous les chefs de bande qui roulaient les mécaniques. En quinze secondes il fallait les mettre au tapis, sinon j'étais cuit. Mais ensuite c'est passionnant. On ne leur apprend pas à se battre. Ça, ils le savent. Mais on leur inculque des règles, une discipline, ne pas frapper un adversaire à terre. Ça les calme et ça les épanouit en même temps. Certains deviendront de vrais sportifs. »

Vacances à la caserne

Le ministère de la défense organise, cet été, vingt et un stages de découverte sportive pour trois cents jeunes. Cette opération, déjà réalisée les années précédentes, a été incluse dans la liste des mesures prises par le gouvernement à la mi-juin en faveur des enfants des banlieues. A l'Ecole interarmées des sports de Fontainebleau, c'est en revanche le premier stage de ce type.

Gants de boxe au poing, casques protecteurs sur la tête, dix jeunes écoutent les instructions du gendarme Joël Carrez. Dans une autre salle du grand gymnase, quelques adolescents reçoivent, attentifs, la leçon du maître des arts martiaux, l'adjudant-chef Charlie Ardy. « Il faut toujours un comportement exemplaire », insiste celui-ci qui prie fermement l'un de ses élèves, affilé sur le tatami, de « s'asseoir correctement ».

Les vingt-sept jeunes (dont une seule fille), accueillis par l'Ecole interarmées des sports, à Fontainebleau, pour un stage de dix jours, prennent, ce jeudi 24 juillet, leur troisième cours de sport de combat. « C'est une bonne école de vie, explique l'adjudant-chef Ardy, 6^e dan de judo. Je suis persuadé que le gamin qu'on accroche là deviendra beaucoup plus souple de caractère, acceptera mieux les remontrances. »

Discipline du corps et de l'esprit : les militaires et sportifs des bataillons d'Antibes et de Joinville espèrent inculquer leurs valeurs à ces remuants stagiaires, venus des cités de Bobigny, Argenteuil, Clichy-sous-Bois et Montfermeil. « Parce que, pense l'adjudant-chef Viesio Siméo, instructeur de boxe française, la pratique sportive n'offre pas qu'un déboulement. Elle est aussi l'apprentissage d'une organisation. » Outre le respect des règles qui régissent la vie en

A Reims, Ludo-Sports tourne rond et donne des idées. Fascinés par les sports de combat qu'ils ont pratiqués pendant une semaine, des jeunes Beurs de la cité Charles-Roché ont imaginé d'ouvrir une salle dans le quartier même. La société d'HLM a accepté de leur louer, pour une somme symbolique, un local inoccupé au rez-de-chaussée d'un immeuble. La direction de la jeunesse et des sports paie les travaux et la Ville l'équipement : 300 000 francs en tout.

Mais ce sont les adolescents, une quinzaine, dont Mohamed Serghini, l'ex-casseur, qui passent leurs vacances ou leurs week-ends à enlever les bennes de gravats, couler le béton et faire la peinture. « Le quartier est à présent fier de ses enfants », dit Angelo Carilho, vingt-neuf ans, le président de leur association, lui-même né dans la cité et ouvrier d'entretien.

L'aménagement de cette salle de boxe fait partie de l'opération « 500 équipements sportifs » lancée à l'été de l'été par M. Frédéric Bredin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, avec la complicité active de M. Michel Delebarre. Il s'agit, avant la fin de l'année, d'ouvrir au pied même des HLM de banlieue des mini-terrains de sport faciles à équiper et immédiatement utilisables. Comme ils sont financés en totalité par l'Etat, les communes ont sauté sur l'occasion : 480 propositions reçues, 400 retenues et déjà plus de 300 chantiers ouverts.

L'opération bénéficie d'un crédit de 100 millions de francs et les fonds ont été expédiés aux préfets avec une célérité sans précédent : terrains de foot, aires de jeux, murs d'escalade, pistes de bi-cross, tables de ping-pong en béton, fleurissent un peu partout en réponse aux demandes exprimées par les jeunes. Chaque fois, un sportif local de haut niveau accepte de parrainer l'équipement, d'en suivre la réalisation, de former sur place un ou deux moniteurs et de surveiller l'utilisation du terrain ou de la salle. A Reims, par exemple, Philippe Couleas lui-même veillera sur le bon démarrage du club des jeunes de la cité Charles-Roché.

collectivité, les responsables du stage veulent enseigner à leurs hôtes banlieusards que « rien n'est un dû dans la vie ». Salim, Samir et leurs copains retiendront-ils la leçon ? A dire vrai, ils sont surtout émerveillés par le nombre de champions qu'ils côtoient, dans ce camp Guynemer où l'armée française entraîne des sportifs de haut niveau, dans toutes les disciplines, sportifs ou militaires d'active. Et ils ont pu découvrir de multiples sports : sports de combat, escalade, aviron, water-polo... et se perfectionner en natation, au cours de deux séances quotidiennes en piscine. « On n'a que des stades de football dans nos banlieues, ou la piscine, résume Salim, seize ans. Si on veut faire autre chose, il faut lâcher les tuteurs. »

Certains jettent l'éponge. Ceux qui sont restés jusqu'au bout affichent plutôt leur satisfaction, tout en regrettant un emploi du temps qui ne laisse la place ni aux grosses matinées, ni aux sorties « en boîte ». Deux garçons de seize ans ont préféré jeter l'éponge après trois jours. « C'étaient plutôt des meneurs de bande, d'un âge où on préfère peut-être faire du sitting », explique le capitaine Philippe Wagner, directeur du stage. Il regrette d'ailleurs que les associations locales, contactées par la DDASS, aient envoyé des jeunes de douze à seize ans. « J'aurais préféré une tranche d'âge un peu plus courte, des douze-quatorze ans, dit-il. C'est vrai que les plus vieux sont un peu perturbants pour les autres. » Ce sont pourtant ces adolescents, entre quinze et dix-huit ans, qui nourrissent les flambées de révolte des banlieues.

Les militaires de l'Ecole interarmées des sports se déclarent prêts à renouveler l'année prochaine l'expérience. Avec un groupe « plus homogène ». SYLVIE DERAIME

Autre opération qui paraît être un succès : l'ouverture aux jeunes de banlieue de terrains de sports scolaires et universitaires. Tout le monde s'y est mis : les départements et les régions ont proposé des installations, les rectorats ont donné les clés, l'armée a délégué des appelés profs de gym et M. Bredin paie l'animation, l'entretien et le gardiennage. Au prix de 6 millions de francs, 108 terrains ont été mis à la disposition des jeunes.

Chantiers de proximité

Enfin, comme chaque été, les chantiers dits de proximité animés par des associations et subventionnés par le secrétariat à la jeunesse et aux sports (15 millions de francs en 1991) sont en pleine activité. Au nombre de 438, ils occupent cette année environ 7 000 jeunes. Plusieurs d'entre eux concernent des équipements de sports. A Metz, des jeunes de banlieue construisent un court de tennis ; à Rozerieulles (Moselle), ils tracent une piste de moto-cross ; à Reims, ils vont aménager les abords d'un terrain de handball après avoir repeint les entrées de leurs HLM.

La cité en question, celle des Epinettes, où furent relégués jadis des familles de harkis, a la pire des réputations. En ville on l'appelle « le quartier des Arabes et des voleurs ». Plus de 150 jeunes chômeurs y traînent leur ennui à la recherche de quelques combines. Au printemps, l'école du quartier et plusieurs voitures ont été incendiées. Là aussi, l'atmosphère a changé depuis que les chantiers ont été entrepris. Entre l'église et la mosquée, les deux engins étendent de l'enrobé pour le futur terrain de sports, sous la direction de Hacène Hakem, lui-même fils de harkis et animateur du centre social. Les jeunes participent au travail. Déjà ils ont réhabilité tous les garages de la cité.

Récompense : ils partiront passer quinze jours de vacances — les premiers de leur vie — en Espagne. Selon le ministre de la ville, 300 000 jeunes annuels, cet été, profité d'une manière ou d'une autre des actions lancées par les pouvoirs publics pour éviter un « été chaud ».

Avec la Ville de Reims qui, dans ce domaine, donne l'exemple, M. Michel Delebarre signera en septembre, un contrat prévoyant 716 millions de francs d'investissements au profit de cités périphériques, dont 37 % apportés par l'Etat. L'opération Ludo-Sports sera notamment prolongée au-delà de la belle saison, d'abord pendant les vacances scolaires, puis, si possible, toute l'année. Huit animateurs, des locaux et du matériel sont prévus pour permettre aux jeunes des grands ensembles de pratiquer le sport de leur choix. Conclut M. Michel Delebarre prenant congé de M. Jean Falala, le maire de Reims : « Vous avez eu de très bonnes idées. Maintenant, je vais m'efforcer de les répandre un peu partout. »

MARC AMBROISE-RENDU

COMMUNICATION

« Pages jaunes » contre « Pages soleil »

France Télécom et l'ODA accusent un de leurs rivaux de concurrence déloyale

France Télécom et l'Office d'annonces (ODA) contre la société Communication médias services (CMS) : les premiers, éditeur et régisseur du célèbre annuaire téléphonique, accusent de « concurrence déloyale » le second, qui prépare le lancement, en octobre, d'un nouvel annuaire dans l'Ouest parisien. Jugement le 26 septembre prochain.

« Il y a plus de trois cents annuaires en France. D'origine et de factures les plus diverses. Nous n'avons jamais attaqué quiconque. La concurrence, c'est ça. Mais à condition qu'elle soit loyale », France Télécom comme l'Office d'annonces (ODA) sont exaspérés par le lancement en fanfare des annuaires « Pages soleil » de la société Communication médias services (CMS).

Le nouveau venu ne prétend pourtant pas bouleverser le marché des annuaires et des fameuses « Pages jaunes ». Régisseur depuis 1946 de ces annuaires officiels édités par France Télécom, l'ODA réalise un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards de francs. Celui de CMS ne devrait pas dépasser les 15 millions la première année.

Tout autant que la naissance d'un concurrent dans une région — l'île-

de-France — où l'ODA réalise le quart de ses activités, ce sont les circonstances du lancement et la personnalité des créateurs des « Pages soleil » qui irritent tant les deux géants du marché. Le PDG de CMS, M. Alain Bloch, a appartenu au cabinet de l'ancien ministre des postes et télécommunications du gouvernement Chirac, M. Gérard Longuet, avant d'occuper de 1983 à 1991 les fonctions de directeur général adjoint chargé des affaires commerciales de l'ODA (le Monde du 23 mars). Des fonctions qui lui valent d'être aujourd'hui accusé de « concurrence déloyale ».

Non seulement, plaident les avocats de France Télécom et de l'ODA devant le tribunal de grande instance de Paris le 25 juillet, M. Bloch fut « associé aux dossiers stratégiques et confidentiels » de l'ODA, mais il préparait, dès le second semestre 1990 le lancement de ce nouvel annuaire. Le 8 octobre il déposait les marques « Pages soleil » et « Pages jaunes » à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Et dix-neuf jours seulement après son licenciement il créait la société CMS avec deux autres responsables de l'ODA. Une quarantaine de salariés de l'Office devaient les rejoindre. Des griefs auxquels France Télécom et l'ODA ajoutent celui de « contrefaçon » ou d'« imitation illicite ».

Le PDG de CMS résume en bloc

ces accusations. « En réalité, réplique M. Bloch, c'est l'ODA qui a cherché à se séparer de moi après que mon successeur au cabinet du nouveau ministre, M. Paul Quilès, eut aussi pris des fonctions importantes à l'Office. M. Pierre Ducloux, le PDG du groupe Havas, un des actionnaires (1), m'a alors expliqué avoir passé un accord politique avec le ministre. »

Ce n'est qu'après cet entretien, assure aujourd'hui M. Bloch, que les marques « Pages soleil » et « Pages jaunes » ont été déposées à que l'idée de créer sa propre société a germé sans qu'aucun dossier, aucun fichier, aucun document, n'ait alors été soustrait. « France Télécom et l'ODA cherchent à nier dans l'œuf ma société et à dissuader ainsi quiconque de m'imiter », poursuit le PDG de CMS, qui assure n'avoir pu obtenir l'accès au fichier d'abonnés téléphoniques, comme la loi de décembre 1990 l'y autorise, qu'après avoir menacé d'assigner en correctionnelle le président de France Télécom, M. Marcel Roulet.

Concurrence déloyale ou réédition de la lutte entre David et Goliath ? Jugement du tribunal de grande instance de Paris, le 26 septembre prochain.

PIERRE-ANGEL GAY

(1) France Télécom et le groupe Havas sont actionnaires à parité de l'ODA (43,08 % chacun), le solde étant détenu par la banque de M. Jean-Marie Verus.

Alors que la chaîne maintient la procédure de licenciement

Un jury d'honneur recommande un « règlement à l'amiable » du conflit entre la Cinq et deux journalistes

Un « jury d'honneur » a estimé qu'un « règlement à l'amiable » était possible entre la direction de la Cinq et deux de ses grands reporters, Olivier Warin et Jean-François Renoux, mis en cause pour des notes de faits jugées abusives pendant leur séjour à Bagdad, durant la guerre du Golfe. Tous deux avaient protesté et réclamé la constitution de ce jury (le Monde du 26 juin).

Ce dernier, composé de Philippe Caloni (RTL), Noël Mamère (Antenne 2), Michel Martin-Roland (Agence France-Presse) et Michel Thoulouze, (Canal Plus), ancien directeur de l'information d'Antenne 2, a estimé que le « litige était banal, mineur et secondaire » et que, sur le plan moral, « Olivier Warin et Jean-François Renoux ont été calomniés ». « Quand une rédaction en chef a des reproches à adresser à un journaliste, son devoir est de l'entendre et d'apporter la preuve des ses allégations. L'examen du dossier de nos deux confrères de la

Cinq porte à croire que la direction de l'information de cette chaîne a manqué à son devoir (...) et rompu le lien de solidarité indispensable entre les journalistes et leur chef. C'est l'élément le plus choquant de cette affaire », a conclu le jury.

Les deux journalistes indignés, qui ont eux-mêmes constitué ce jury d'honneur, auquel « la Cinq, invitée, a refusé de désigner un de ses représentants » selon Olivier Warin, sont « pleinement satisfaits » par l'arbitrage rendu. Pour sa part, M. Patrice Duhamel, directeur de l'information de la Cinq, s'étonne « qu'à aucun moment, ce jury n'ait posé de question, écrit ou téléphoné ». « Il est intéressant, note M. Duhamel, que figurent dans ce jury d'honneur des journalistes de la Cinq. Ils auraient eu des choses à dire. »

Le « règlement à l'amiable » recommandé par le jury d'honneur ne semble pourtant pas infirmer le cours de l'affaire. La direction de la Cinq maintient en effet la pro-

cédure de licenciement engagée contre les deux journalistes, qui sont tous deux représentants syndicaux. Jean-François Renoux a porté son cas devant les prud'hommes tandis qu'Olivier Warin a saisi l'inspection du travail.

T.M. L.

Le rapport du comité d'entreprise sur les restructurations

Nouvelles réunions entre les syndicats et la direction d'Antenne 2

La société Fidorec, société d'expertise nommée par le comité d'entreprise d'Antenne 2, vient de remettre son rapport concernant les restructurations annoncées. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) et la CFTD d'Antenne 2 sont en accord avec « certaines conclusions » du rapport qui estime que « redéfinir les conditions de travail, simplifier l'organisation et moderniser les méthodes de travail ne peuvent fonder ni justifier la suppression de 377 postes ».

Selon les deux syndicats, l'expert met en cause « l'économie drastique » prévue par le plan Bourges (le Monde du 12 juillet) et fait état d'une « sous-évaluation » des stocks de programmes de la chaîne.

Une réunion du comité d'entreprise est prévue le 27 août, mais les délégués ont demandé de rencontrer la direction avant cette date. La direction a accepté, à condition que « cela ne remette pas en cause la date de la troisième et dernière réunion ». Des réunions auront lieu à partir du 5 août entre les syndicats et la direction « afin, indique la direction le 30 juillet, d'examiner en présence des représentants le détail de la restructuration interne, secteur par secteur ». Pour sa part, la CGT organise une réunion le 31 juillet pour « faire la preuve que Antenne 2 et FR3 ne sont pas en déficit ».

□ Suspension de la grève des journalistes italiens. — Les journalistes italiens ont suspendu mardi 30 juillet leur grève débutée le 29 et qui devait durer jusqu'au jeudi 1^{er} août, privant la péninsule de journaux et de bulletins radiodiffusés (le Monde du 30 juillet). La fédération des éditeurs (FIEG) et celle de la presse (FNSI) ont en effet posé les bases d'un accord concernant le renouvellement de la convention nationale des journalistes (conditions de travail, salaires, retraites) après sept mois de négociations difficiles. Depuis le début de l'année, les journalistes ont fait grève dix-sept jours au total.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans, comptant au 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75001 PARIS CEDEX 13
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-73
du journal Le Monde et du groupe Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Compagnie 36-15 - Tappez LEMONDE ou 36-15 - Tappez LAM
Imprimé par : 12, rue de Valenciennes 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 13
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-26-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 201.311 F

Reproduction interdite sous tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

هكذا من الأصل

• Le Monde • Jeudi 1^{er} août 1991 9

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

Woody fait de la résistance

Depuis la disparition de Charlie Chaplin et de Jacques Tati, il est devenu rare que de grands cinéastes soient aussi des personnages publics, connus grâce à un rôle type incarné à l'écran. Rencontrer Woody Allen oblige à faire se superposer ces deux aspects, Mr Woody, le célèbre rigolo binoculaire hypocondriaque, et Dr Allen, cinéaste soigneusement préservé des indiscretions médiatiques. Au fil de la conversation, il ne se départit d'ailleurs jamais de ce côté précautionneux, élevant des barrières de courtoisie et de réserve, affirmant n'avoir pas vu les films sur lesquels son avis est sollicité, esquivant les attaques frontales de ses détracteurs...

Pourtant, à sa manière, Woody Allen est un combattant, un résistant. Peut-être déjà un soldat perdu de la guerre contre le commerce et la vulgarité qu'il voit chaque jour régner avec plus d'arrogance à Hollywood. Il leur oppose un refus buté, au nom de valeurs morales et culturelles dont il discerne en Europe les derniers bastions. Ses armes ? Une organisation de travail parfaitement rodée qui lui permet de tourner un film par an, le soutien de quelques fidèles, et une aura qui lui offre, au sein du cinéma américain, une sorte de sanctuaire.

Il affirmait, dans *Stardust Memories*, être d'accord pour raconter des histoires drôles « à condition d'en trouver le sens ». La grande presse et le public américains ne lui pardonnent pas de ne plus se contenter du costume de clown qu'il portait dans ses premiers films (qui ressortent en ce moment à Paris). En des temps où la frivolité est de mode et l'intellectualisme une marque d'opprobre, Woody Allen se veut, lui, un homme sérieux. Mais pas au point de refuser un détour par des chemins buissonniers, s'en allant faire l'acteur dans *Scènes de ménage dans un centre commercial*, réalisant une publicité pour une chaîne de magasins italiens, ou sillonnant l'Europe en vacances avec Mia Farrow et sa nombreuse progéniture - Rome, Paris, la Suisse et l'Irlande cette année. Un entracte entre deux tournages sous pression, pendant lequel, pour une fois, il se livre. Un peu.

J.-M. F.

CINÉMA 11
Des livres pour l'été
MUSIQUES 14
Les clubs de jazz
à New-York

UN ENTRETIEN AVEC WOODY ALLEN

L'homme qui voulait être européen

« Nous venons de vous voir jouer dans *Scènes de ménage dans un centre commercial* de Paul Mazursky. Surprenant dans la mesure où l'on n'a pas le sentiment que votre rythme de travail, un film par an, vous laisse beaucoup de temps libre.

— Les gens croient que je suis terriblement occupé, ce n'est pas vrai. C'est difficile de faire un film, mais pas à ce point. Il me faut de six semaines à deux mois pour écrire un scénario, pendant l'été, en voyage en Europe comme maintenant. Ensuite, je rentre à New-York où j'habite et où je travaille, mon organisation est toute prête, tout le monde est là. Le jour où le scénario sort de la machine à écrire, je le leur apporte, le lendemain nous commençons à distribuer les rôles, à chercher les décors extérieurs, à préparer le studio,

etc. Puis je commence à tourner. C'est un processus ininterrompu.

— Vos scénarios sont très détaillés. Ils précisent tout ce qu'on verra sur l'écran ?

— Oui et non. Tout est décrit très précisément, et pourtant beaucoup de choses changent dès qu'on en arrive au tournage. Le script sert de point de départ, de matériau de base. Je n'écris pas avec une intention, avec un objectif, je me pose surtout des questions de structure du récit. Lorsque j'écris un scénario, je vis dans la terreur d'avoir une bonne idée mais qu'en dix pages tout soit terminé. Ensuite, je réalise toujours le film en me réservant la possibilité, du point de vue du temps et de l'argent, de pouvoir tourner à nouveau certaines scènes dont la première version ne me satis-

ferait pas. Les gens sont surpris quand je dis que je tourne mes films à plusieurs reprises, mais moi je suis étonné que personne d'autre ne fasse ainsi. Comment peut-on penser que tout sera réussi du premier coup ? Evidemment, cette méthode m'empêche de faire appel à de grandes vedettes, qui sont très peu disponibles, alors que j'ai besoin d'une collaboration durable.

— Ce système de travail régulier constitue une organisation qui me laisse du temps. C'est ainsi que j'ai pu jouer dans le film de Paul Mazursky l'an dernier.

— C'était la première fois depuis *le Prête-nom* de Martin Ritt en 1976 que vous jouiez dans le film d'un autre.

— C'était un plaisir d'être libéré des responsabilités. Je portais la coiffure que Mazursky me disait de porter, je mettais les vêtements qu'il me disait de mettre,

je n'avais pas à regarder les rushes, je n'ai même pas eu à visionner le film quand il a été terminé. Je ne l'ai jamais vu. Le tournage n'a pas duré très longtemps, tout juste huit semaines, comme des vacances. Le film se déroule en Californie, région avec laquelle j'ai peu d'affinités, mais je n'ai eu besoin d'y aller que deux jours, pour quelques extérieurs. La production avait mis un avion spécial à ma disposition et à celle de ma famille, et en quelques heures tout était terminé et je pouvais rentrer à New-York. Oui, j'ai pris du plaisir à tourner *Scènes de ménage dans un centre commercial*. Alors que quand je travaille à mes propres films, c'est tellement fatigant...

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL FRODON
Lire la suite page 10

هكذا من الإهمل

CINÉMA

UN ENTRETIEN AVEC WOODY ALLEN

L'homme qui voulait être européen

Suite de la page 9

- Vous venez de réaliser une publicité en Italie...
- Je l'ai réalisée pour une chaîne de magasins italienne, mais à New-York, avec des comédiens anglophones ultérieurement doublés en italien. Sauf une scène, tournée en Italie. De prime abord, j'ai accepté de tourner cette publicité parce qu'on m'offrait beaucoup d'argent. Mais au préalable, j'avais fait une enquête pour savoir avec qui j'allais m'associer. Il s'est avéré que ces magasins coopératifs étaient tout à fait fréquentables, qu'ils avaient une attitude très positive en matière d'environnement, qu'ils proposaient des produits de bonne qualité. Je n'aurais jamais travaillé pour des fabricants de cigarettes, par exemple! De plus, ils me laissaient totalement libres de réaliser comme je voulais ces quatre spots de quarante-cinq secondes. Et le tournage a été très amusant, sans aucune espèce de pression. C'était tellement plus agréable, plus détendu que de faire un film.

- Pour revenir à *Alice*, l'avez-vous conçu en relation avec vos précédents films?

- Pas de manière consciente. J'habite dans le quartier où se déroule le film, le Upper East Side de New-York où l'on voit sans arrêt ces femmes riches faire des courses dans de beaux magasins. Je me suis toujours demandé comment était leur vie, ce qu'elles aimaient, à quoi elles pensaient... J'ai commencé à écrire l'histoire puis on m'a parlé d'un docteur chinois qui distribuait des herbes étranges à des gens fortunés, qui s'en portaient fort bien. J'ai mélangé ces deux éléments, c'est tout.

- Dans *Alice*, il y a beaucoup d'effets spéciaux. Déjà à l'époque de *New York Stories*, vous vous étiez plaint de la lourdeur technique qu'ils entraînent, si éloignée de la tonalité de vos films.

- J'ai eu du mal pour *Alice* aussi! Les effets spéciaux, il faudrait pouvoir les utiliser comme le font Spielberg ou George Lucas. Ils cherchent la perfection, en faisant énormément d'essais. Ça coûte beaucoup d'argent, mais le résultat est impressionnant. Moi, je n'ai pas autant d'argent, donc je ne peux pas faire tous ces tests, je me lance et il faut que ça fonctionne. C'est très angoissant. Je n'ai tout simplement pas la possibilité de faire autrement.

- Mais dans *Alice*, les effets spéciaux servent à raconter une histoire, alors qu'ils deviennent la raison d'être de la plupart de ces « gros » films.

- Oui, je suis d'accord. A vrai dire, je ne m'intéresse pas à ces films. Pourtant j'aurais bien aimé avoir un budget « spécial effets spéciaux »...

- La plupart des films récemment sortis en France dans lesquels on voit New-York montrent la ville comme un champ de bataille où se déroulerait une sorte de guerre civile entre communautés. C'est très éloigné de l'image que vous en donnez.

- Les deux images sont justes : New-York possède différents quartiers. Le quartier dans lequel se déroule *Alice* est encore très élégant, riche, aucun doute à ce sujet. Mais en général, New-York s'est terriblement dégradée, une tragique dégradation. L'Upper East Side reste le dernier bastion de l'opulence.

- Vous pourriez montrer cette dégradation dans un film?

- Oui, c'est possible, si je trouve une histoire qui convienne. Mais je ne tournerai pas une histoire de gangsters ou rien de ce genre. De toute manière, il n'y aura bientôt plus de quartier préservé à New-York. Je crains que dans cinq ou six ans tout le monde ne se détourne de New-York et que ce ne soit plus que crimes...

- Vous pourriez quitter New-York?

- Il faudrait que la situation soit vraiment devenue intenable, mais... oui. Je serais certainement un des derniers à partir, mais ça pourrait arriver. Il y a des gens qui se font tuer si près, de plus en plus près.

- Selon le rythme de travail exposé plus haut, vous avez donc terminé un nouveau film.

- Il s'intitule *Shadows and Fog* (Ombres et brouillard). C'est un film en noir et blanc, qui se situe dans une période imprécise, vers 1920-1925, quelque part en Europe, peut-être Budapest, peut-être Prague, peut-être Berlin, on n'est pas sûr, disons dans l'ancienne Mitteleuropa. Il s'agit d'une comédie noire, kafkaïenne, interprétée par Mia Farrow, John Malkovich, John Cusack, Madonna, Jodie Foster et Kathy Bates.

- Vous jouez également dans ce film?

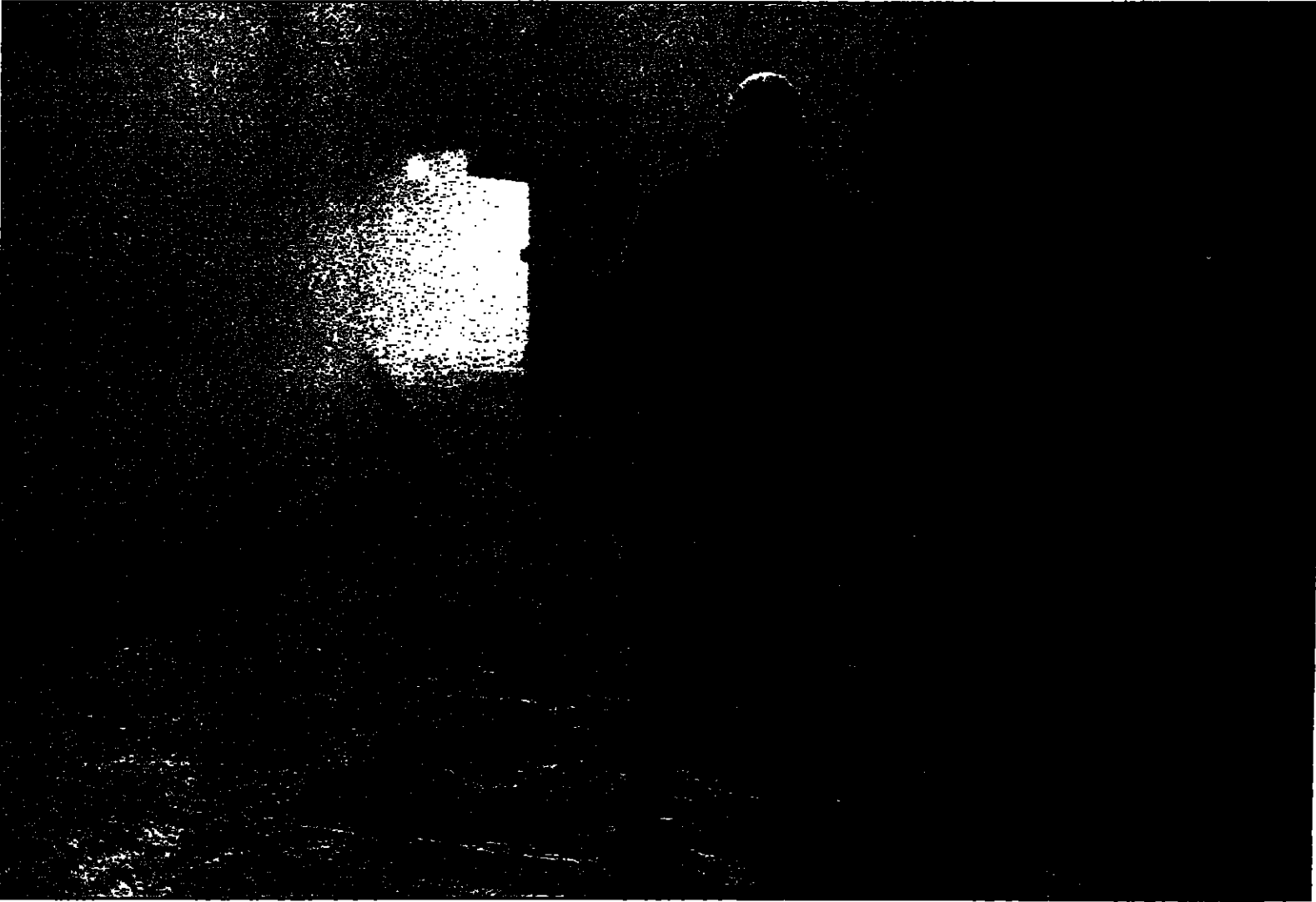
- J'interprète un petit employé anonyme qui travaille dans un bureau quelconque. Le film est très librement adapté d'une pièce en un acte que j'ai écrite autrefois, *Death* (1). L'histoire se passe pour une bonne part en extérieur, mais elle a été entièrement tournée en studio, avec des décors d'époque, reconstitués. Elle se déroule en une seule soirée, noire et brumeuse...

- Votre personnage est humoristique?

- Oui, un personnage comique qui se trouve dans une situation tragique. Mais, à mes yeux, c'est un film amusant. Je ne l'ai pas conçu pour le grand public mais, si celui-ci venait, ce serait formidable. *Shadows and Fog* sortira cet automne.



PHOTOS BRIAN HAMILL



Woody Allen et Mia Farrow dans *Shadows and Fog*, prochain film baigné dans l'ambiance expressionniste des années 20.

- Aux Etats-Unis?

- Oui. J'aimerais bien, pour une fois, qu'un film sorte d'abord en Europe, mais les Américains pourraient se vexer. Ils pourraient croire que j'ai peur de leur jugement. En fait, ce n'est pas de mon ressort, chaque compagnie a ses « super-savants » en distribution, qui élaborent des stratégies mystérieuses.

- Avez-vous de nouveau fait appel à Gordon Willis, le chef opérateur de tous vos films en noir et blanc?

- Non, à Carlo Di Palma, le directeur de la photo avec qui je collabore désormais régulièrement. J'ai travaillé avec Gordon Willis pratiquement dix ans (2). Un jour où je commençais un film, il était déjà engagé ailleurs, j'ai donc fait appel à Carlo, et depuis nous avons continué ensemble. J'ai aussi demandé à Sven Nykvist de travailler avec moi quand Carlo a eu une grave opération à l'estomac.

- Diriez-vous que certains films conviennent mieux à Gordon Willis et d'autres à Di Palma?

- Chacun a sa spécialité. D'un point de vue purement technique, Gordon Willis est probablement le meilleur du monde. Il va jusqu'à appeler les laboratoires : « Vous mettez trop de mercure dans votre préparation chimique. » Il est génial. Carlo a d'autres qualités, une grande faculté à communiquer, il est très intelligent en même temps que talentueux.

- Vos méthodes de travail vous empêchent d'utiliser des stars, il est donc surprenant de trouver Madonna parmi vos interprètes.

- Madonna a un très petit rôle. Je ne choisis pas les comédiens pour leur nom ; d'ailleurs, à mes yeux, elle ne représente rien en termes de célébrité, je me fiche de savoir si ses fans viendront voir le film. S'ils viennent, ils risquent de raler : « Où est-ce qu'elle chante? », etc. J'ai choisi Madonna parce qu'elle était parfaite pour jouer une trapéziste dans un cirque, au moins l'image que je me faisais d'une trapéziste. Elle a lu le scénario et l'a aimé. Elle s'est déclarée prête à revenir s'il fallait refaire une scène. Et c'est exactement ce qui s'est produit.

- Des acteurs connus, un décor entièrement construit rendent *Shadows and Fog* plus cher que vos autres films?

- Mes films ne sont jamais chers. Les acteurs qui travaillent avec moi savent qu'ils ne toucheront pas de gros cachets. Ils sont libres d'accepter ou de refuser, nous n'avons pas d'argent à leur donner. Effectivement, *Shadows and Fog* est un peu plus cher que d'habitude à cause du décor, c'est la seule raison.

- Vous êtes toujours produit par le studio Orion?

- Oui. Je connais ses dirigeants depuis l'époque où ils étaient à la tête de United Artists et nous avons établi des rapports de confiance mutuelle tels que nous pourrions même ne pas signer de contrat. Avec eux, une poignée de main suffit. D'ailleurs, mon contrat prévoit que je dois jouer dans mes films ; mais, quand j'ai un scénario dans lequel il n'y a pas de rôle pour moi, il me suffit de les appeler et ils disent : « Très bien, faites comme vous voulez. » C'est exceptionnel à Hollywood.

- Les difficultés financières actuelles d'Orion, menacé de faillite ou de rachat et qui n'a aucun film en tournage, risquent-elles de remettre en cause votre statut particulier?

- Ce serait tragique qu'Orion disparaisse, c'est un des rares studios qui prenne des risques au lieu de se contenter de fabriquer des films à la chaîne. Mais je suis optimiste : les dirigeants affirment que leur situation sera assainie d'ici la fin de l'été, grâce notamment au succès de *Danse avec les loups* et du *Silence des agneaux*. Quant à mon propre sort, pour une fois je ne suis pas inquiet : la plupart des autres grands studios m'ont appelé pour me dire de venir faire mes films chez eux, ils promettent de m'accorder les mêmes conditions.

- Comment expliquez-vous les attaques de *Variety*, le grand journal corporatif de Hollywood, qui a accusé vos méthodes de travail d'être responsables des difficultés d'Orion?

- Je ne lis pas *Variety*, c'est un très bon journal

mais surtout préoccupé de choses qui ne m'intéressent pas, des questions qui intéressent les Californiens, le score de *Dallas*, etc. C'est le journal du show-business et je ne me considère pas comme en faisant partie. Mais j'ai entendu parler de cet article.

- Je trouve ces attaques stupides mais bien sûr je pourrais dire ça parce que je suis l'accusé. Il me paraît clair que je ne mets pas en danger le cinéma : j'ai fait plus de vingt films et au total ils ont été rentables. Et je les ai faits avec peu d'argent. Les gens dangereux sont ceux qui font des films de 40 millions de dollars ; mais eux ont droit à énormément de publicité, comme s'ils étaient des héros.

- Ce qui était inquiétant dans cet article était la remise en cause d'une indépendance dont vous êtes pratiquement seul à bénéficier.

- C'est vrai. Les studios ont une politique d'ingérence, de prise en main (*hands on policy*). Ils veulent voir le script, ils veulent décider du dénouement, ils veulent pouvoir dire : « On n'aime pas ces décors, changez-les. » Ils veulent travailler avec leurs metteurs en scène. Et très peu de cinéastes sont considérés comme des créateurs. Vous seriez surpris de savoir combien de grands réalisateurs - parmi les plus célèbres - disent « Je voudrais faire un film en noir et blanc », et on leur répond « c'est hors de question » ; disent « Je voudrais tel comédien », et on leur répond « non, vous ne l'aurez pas ». Je n'ai jamais subi cela. Je peux même choisir de faire tourner ma mère et mon père dans un film en noir et blanc!

(1) *Death* raconte l'histoire cauchemardesque d'un homme qui attend dans la nuit, enroulé malgré lui dans une chaise à l'assassin sans bien savoir s'il est chasseur, gibier ou agité.

(2) Gordon Willis a signé les images des films de Woody Allen de 1977 (*Annie Hall*) à 1985 (*la Rose pourpre du Caïre*). Carlo Di Palma lui a succédé depuis, sauf pour *New York Stories* et *Crimes et délits*, éclairés par Sven Nykvist, le chef opérateur d'Ingmar Bergman.

CINÉMA

NEUF LIVRES POUR Y VOIR DE PLUS PRÈS

L'été ciné-page

L'image mystérieuse de la mère

Les nombreux ouvrages consacrés à François Truffaut depuis sa disparition tournent tous autour d'une relation affective qu'il a, cinéaste, entretenue avec ses personnages et avec les spectateurs. Truffaut, on ne peut pas l'oublier. A travers ses films, il nous parle. En 1989, l'étude très approfondie de la journaliste américaine Annette Insdorf, *François Truffaut. Le cinéma est-il magique?* (1), inspirée à la fois par la passion du cinéma et par l'amitié pour le réalisateur, avait si bien analysé son travail qu'on voyait là le livre définitif.

Depuis, il y a eu la biographie de Gilles Cahoreau, *François Truffaut, 1932-1984* (2). Exhaustive d'une certaine manière, avec beaucoup de pages dictées par l'admiration et une bonne connaissance des films, mais trop appuyée sur les «révélations» d'une vie privée qui n'apportent pas grand-chose à l'auscultation des œuvres. On en retiendrait pourtant que, pour la première fois, le destin de Truffaut fut, patiemment, reconstitué.

Et puis, cette année, au printemps, est arrivé le livre d'Anne Gillain, *François Truffaut, le secret perdu*. Ce que Gilles Cahoreau avait présenté mais en parcourant seulement la piste de «l'homme qui aimait les femmes», Anne Gillain l'éclaire, le révèle. Sans doute fallait-il, pour cela, une sensibilité féminine puisque, dans les données de la biographie, Anne Gillain a saisi mieux que personne «la complexité des rapports de Truffaut avec sa mère et l'importance de la notion de secret dans son enfance».

Truffaut, enfant illégitime, obsédé par l'image mystérieuse d'une mère qui ne l'avait pas désiré... Il suffit de tirer un brin de laine et tout l'écheveau se démaie. Le premier long-métrage, *Les quatre cents coups*, est donc encore plus autobiographique qu'on ne l'avait dit, et si le «secret perdu» est aussi celui de l'émotion que savent créer, selon Truffaut, les grands cinéastes du muet, et qu'il voulait retrouver, le décodage des films nous ramène à une figure centrale, énigmatique. Un portrait caché dans la tapisserie du langage filmique comme ces figures du peintre italien Arcimboldo dans les assemblages d'animaux et de végétaux.

Anne Gillain ignore l'esprit de système. C'est une exploratrice de l'imaginaire. Et si elle applique remarquablement, à sa recherche, des méthodes qu'on peut dire scientifiques, cela n'empêche pas les sentiments. Au contraire.

* *François Truffaut, le secret perdu*, d'Anne Gillain. Éditions Hatier, coll. «Brevés cinémas», 304 p., ill., 118 F.

(1) Éditions Ramsay, coll. «Cinéma», 358 p., ill., 135 F.
(2) Éditions Julliard, 362 p., ill., 120 F.

Les commandements par écrit

On peut voir actuellement sur les écrans la *Double Vie de Véronique*, le film qui marque un tournant chez Krzysztof Kieslowski et fut l'un des événements du Festival de Cannes.

On peut revenir aussi à cet événement du cinéma contemporain que fut, en 1990, le *Décadence*. Les scénarios écrits en collaboration avec le juriste Krzysztof Piesiewicz sur le thème des Dix Commandements ont été traduits du polonais et publiés en un volume. Scénarios ou récits? On est fasciné par l'alternance de narration pré-cinématographique, avec description des lieux et des situations, et de forme dialoguée définissant la psychologie et l'état social des personnages. Qu'on les appelle comme on voudra, ces textes sont parfaitement à la mesure de leur expression visuelle, esthétique.

A noter, par ailleurs, la multiplication des publications de scénarios, qui valent mieux que la «novellisation», cette laborieuse transformation en roman de films à succès : Gallimard a récemment lancé la collection «Page blanche», qui a publié les scripts de *La Discrete*, *la Fracture du myocarde* et *Aux yeux du monde*.

* *Le Dégolisme*, de Krzysztof Kieslowski et Krzysztof Piesiewicz. Éditions Belfond, 336 p., 98 F.

Psychanalyse de l'acteur

Un homme, désigné par la lettre V., discute avec son éditeur auquel il présente un manuscrit. «Ce n'est pas un roman», dit Sempiero, l'éditeur, qui relève trop d'analogies avec la vie de l'auteur. «Pour moi c'en est un», dit V. *Inchek, désordonné, hétérogène, mais c'en est un*. Nous voilà prévenus : Vincenzo Craveri, le héros de *Mémoires dans une soupière*, est un personnage inventé. Il se confesse sur le divan d'un psychanalyste et, pendant les pauses, tapi dans ladite soupière, il examine, lui-même, son passé, ses fantasmes.

Or il est bien vite évident que Vincenzo Craveri ne fait qu'un avec Vittorio Gassman, l'un des acteurs les plus extravertis du cinéma italien, grand monstre sacré capable d'extraordinaires compositions, et qui a traversé pendant deux ans une grave dépression nerveuse. De cette crise, Gassman finit de se délivrer par l'écriture. Une écriture ressemblant parfois à sa parole embourbée, mais qui sait entremêler avec un talent fou la réalité et la fiction, la narration descriptive et les monologues intérieurs, le scénario de cinéma et les scènes de théâtre dialoguées. Une écriture qui emporte le lecteur dans un tourbillon d'obsessions, de sensations douloureuses, de sentiments exacerbés. Cet exorcisme par la littérature, quelle merveille!

* *Mémoires dans une soupière*, de Vittorio Gassman. Éditions De Falbo, 264 p., 110 F.

Enquête de voisinage

Quand on aime le cinéma, quand on aime Georges Simenon et qu'on a beaucoup écrit sur les films tirés de ses œuvres – c'est le cas de Claude Gautier – il est normal qu'un jour on en vienne à rassembler des textes, des témoignages, des photographies pour composer un album qui restera comme un objet de référence. C'est fait. Claude Gautier ne cultive pas la nostalgie. Il aime les faits précis, constatés, les textes rares et caractéristiques. Ainsi de toutes les déclarations de Simenon choisies au fil des années, de la correspondance avec Fellini. L'iconographie est superbe, la filmographie irréprochable.

* *Simenon au cinéma*, de Claude Gautier. Éditions Hatier, album broché, 128 p., ill., 160 F.

Folles africaines

En 1933, alors qu'il n'était plus rien à Hollywood, Erich von Stroheim écrivit ce roman frénétique. Pas plus que *Paprika* (1935) il ne fut publié aux États-Unis. Les écrits de Stroheim, visions d'histoires démesurées, de sexualité morbide, de volupté à l'éclat aveuglant, passaient pour pornographiques. *Poto-Poto*, révélé en traduction française, en 1956, avec une préface de Blaise Cendrars, ressort aujourd'hui chez le même éditeur qui nous offrit le *Paprika* de Stroheim au début de l'année (*Le Monde* du 5 mars 1991). Nous ne sommes plus chez



François Truffaut et le chef opérateur Nestor Almendros pendant le tournage d'*Adèle H.*

les Tziganes de l'empire austro-hongrois, mais dans un monde africain lourd de chaleur, de dangers, d'horreur. Masha, une aventurière qui, sur les paquebots de luxe, joue ses faveurs à la roulette avec des hommes riches, est débarquée dans un petit port du Tanganyika. Au cours d'une soirée d'orgie dans un bouge dont la patronne porte un crochet d'acier à la place de sa main droite, Masha est «gagnée» par Yan Vrenen, planteur et trafiquant, dont la fortune ne se compte plus. Une brute qui s'empare d'elle, l'épouse et l'emmène dans son domaine pourri de Poto-Poto, au bord d'un marécage grouillant de crocodiles. L'humidité ronge les cases, fait éclore une végétation luxuriante et ravageuse. Le cri d'une hyène emplie la nuit, des serpents crement la plantation. Masha, couverte de bijoux, de cadeaux, installée comme une princesse, est jalouse par une jeune esclave noire qui se promène nue. Yan, piqué par la mouche tsé-tsé, dépeint, devient de plus en plus méchant. Un bel aviateur tombe du ciel.

Soit un sujet de mélodrame que transcendent la sauvagerie du décor, des passions, comme l'imagination de Stroheim cinéaste. Il invente les images forcées qu'il n'a pas pu tourner, retrouve les sortilèges vénéux de son dernier film, *Queen Kelly* (dont toute une partie devait se passer en Afrique), fait surgir la folie des plantes qui rampent et étouffent, de la boue, de l'eau putride, d'un bungalow qui, comme le marais, pourrait devenir un tombeau. La fin est grandiose.

* *Poto-Poto*, d'Erich von Stroheim. Éditions Pygmalion, Gérard Watelet, 288 p., 98 F.

Une grande biographie

C'est le résultat d'une fascination pour les films de Sydney Pollack (quinze titres depuis 1965, avec d'assez longues pauses dans les années 80) et de deux ans d'un travail obstiné. C'est la première grande biographie d'un cinéaste dont la singularité s'est affirmée d'œuvre en œuvre, qui n'a pas toujours connu le succès mais n'a jamais reculé devant une expérience sortant de l'ordinaire, un échec public dû à être la sanction.

Michèle Leon commence par raconter «La courbe d'une vie», soit la formation de Sydney Pollack, sa carrière, la genèse de chaque film, d'un trait sûr, incisif, sans jugement de valeur, mais où la notion d'«auteur» perce

forcément. Vient ensuite un examen de la thématique et du style, que suivent deux témoignages passionnants : celui de Robert Redford parlant en tant qu'acteur et ami, celui du scénariste David Rayfield. Tous deux font partie de la «famille» Pollack.

La troisième partie, «La griffe d'un auteur...», constitue le cœur du livre, la pierre de touche d'une analyse aux lumières d'une admiration sans parti pris. Michèle Leon n'assène pas ses jugements, comme certains donneurs de leçon universitaires en ont l'habitude dès qu'il s'agit de politique des auteurs américains. Elle sait convaincre par son exigence même, sa façon de s'effacer derrière le cinéaste, dont elle fait aussi le portrait à travers une série d'entretiens. Sydney Pollack a rédigé, pour ce livre, une préface dans laquelle il rend hommage à la démarche de Michèle Leon. On ne peut qu'être d'accord...

* *Sydney Pollack*, de Michèle Leon. Éditions Pygmalion, Gérard Watelet, 324 p., ill., 145 F.

Un chef opérateur raconte

Catalan né en 1930, Nestor Almendros a découvert le cinéma au ciné-club de Barcelone. Fils d'un émigré politique, il a rejoint son père à La Havane en 1948. Il devait devenir un grand voyageur, et l'un des grands chefs opérateurs de la nouvelle vague avant de réussir une carrière internationale. Mais écoutons-le, lisons-le. C'est sa vie, c'est son livre.

La première édition parut en 1980, avec une préface de François Truffaut qu'on retrouve dans la nouvelle présentation de l'ouvrage : un magnifique album dont la mise en pages et les photographies font honneur à cet artiste des tournages en extérieur, de l'authenticité de la lumière. Nestor Almendros raconte sa «préhistoire» (l'Espagne, Cuba, Rome, New-York, le temps des études) et sa vie professionnelle, film par film, y compris ses expériences dans le documentaire et la publicité. Et, parce qu'il nous rend compte de son expérience humaine, de son rapport au monde contemporain, à la création cinématographique, de ses opinions morales et esthétiques, il sait parler de technique sans ennuyer. A livre ouvert.

* *Un homme à la caméra*, de Nestor Almendros. Éditions Hatier, album relié sous jaquette, 210 p., ill., 375 F.

Les fabuleuses

Marlene est berlinoise, fille de militaire prussien, née au début de ce siècle. Lotte est viennoise, fille de prolétaires, née à la fin du dix-neuvième siècle. L'une reçut une bonne éducation avant de faire l'apprentissage de la scène et de l'écran. L'autre connut la misère, les taudis, la prostitution très jeune avant de débiter dans un cabaret de Zurich comme danseuse. Toutes deux ont appartenu à l'histoire du Berlin des Années folles, creuset de la liberté des mœurs et d'un grand essor artistique. Dans cette capitale de la République de Weimar dégingolée, glissant à l'abîme, elles ont pu se croiser. Marlene Dietrich, pourtant, rencontra Josef von Sternberg, qui fit d'elle une star hollywoodienne, un mythe, bien après que Lotte Lenya fut devenue, dans la bande de Bertolt Brecht, l'épouse et l'interprète préférée du compositeur Kurt Weill. Mais l'œuvre de quoi sont de 1928 et l'ange bleu fut tourné fin 1929. Et si Marlene Dietrich partit pour les États-Unis trois ans avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, Kurt Weill et Lotte Lenya ne tardèrent pas à s'enfuir de l'Allemagne nazie.

Dietrich, Lenya... elles ont été, elles restent, chacune dans son genre, fabuleuses. Deux biographies récemment parues en France les rapprochent, par hasard.

Pour Marlene Dietrich, le biographe est Alexander Walker, critique de cinéma à l'*Evening Standard* de Londres. Il a écrit sur Garbo, Bette Davis, Vivien Leigh. Il ne se complait pas dans les anecdotes et les potins. Il a reconstitué, au plus vrai, la carrière allemande de Marlene – avant Sternberg – généralement négligée. Il a suivi les pistes du cinéma et de la vie (ainsi ces pages sur la seconde guerre mondiale), puis du music-hall. Des photos de la fameuse collection Kobal illustrent cet étonnant parcours où se façonna le mythe. C'est peut-être bien, en dehors des mémoires et des témoignages de l'intéressée, ce qu'on a écrit de plus pertinent sur celle qui ne veut plus être, aujourd'hui, que «M» Dietrich.

Pour Lotte Lenya, le biographe est Donald Spoto, cet universitaire fern de Hitchcock qui a révélé, justement, *la Face cachée d'un génie* (Albin Michel, 1989). Pour l'histoire de Lotte Lenya, il a employé la même méthode : le contexte historique et social, l'examen des archives, l'analyse scrupuleuse de la vie privée par rapport aux activités artistiques. De cette femme incroyable qui tint la scène pendant soixante ans, et devint Lenya tout court après la création de *Cabaret* en 1966, on n'en savait pas tant. Donald Spoto la fait sortir de l'ombre envahissante de Kurt Weill. Il mourut en 1950, et c'est à partir de là que la destinée de la chanteuse au physique de modèle pour peintre expressionniste, au magnétisme somnolent sensuel, devint carrement exceptionnelle. Ses courtes apparitions au cinéma, au cours des années 60, sont inoubliables. Lorsqu'elle disparut, à quatre-vingt-trois ans, elle continuait de brûler la chandelle par les deux bouts et, on la vénérât comme star du music-hall.

* *Dietrich*, d'Alexander Walker. Éditions Flammarion, coll. «Cinéma», 230 p., ill., 150 F.

* *Lotte Lenya*, de Donald Spoto. Éditions Belfond, 310 p., ill., 125 F.

JACQUES SICLIER

→ Ce statut exceptionnel, je le dois sans doute au fait que je ne représente pas un danger. Ils se disent : «Avec lui, si on perd de l'argent, au pire on perd 3 millions de dollars, pas 40 millions de dollars.» Mais l'ambiance générale à Los Angeles est très déprimante, je n'y vais pratiquement jamais.

– C'est pire qu'autrefois ?
– Hollywood a toujours été une usine. Il y a toujours eu des grosses compagnies, et il a toujours été très difficile d'y travailler. Beaucoup de créateurs sont étouffés par le système, mais il y a tellement de gens doués que de temps en temps il sort un bon film, malgré toutes ces pressions. Après, on ne parle que de celui-là, en oubliant tout ce qui a été réprimé, détruit. Ce système nous a donné Capra, Hawks, Ford, Walsh...

– Alors rien n'a changé ?
– En leur temps, les Jack Warner, Louis B. Mayer, Irvin Thalberg ont fait des films dont la plupart étaient justes bons pour la poubelle, de la pourriture. Mais il y a une trentaine d'années sont apparus des réalisateurs américains aux personnalités affirmées, Francis Coppola, Martin Scorsese, Robert Altman... et ce fut positif.

– Mais Altman vit en exil à Paris, Coppola a fait faillite...

– Coppola a pris de très gros risques financiers, il a vraiment marché sur une corde raide. Mais je pense qu'il est toujours un réalisateur très respecté. Et Altman a eu des problèmes car il est très individualiste... Plus généralement, la différence avec la situation ancienne tient à ce que le cinéma n'est plus désormais qu'un élément d'énormes conglomerats dirigés par des financiers. Ces financiers sont à la fois très conservateurs et très anxieux : les enjeux sont tellement élevés...

– Martin Scorsese se préoccupe beaucoup de sauver les films anciens et de continuer à les montrer. Vous sentez-vous concerné par cette attitude ?

– Oui. Il m'a demandé si je voulais être à ses côtés dans la Film Foundation, j'ai accepté. Mais c'est lui qui se démène vraiment.

– Existe-t-il de jeunes cinéastes dont vous vous sentez proche ?

– C'est devenu terriblement difficile d'émerger aux États-Unis. Il y a des jeunes qui se battent, mais il faut tellement d'argent pour réaliser un film... J'ai beaucoup aimé *Sexe, mensonges et vidéo*. C'est un premier film mais j'ai confiance en Soderbergh, si on le laisse travailler. Il est sur un sujet difficile (3). A part ça, je n'aime pas beaucoup de films, les succès populaires ne m'intéressent pas. Je suis un juge très sévère. Mais j'aime les films de Scorsese, bien sûr.

– Pourquoi le cinéma hollywoodien occupe de plus en plus les écrans du monde.

– C'est une honte. Il n'y a plus aucun espace pour le cinéma d'art et d'essai. Il devrait y avoir de la place pour les deux, les films populaires et ceux qui sont plus ambitieux. Il fut une époque où tous les grands réalisateurs français, par exemple, venaient avec leurs films aux États-Unis. On le savait, on allait les voir, c'était très enrichissant. Maintenant, il n'y a pas de place pour eux. C'est vrai, le monde entier copie les États-Unis, le pire de ce qui se fait aux États-Unis. Je suis attristé de découvrir des McDonald's à Paris, de voir sur vos télévisions le plus médiocre de notre «culture télévisuelle». Constaté de constater que nous n'exportons que ça.

– Quelle réaction auriez-vous si l'on vous considérait comme un réalisateur européen ?

– Je le prendrais comme un compliment. Les cinéastes que j'admire le plus, dont la sensibilité cinématographique est la plus proche de la mienne, sont européens. Comme l'a dit Spielberg il y a quelques années, nous faisons des films inspirés par ceux que nous aimons quand nous étions jeunes. Je serais très fier d'être européen, ce serait comme une utopie réalisée. Pourtant, j'aime des films américains, je vénère les films de Fred Astaire, j'adore les Marx Brothers, mais c'est de la distraction, on sait toujours à quelle place les ranger. De même pour John Ford, Frank Capra et tous ces cinéastes extrêmement talentueux. Ils ont toujours un pied, ou les deux, dans le marché de la distraction. Lorsque Capra ou Ford réussissent un film, cela m'évoque un délicieux dessert. Tandis qu'un grand film européen est comme un repas entier, et qui nourrit. Pour moi, c'est là le but. Je préfère tenter de m'approcher de Bergman, Bunuel ou Fellini (ou Kurosawa) et échouer plutôt que viser un succès sur le marché populaire.

– Les films de Scorsese, par exemple, ne sont pas seulement du «dessert». Pourtant, ils sont très américains. Il y a, indépendamment de la qualité ou de la légèreté, une manière américaine de faire des films.

– C'est vrai. Les films américains s'appuient toujours d'abord sur un scénario, avec un grand sens de la narration. Puis ils utilisent le cinéma, mais celui-ci demeure assujéti à la narration, éventuellement d'une manière très efficace et élégante. Alors que les Européens font plus que cela. Regnais, ou Bunuel ou Fellini intègrent le cinéma, le cinéma devient dans une certaine mesure la matière et le contenu du film. La forme devient le contenu.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL FRODON

(3) Steven Soderbergh achève actuellement *Kafka*.

européen

Woody Allen et Mia Farrow dans *Shadows and Fog* prochain film de Woody Allen. L'ambivalence obsessionnelle des artistes.

12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

NICE

Mark Di Suvero

Cet excellent sculpteur américain expose l'été dernier à Valence, dans la ville. Cette année, c'est le Musée d'Art Moderne de Nice qui l'accueille. Les pièces anciennes, en bois, sont présentées dans les salles ; les structures monumentales, en acier, dans les musées.

Musée d'Art Moderne et d'Art Contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-82-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 15 septembre 1991.

Pont-Aven

Paul Sérusier

En soixante-dix œuvres de 1889 à 1925, l'exposition rend hommage au Nabi à la barbe rutilante. Qui fit le lien entre Pont-Aven et Paris, où il ramena à ses amis de l'académie Julian le fameux *Talisman* peint selon les préceptes de Gauguin.

Musée de Pont-Aven, place de l'Hôtel-de-Ville, 29300. Tél. : 88-08-14-43. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 12 F.

Rochechouart

Collection du musée

Œuvres de Koonin, Anselmo, Fabro, Long, Fulton, Tremlett, Richter, Polke, Horn, Laib, Boulton, Favier, Frize, Messager, Tournier. Commencée seulement en 1985, cette collection d'art contemporain risque de comprendre par la qualité des pièces et la cohérence des ensembles retenus, d'ailleurs sans dépenses excessives.

Musée départemental d'Art Contemporain, château, 87000. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. En septembre et octobre de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Saint-Etienne

Arashle Gorky

Un ensemble très important de dessins hyper-sensibles pour retracer le parcours de l'artiste américain, un grand, difficilement classable. Dont l'écriture, apparemment spontanée, marquée par le surréalisme, porte en elle les germes de l'expressionnisme abstrait.

Musée d'Art Moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-53-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 septembre. 22 F.

Saint-Paul-de-Vence

Nicolas de Staël

En quelque cent tableaux venus de partout, l'itinéraire tendu d'un peintre excentrique, pris entre abstraction et figuratif, qui cherchait à ramener sa vision des objets et du paysage à une construction essentielle. Il s'y brûla les ailes.

Fondation Maillat, 06570. Tél. : 93-32-81-83. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 22 septembre 1991.

Sigean

Geer Van Velde

Geer Van Velde le Hollandais, en quelque cinquante peintures et une trentaine de dessins. Dans un univers libre pour l'art, tout près d'un lac et à deux pas de la Méditerranée. Ce lieu, on le doit à Piet Mondrian, un peintre capable de s'émouvoir très fortement après d'œuvres qui ne sont pas de lui, et qui depuis longtemps définissent la peinture de Geer.

Hameau du Lac, 11130. Tél. : 66-48-14-81. Tous les jours de 15 heures à 21 h 30. Jusqu'au 30 septembre. 15 F.

Val-de-Veale

Giuseppe Penone

Quand les nervures des feuilles reportées sur tissu commencent à ressembler au dessin du cerveau, quand les rubans d'acier froissés lancés dans l'espace épousent les lignes de la boîte crânienne. Des œuvres nouvelles de l'italien Giuseppe Penone, qui sait se renouveler, tout naturellement.

Centre de création contemporaine, Agèze des Courmouls, 51400. Tél. : 28-03-94-94. Vendredi, samedi, dimanche de 15 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 août.

Valence

Artistes réfugiés à Dieulefit pendant la seconde guerre mondiale

Il y avait Claire Bertrand, Willy Eisenbach, Pierre Gaudin, Robert Lapoussier, Etienne Martin et Wolf parmi les mille cinq cents réfugiés à Dieulefit pendant la guerre. Une exposition qui sort un peu des sentiers battus est.

Musée, 4, place des Oméras, 26000. Tél. : 78-43-55-00. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 21 août.

La sélection « Arts » a été réalisée par Genevieve Brerette.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Théâtre de marionnettes de Khelme Shab Bazi

avec le grand maître Ahmed Khelme. Ces petits paniers de bois et de soie sont jolis. Ils ont le rire naïf de leur maître Ahmed Khelme - soixante-quinze ans et soixante-deux ans de carrière de marionnettiste - et, en particulier, Moham, représentant des classes opprimées, impuissant. Le petit frère de Polichinelle.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 9. A partir du 31 juillet. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi, samedi à 18 heures. Tél. : 42-56-80-70. 80 F.

Une nuit, je suis allé chez ma belle

mise en scène d'Abdourahman Abdourahman, avec le théâtre-studio de Mouloket de Kerehi (Ouzbékistan-République soviétique d'Afghanistan). Cet incessant vaudeville entre maîtres et valets est traité comme une satire poussée à l'extrême, avec des grands gestes et des grimaces appuyées.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 9. A partir du 31 juillet. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 42-56-80-70. 80 F.

Vers le sud en novembre

de Christiane Virel, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Hélène Boissard et Philippe Bally.

Les ombellations d'une tribu d'enfants et d'adultes tribulés des caprices de la météo ou comment s'organiser pour chercher de l'eau, approvisionner une nature rebelle, tout avec un grand générique.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 9. A partir du 31 juillet. Du mardi au samedi à 20 heures. Mercredi, samedi à 14 h 30. Tél. : 42-56-80-70. 80 F.

Dernière représentation le 3 août.

Paris

Le Pédant joué

de Cyrano de Bergerac, mise en scène de Dominique Espartero, avec Frédéric Aubry, Henri de Lorme, Dominique Espartero, Jean-Marie Virel, Christian Guichet, Pierre Bess.

L'occasion de découvrir le très bon cadre du Théâtre de la Ville et de se rappeler que Cyrano était aussi un dramaturge aux vers truculents et brillants, comme sa vie.

Pré Carrière (Maison de la Culture), rue de Valenciennes, 19. Du mercredi au samedi à 21 h 15. Du dimanche à 14 h 15. Tél. : 42-72-00-33. 90 F et 120 F.

Voltaire Dromesko

avec un cheval ailé, un majordome au long bec, deux musiciens qui jouent et se battent, un conteur, un conteur et un conteur.

A la tombée de la nuit, au rythme des musiques tziganes, autour d'un arbre noué, hommes et oiseaux chantent et rient sous un magnifique chapiteau translucide. Les volatiles rient beaucoup plus fort, car ils connaissent l'ivresse de l'air quand l'homme est cloué au sol, confondu à inventer des machines loufoques et vaines pour voler. Un beau poème.

Parc de la Villette (sous chapiteau translucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mercredi au samedi à 21 h 45. Tél. : 42-49-77-22. 80 F.

Dernière représentation le 3 août.

Régions

Périgueux

Mimos

Ce festival, d'un genre unique en France, réunit quelques-uns des maîtres du genre, dont les huit Français du théâtre du mouvement qui viennent avec *Lettre au porteur* (le 6 et 7 août), Howard Buten avec *Buffy* (le 6), Les clowns de Liège pour leur tournée triomphale avec *Contes et Astérix*. A ne manquer après aucun prétexte : l'Ascension du mandarin, des Néerlandais de Drogos, magiciens de Paris et du feu.

Centre culturel de la Visitation, rue Littré, Du 5 au 15 août. Tél. : 53-53-55-17.

La sélection « théâtre » a été réalisée par Bénédicte Mathieu.

MUSIQUE

Classique

Paris

Jendi 1^{er} août

Sweetnick

Mozart

Verdi

Byrd

Seligman's Round

The Gipsy's Whistle

Farnaby

Tall me Daphné

Bach

Toccata BWV 910

Rameau

Les Indes galantes, extraits

Scarlatti

Sonatas

Virginia Black (clavier).

Cette claviériste britannique s'est fait connaître à travers quelques disques distribués confidentiellement en France. Ce qui ne l'a pas empêchée de se faire une réputation enviable auprès des amateurs. Le Festival estival l'invite à donner, dans le bel Auditorium des Halles, un récital au programme très varié (trop peut-être ?) qui devrait, par l'étendue des styles abordés, montrer de quoi est capable cette artiste et, dans le même temps, faire passer un bon agréable moment aux auditeurs.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 95 F.

Samedi 3

Couperin

3^e et 5^e Ordre

Christophe Rousset (clavier).

Bel été pour Christophe Rousset, ou plutôt bel été pour le Festival de la Ville de Paris. Ce claviériste français, qui a fait ses débuts à l'âge de 12 ans, est invité à donner quelques récitals de clavier, à Versailles et ailleurs. Dans le Théâtre Montanier, il a choisi de jouer deux Ordres de Couperin (sur les vingt-sept, ce compositeur a laissé). Par son caractère varié, ses harmonies travaillées, on se convaincra que ce n'est pas un jeune homme qui se contente de se faire entendre, mais un véritable maître du clavier. Rousset ne devrait tomber dans aucun de ces travers.

Verdier, Théâtre Montanier, 17 h 30. Tél. : 38-48-48-24. De 35 F à 55 F.

Régions

La Roque-d'Anthéron

Le must des festivals de l'été ouvre ses portes. Comme chaque année, le programme alterne valeurs reconnues, jeunes à découvrir, anciens à réécouter dans des programmes inventifs donnés dans des lieux dont l'aménagement est amélioré d'année en année. Pour de nombreux festivals, se jouent d'une telle capacité de renouvellement dans la même discipline, et dans le même temps à une telle fidélité aux artistes qui ont fait sa jeune histoire.

La Roque-d'Anthéron n'est pas devenue le festival de piano et de clavier le plus réputé du monde entier par hasard : les artistes y sont aimés, écoutés dans leurs idées de programmes, ils y trouvent une organisation parfaite, des instruments en parfait état, un public nombreux et enthousiaste. En concert, cette année, Brigitte Engerer (piano) et Olivier Charrier (violin) et l'Orchestre du festival de Cadenque (le 1^{er} août), Pierre Hantou (clavier) et Vlado Perlemuter (piano) (le 2), Les Violons (le 3), et la Petite Musique de la Roque (le 4), David Moroney et Olivier Beaumont (clavier), Stora Chetovsky (le 5), Brigitte Engerer (le 6), Horacio Gutierrez (le 6), Christian Zacharias (piano), Jean Silem (alto), Alexander Rodin (violin) et Dmitri Sitkovsky (violin) (le 7), Michel Dubrois et la New European String Orchestra et Dmitri Sitkovsky (direction) (le 8), Gable Magnan et Bella Davidovich (piano) (le 9).

Le 1^{er} août : Abbaye de Silvacene, 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15. De 90 F à 150 F.

Jazz

Renny Bailey

Trompettiste de pop, le plus discret mais le plus engagé des places (Ray McSwann, Dizzy Gillespie, Lionel Hampton), Renny Bailey a vécu longtemps en Allemagne et en Suisse. Il est à la fois le quatuor d'éléments pas forcément compatibles : harmoniquement proche de Parker et de Miles ; pour le phrasé, discrètement analogue à Fats Navarro ; dans l'idée et la

réserve, très « premier trompette » d'orchestre.

Le 31. Petit Journal Saint-Michel, 21 heures. Tél. : 43-28-28-55.

Laurent de Wilde Trio

Un club des Hautes très heureux (le Sunset). Un pianiste moderne, doué, manifestant à chaque accord (ce qui est rare) un certain goût et une certaine idée du jazz. Une rythmique comme on la souhaite (Peter Gitz, Gilles Naudin). Une bonne façon de commencer août.

Le 31 juillet et les 1^{er} et 2^{es} août. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-46-50.

Roger Guérin

Eric Lelann Quartet

La trompette est l'instrument de l'affirmation. C'est sa face connue. Elle est aussi la colonne du souffle, du phrasé, de l'articulation. Moins prolixe, moins discrète que les saxophones, elle exige. Roger Guérin en est un maître, Eric Lelann, le plus doué des improvisateurs actuels. Ensemble, ils justifient la qualité de la meilleure surprise de l'année : l'album *deux, éclairage, infini* (les Alliances). Deux programmes tous les soirs (Ricky Ford, Mamel Rochet, Sean Connolly).

Le 5 août. Alliances, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Rock

Saint-Amant-Roch-Savine

Festival Rock ça vibre

L'été du rock français, les espoirs du rock. En Centre, en plein air et en trois jours. Le dimanche, dans un esprit apocryphe, l'entrée est gratuite. Le vendredi, même égaré avec la Mano Negra en tête d'affiche, les *Shenils* et les *Casse-pieds* en soutien. Le lendemain sera guère plus calme avec les *Nadja* (chansons de marins alternatifs), Chelmsley, les *Satellites* et les *Baylon Fighters*. Dimanche, on nira un peu avec les *VRP* et l'on regardera passer OTI, le convoi exceptionnel du rock français.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 95 F.

Samedi 3

Couperin

3^e et 5^e Ordre

Christophe Rousset (clavier).

Bel été pour Christophe Rousset, ou plutôt bel été pour le Festival de la Ville de Paris. Ce claviériste français, qui a fait ses débuts à l'âge de 12 ans, est invité à donner quelques récitals de clavier, à Versailles et ailleurs. Dans le Théâtre Montanier, il a choisi de jouer deux Ordres de Couperin (sur les vingt-sept, ce compositeur a laissé). Par son caractère varié, ses harmonies travaillées, on se convaincra que ce n'est pas un jeune homme qui se contente de se faire entendre, mais un véritable maître du clavier. Rousset ne devrait tomber dans aucun de ces travers.

Verdier, Théâtre Montanier, 17 h 30. Tél. : 38-48-48-24. De 35 F à 55 F.

Tournées

Mory Kanté

Dans sa composition actuelle, le groupe de Mory Kanté n'arrive pas toujours à se garder d'une neutralité transcontinentale (son propre, vaguement jazz-rock). Mais il lui arrive aussi - souvent, même - de s'échauffer, de faire à la voix et à la lèvre de Mory Kanté une conduite infernale, sèche et brillante. Il est donc recommandé de tenir sa chance.

Le 6 août. Salon de Provence, Château de Lamoignon, 21 h 30, 155 F. Le 7, la Grande Motte, (Maison) Théâtre de Verdier, 21 h 30, 155 F.

Festivals

Lorient

Festival Interceltique

Une vraie tradition bretonne, un point de ralliement pour les Irlandais, les Gallois, les Écossais, les Asturiens et les Galiciens. L'occasion de retrouver les vedettes du monde celtique : les Silen, les Silen, rock, le 8, mais surtout de se promener dans une ville pleine de collines, de se livrer à des comparaisons savantes entre *bogad* et *pipe band*, entre la mélancolie gauloise et la tristesse asturienne.

Du 2 au 11 août en plein air, 12 lieux de spectacles dans la ville. De 25 à 100 F, carte des spectacles 500 F. Renseignements, tél. : 57-21-24-29.

Paris

Paris Quartier d'été

Les chorégraphes et danseurs dogues du Mali, leurs musiques, leur fragilité et leurs secrets terminent une tournée hexagonale commencée début juillet au Festival d'été de Nantes. Les rites et les formes musicales dont le chanteur et guitariste malien Sory Bamba, leur guide en France, nous explique le contenu initiatique prennent des rides en voyageant, mais ils sont tous des personnages bien en couleur.

Venus avec tant d'autres pour la grande fête ethnique, les chorégraphes malien Sory Bamba, leur guide en France, nous explique le contenu initiatique prennent des rides en voyageant, mais ils sont tous des personnages bien en couleur.

Le 1^{er} août : Abbaye de Silvacene, 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15. De 90 F à 150 F.

Le 1^{er} août : Abbaye de Silvacene, 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15. De 90 F à 150 F.

Le 1^{er} août : Abbaye de Silvacene, 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15. De 90 F à 150 F.

Le 1^{er} août : Abbaye de Silvacene, 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15. De 90 F à 150 F.

DISQUES

Classique

Moussorgski

Tableaux d'une exposition - Extraits symphoniques de la Khovantchina

Orchestre symphonique de Rotterdam, James Conlon (direction).

Les Tableaux ont beau avoir été enregistrés des dizaines de fois, ils restent l'un de ces œuvres hybrides (orchestration et de Ravel) dont les interprétations donnent satisfaction : trop de chefs y multiplient les effets de manches, y laissent libre cours à un sens du spectacle qui contredit l'esprit même de l'une des pièces pour piano les plus fulgurantes... et les plus mal jouées, elles aussi, du répertoire (Richter, chez Philips et Brigitte Engerer chez Harmonia Mundi ont donné des interprétations musicales et dignes).

James Conlon retrouve le mystère, la sensualité, l'aspect visuellement fruste, très dépourvu de l'esprit de l'original (ce fait, il a fait la démarche inverse de celle de Vladimir Horowitz, qui s'était inspiré de Ravel pour arranger la version pianistique authentique : abominablement vulgaire et génial instrumentalement). L'interprétation de Conlon est aussi vivante et aérée, mystérieuse et prenante (même si elle est moins bien enregistrée) que celle de Karl Ammerl (Supraphon) et de Walter Süsskind (Vox, supprimée). Ce qui n'est guère étonnant de la part de ce chef qui, à moins de quarante ans, est déjà l'un des patrons d'orchestre les plus compétents et personnels de notre époque. L'un de ceux que la France aurait dû s'attacher depuis longtemps. Mais c'est une autre histoire.

1 CD Erato 2292 45596-2.

A. Lo.

Rock

Shabba Ranks

As New As Ever. En se passant du soutien d'une multinationale, Shabba Ranks a réussi à vendre des centaines de milliers d'albums de par le monde. Aujourd'hui, le roi du reggae-musique a signé avec Epic, filiale de Sony Music. As New As Ever - toujours aussi cru - procède de la pochette Shabba Ranks a bâti sa réputation sur ses succès de langage et ses prestations scéniques. La sex-machine jamaïcaine se devait de rassembler ses fans.

Comme, sous nos latitudes, la pratique du reggae jamaïcain reste minoritaire, on est surpris d'apprendre que la première écoute par la formidable énergie et l'uniformité sans faille que dégage l'album. Shabba Ranks n'est pas un toizer virtuose, ses producteurs ne sont pas des monstres d'innovation. Les rythmes sont réduits au minimum pour laisser la star grandir. Il faut attendre les invités, Maxi Priest, qui donne un peu de couleur à l'album, le rappeur KRS 1 sur *The Jam*, pour échapper à l'impression de claqueuse éternelle qui se dégage de *As New As Ever*.

Epic 468102 2.

Flashbone

The Reality of My Surroundings

Le premier album de Flashbone fut une révélation, un nouveau point de départ pour une bonne partie de la scène alternative mondiale, de New-York à Paris. *The Reality of My Surroundings* témoigne d'une ambition démesurée : le groupe veut couvrir plus de terrain, prendre plus de risques, ne rien céder à l'avant-garde qui s'est constituée autour du groupe.

Il aura été minuscule, Flashbone s'en est donné à cœur joie. *The Reality of My Surroundings* dure plus d'une heure, court, frénétiquement du gospel au rap. Il s'agit bien sûr de relater l'itinéraire de la musique noire américaine (et accessoirement de dresser l'inventaire de ce que les cambrioleurs, de Presley à Vanilla Ice, ont emporté).

Flashbone, participe de la grande entreprise de réappropriation qu'ont lancée les artistes noirs américains, cités en musiciens, des collègues en black rock, Living Color ou 24 7SPZ, aux cousins rappers. A force d'exhaustivité, on verse parfois dans l'énumération et l'on pourrait se passer de quelques titres. Mais quand l'opération de commande réussit, l'euphorie est immédiate. Composé de virtuoses qui ont su retrouver l'approximation, Flashbone préfère toujours un mauvais jeu de mots à un sermon, un coup de trombone bien placé à un solo de guitare pyrotechnique. Un mot de la pédagogie : *The Reality of My Surroundings* trouve toute son efficacité consacrée en plusieurs prises espacées de quelques heures.

Epic 467515-2.

Babylon Fighters

Shut Up, Don't Shut Down

Originaux de Saint-Etienne, les Babylon Fighters sont de vieux routiers de la scène alternative. Paris d'une idée simple, joue un duo (reggae pur), dans sa tonalité reggae (aujourd'hui) urbain qui correspond à l'énergie militante de leurs collègues plus rock, comme Bérurier Noir, ils l'ont raffinée jusqu'à jouer aujourd'hui la carte de la nouvelle fusion, celle qui font définir outre-Atlantique Flashbone, Living

Color et quelques autres. Les ingrédients à verser dans le creuset : rock (hard de préférence), funk, reggae et rap. Le creuset : rythmique versatile, guitares hurlantes, chants incantatoires.

En quelques années, le groupe a trouvé les moyens de mettre en œuvre cette idée : sur scène, le groupe dégage une énergie précise, qui laisse à Bird, le chanteur, toute la place pour jouer au guitarero musical. *Shut Up, Don't Shut Down* capture honnêtement ces qualités. En plus, on lira avec profit le livret ou la pochette : contrairement à leurs collègues français et anglophones, les Babylon ne débrouillent pour produire des textes cohérents.

Antiole/BMG 261 728.

T. S.

Musiques du monde

Gipsy Kings

Este mundo

Entre les frissons adolescents - ceux de la première jeunesse où l'on s'essaye aux rythmes exotiques et efficaces d'une Espagne gentiment nourrie aux couleurs des Gens du voyage - et l'essai que provoque un enchaînement de titres nostalgiques, d'où sont bannies la mort et le deuil, l'auditeur bien intentionné, impressionné même par le succès mondial des Gipsy, s'effraie les douze titres du nouvel album des frères Reyes en bêtisant le plus baser qui désormais permet le zapping. Une fois l'album écouté, on se prend à sourire à fredonner *Bamboléo*, *Djibi Djibi*, les tubes des albums précédents. *Este Mundo* commence fort, avec un *Baila Me*, bon à danser, dans le registre des tubes alpes, taillés au couteau, avec une gigue, ponctuée de touches d'accordéon sud-américain, de cuivres tranchants, une jolie portion de live sur la voix traitée de Nicolas Reyes. Puis le dernier essai de musique des Gipsy Kings se dissout irrémédiablement, part en lambeaux sur le disque, privé de la sympathie et de la chaleur immédiates de la scène. Ballades primaires, brio-brac sentimental, rien n'y fait, ni la patte de Nick Patrick, le producteur, ni les cordes de Jean-Claude Vanier. Le tout trahit en longueus jusqu'à - ouï ! - douzième et dernier titre, *Este Mundo*, justement, sorte d'après-Gipsy Kings avec synthés évocatrices, vaguement anglosaxons, style musique de films avec spleen de fin de journée.

1 CD Columbia 468848.

TOURNÉE DES CLUBS DE JAZZ A NEW-YORK

Puristes, touristes et curistes

Clubs chics, lieux légendaires, espaces incertains : New-York est fidèle à sa légende. Village Vanguard, Blue Note, Sweet Basil ou Condon's, des noms à faire rêver, où surgissent des moments de musique, rares et précieux.

PRENEZ le Village Vanguard. Max Gordon n'est plus de ce monde, hélas. Dans la petite cave de la 7^e Avenue sa silhouette de gosse centenaire manque, Max Gordon, ce luthier sans âge - d'un conte du vingtième siècle. Immigration, petits boulots, club de jeunes, luthier d'un des meilleurs instruments de musique du monde, sa cave, son Vanguard justement qui fut le meilleur instrument d'avant-garde du jazz. L'avant-garde est une idée d'arrière-garde aujourd'hui. Nulle raison de pleurer. La dernière fois chez Max Gordon on avait entendu David Newman. Cette fois : Red Holloway.

Red Holloway n'est jamais venu en Europe. Si : à La Haye peut-être. C'est un bon saxophoniste de L.A. (Los Angeles). Il a la dégaine gominée des saxophonistes d'hôtels à Los Angeles. Complet, gilet gris perle à garniture anthracite, chemise de dentelle, escarpins bicolores, bas du pantalon légèrement « pattes d'éph' », la classe. Un artiste. Son style, c'est le blues jovial et bon enfant.

On l'oublie trop, on veut le blues dramatique, noir, éprouvant, mais il y a le blues comique, c'est tout un style. Red Holloway en est un bon représentant, plutôt sympathique et efficace. Aucune pente pour le pathétisme. On se dit que ça doit mieux marcher à Los Angeles qu'au Village, que ça devait mieux marcher dans les soixante ou soixante-dix dernières décades, mais on n'en est plus bien sûr. Red Holloway devrait tourner en France. On connaît bien des clubs, des festivals qui sauraient lui faire un triomphe, des chapiteaux bourrés, des arènes ivres, des remparts vacillants. Une bonne partie du public du Vanguard boit du petit lait : touristes japonais, jeunes Texans volages, Européens désireux de se faire des souvenirs.

L'ÉLÉGANCE ET LA PAIX

Red Holloway est très tonique. Il a un son qui vient de loin. Rien à dire. Tout de même, lui, ici, au Vanguard (Coltrane, Dolphy, Bill Evans, Sonny Rollins, la cohorte de Thad Jones et Mel Lewis), on sent comme une brise de déralisation. Décalage horaire. Le jazz est anthologique ou ne sera plus. Le Village pacifié, trop calme, commence à justi-



Harlem : le club La Famille.

fier son propre nom. Surprise à l'envers. A quatre rues de là, sur la 1^{re} est, un restaurant très convenable, le Condon's avec sa touche d'élégance.

En scène, ce qui fait très drôle pour un percussionniste d'avant-garde devant des fourchettes, Andrew Cyrille. Il réunit autour de lui les grands démenageurs de la *loft generation*. La rythmique est réglée par Steve Colson et l'impensable Reggie Workman. Reggie balade la musique à la basse. Il semble dans une autre partition comme décalé et incroyablement centré à la fois. Il danse. Ce congrès des foudres de paix des deux dernières décades - Cyrille, Annibal Peterson, Oliver Lake - là, dans ce restaurant digne, à quelque chose de déroutant et de gai. En tout cas ils jouent avec un charme intact : *The Prophet*, *The Dolphy* par exemple, on avait oublié la puissance de ce thème, son énergie rentrée. Certains thèmes ont une énergie spécifique. On s'en rend bien compte. Meilleur concert depuis Elvin Jones à Paris, ceci n'est pas

un concert. Le Sweet Basil, c'est une autre histoire. La programmation continue d'y être solide, variée, attirante. Un peu comme au New Morning, à Paris.

C'est le genre à programmer Andrew Cyrille. Ce qui se serait dégradé, ce serait plutôt l'accueil. On veut dire que, d'un point de vue germano-nippon, très distinct on le sait d'un point de vue germano-pratin, ça se serait plutôt arrangé. Je ne sais pas bien comment vous vous figurez un club de jazz. Mais là ça ressemble de plus en plus nettement aux cinémas des quartiers piétonniers, aux caisses des grandes surfaces et à ce qui reste de masolettes dans les pays de l'Est. Tour de rôle, discipline, file d'attente, soumission, servitude volontaire, etc. Le tout avec le sourire. On ne dira rien des réserves d'Indiens pour fumeurs ou non-fumeurs à l'intérieur de cette charmante caserne. On se désintéresse de la question. Ce qui donne un léger vertige dans cette aventure, c'est que la musique, l'expres-

sion, la performance même jurent avec ce délicieux centre de redressement. La musique de Gil Evans par exemple, dirigée par Miles Evans, son fils, entouré d'une légion débridée - ils arrivent en Europe pour l'été - a des airs d'incendie. On songe au Sweet Basil la semaine de son inauguration. On songe que, finalement, tout ne s'améliore pas dans le monde, que tout ne tend pas à la perfection du bonheur comme on le croit trop souvent. On s'en attriste. On songe à ces Béarnais courageux, à ces Savoyards appliqués, à ces Ardéchois opiniâtres qui continuent de professer qu'*« il n'est de vrai jazz qu'en club »* que *« les puristes préfèrent les clubs aux concerts, les concerts aux disques et les disques à leurs cousines... »* On se demande bien où il puissent leur puissance de conviction. Elle impressionne. On les envie.

En fait, on se conduit exactement comme eux, et c'est le charme de New-York. A peine arrivé à Time Square on achète le *Village Voice*. On l'ouvre à la page 117. On foue sur les sélections de Giddins : elles sont bien rédigées. Elles donnent une première indication. On court à la page programmes. On complète par le *Guide Hothouse* distribué gratuitement. On rêve sur ces placards, ces logos, ces signifiants (à chacun sa lacune eût dit Jacques Lacan revu par Bernard Lubat). On se tient de petits discours à haute voix. New-York a ceci de sympathique que vous pouvez parler sur les trottoirs de Time Square sans passer nécessairement pour dangereux. Enfin pas plus que les autres. On se dit : tiens, McCoy en trio avec Aaron Scott aux drums. On a une pensée émue pour ceux qui s'étaient moqués du choix d'Andrew Scott dans l'ONU de Jeaneau. On ne peut pas tout savoir. On se fait une idée arbitraire des lieux : le Visiones, probablement moderne à en juger par le nom ; le Blue Note tour à tour classique ou latino (tout de même le Modern Jazz Quartet au Blue Note, on ne peut s'empêcher de rêver le son) ; le Condon's, franchement atypique, on aimerait connaître le programme ; le Birdland toujours sérieux ; le Fat Tuesday fidèle à lui-même ; le Zimmo assez égaïmatique avec ses duos précieux pour pizzerias de luxe, le très branché Zanzibar & Grill ; l'Angry Squire très secret, le True Blue, bien prometteur, le soir surtout de Sophia and The Sexual Overtones ; le Roadhouse pour amateurs de blues et de zydeco ; le Village Vanguard enfin, où on irait même écouter Claude Bolling, c'est dire.

Voilà. Rien de prévisible. Tout peut arriver. Les choses sont visiblement en train de changer, mais on ne saurait dire dans quel sens. Le monde aussi. Il n'est de jazz qu'en club, allez ! Les puristes ont une fois de plus raison. Les curistes aussi. Et les touristes donc.

FRANCIS MARMADE

Les théâtres de la folie ordinaire

Sweet Basil, New York City, juillet 1988. Rien ne peut plus arriver. Les pauses de plus en plus longues, les sets de plus en plus sommaires, négligés. La musique ne viendra plus. Il se fait tard. Ce n'est pas bien grave d'ailleurs. On peut avoir autre chose à faire. La musique - à part la musique militaire, les variétés à la télévision, le rock international, les chansons brésiliennes, les duos pour trompette et orgue dans les églises de campagne, un mystère technologique de Jean-Michel Jarre, Patrick Bruel, le gospel aux fêtes du Front national ou les concerts bien organisés - ça ne vient pas à l'heure fixe. Ça vient ou ça ne vient pas du tout. C'est ainsi. A cela on la reconnaît.

Rien qui puisse arriver désormais, au Sweet Basil. Soudain, piqués par un invisible éperon (un rêve saumâtre, une fille qui passe, la simple envie de rendre hommage à la musique avant de mourir), Ricky Ford et Sonny Fortune se sont mis à jouer. Trois bonnes heures qu'ils jouaient, si l'on veut, une nuit assez banale, mais là, c'est devenu perceptible dans la fluidité même de l'air, dans ce qui s'est peint d'étrange sur les bouches, dans la façon dont les regards se sont tendus - en club, la musique invisible se voit, elle fait des apparitions, - ils se sont mis à jouer vraiment. Ça n'a pas duré bien longtemps. Ni l'un ni l'autre ne sont à proprement parler John Coltrane ou Sonny Rollins. Cela a duré le temps exact d'une existence entière.

Ils étaient alors devenus un peu des deux à la fois et beaucoup plus encore. Malheur à ceux qui venaient de partir ! On fait toujours trop tôt le deuil d'une espérance. Le club est l'espace même que l'on a tous quitté trop tôt. C'est la boîte du rêve et du temps suspendu. Un lieu d'après la vie. Un instrument de musique dont nous serions tous, bien tassés, les marteaux, les cordes, les pistons, la vibration. La plupart du temps, il faut bien le dire, il ne s'y passe strictement rien (c'est faux). Et alors ?

Le club est au croisement exact d'un lieu (une cave, chevaliers de la table ronde, traillère...), d'une pratique (la musique improvisée), de la nuit qui passe et de sa propre présence. Lieu géométrique. Autant dire que c'est le lieu idéal du mythe. C'est ce qui intimide les profanes. Ils ont peur de ne pas savoir faire. Quand applaudir ? Faut-il claqueter des doigts ? Que boire ? Et, comme Cécile Volanges prend le cordonnier pour son futur époux, on trouve

vite des allures de dealer au premier venu (généralement, un sympathique employé de banque qui a tous les disques de Chet Baker en édition japonaise). Alors que, dans les clubs, ça ne se fait plus.

En club, les musiciens sont approchables, présents, démythifiés, surmythifiés. La plupart du temps, il faut descendre. L'escalier, les enfers, l'envers des bordels où l'on montait jadis, tout contribue. Clemenceau : « Le meilleur dans l'amour, c'est l'escalier. » Dans la musique aussi, c'est souvent le meilleur, l'escalier.

C'est la nuit. C'est la nuit que vient la musique. La musique vient avec la nuit. Pas seulement en dehors des heures ouvrables, en dehors des heures attelées, non, en dehors même des heures de gaieté, de spectacle, en dehors des heures humaines, il y a une expression pour ça : *after hours*. Après les heures. Les musiciens jouent pour les musiciens, après leurs heures de musiciens. Ils se relaient. Ils se montrent des plans. C'est de moins en moins vrai. De plus en plus, d'une certaine façon. Assez toutefois pour entretenir l'illusion qui suffit à exciter le désir de club un peu partout, dans des villages, dans des bourgades où se crée la parodie très vériste du club de jazz.

Les festivals, les fameux cent quarante-deux festivals de l'été même, se font fort aujourd'hui de prolonger les nuits de concert en club, en boîte, en bar. C'est héroïque. On a alors l'occasion d'entendre d'assez mauvais musiciens dont c'est l'unique chance et le soir de gloire. C'est très difficile à jouer, les instruments de musique. On a tendance à l'oublier. L'ascèse des clubs rappelle à cette dure vérité.

Les clubs de jazz, que la chanson de Jonasz un peu nase nomme les « boîtes de jazz », sont des lieux d'après le temps. On y entend Sonny Rollins revenu de l'enfer (début 1970). C'est au Village Vanguard une nuit de pleine lune. Keith Jarrett n'est encore qu'un jeune homme timide quand Miles Davis vient l'écouter au Chat qui pêche (avec J.F. Jenny Clark et Aldo Romano). De voir le même Miles au Slugs s'installer à la première table fait immédiatement pousser une fièvre à la lèvre supérieure d'Emilio Rava (trompettiste). Hannibal Marvin Peterson sort d'une ombre rouge pour jouer comme on n'a jamais entendu de trompette jouer. New-York, 1973. Chet Baker ou Ronnie Scott, à Londres.

Dexter Gordon, itou. Le Café Montmartre à Copenhague, le Shelly Manne's Hole à Los Angeles. Les drôleries du présentateur du Keystone Corner, à San-Francisco (Roy Haynes est aux drums). Kenny Burrell brode d'élégantes variations sur la Marseillaise au Hong Kong Bar de L.A. : 14 juillet (1977). Michel Portal joue à jouer du niou-orlins dans le style de Johnny Dadds. On entend tous les soirs (richepin : les Affamés) Jacques Thollot par le souvenir qui prend l'air de la rue (la reguin chagrin, en 1965) : le frère s'invente à Paris. Bernard Lubat cherche René Thomas (il est au bar), qui cherche Bernard Lubat (il revient au bar) : le Riverbop... On sait évidemment sans y être comment ça se passait chez Pontrelli (L.A.), quand les quatre souffleurs attaquaient Four Brothers en taquant, on n'y était pas plus qu'au Minton's, où Charlie Christian arrachait des accords à l'impossible, pas plus qu'au Vanguard (Coltrane et Dolphy) ou à Kansas-City ce jour où Coleman Hawkins est venu se mesurer aux saxophonistes d'Ellington (au petit matin, la Cadillac mauve dans un platane).

On n'y était pas plus que la nuit où Mingus s'est douloureusement séparé de « Bird et Bud », tous deux passés en larmes de l'autre côté du miroir, pas par faiblesse (Mingus !), mais par survie. Mais on sait. On sait qu'on ne sait rien. Que le club est un test de Rorschach. La théorie de la folie ordinaire. On sait que des esprits forts qui ne croient pas aux horoscopes sont convaincus que Rollins a joué au Dreyer une nuit d'octobre. On sait que des gens qui rient dans les églises ont entendu Chet jouer quand il ne jouait plus. La magie continue, contre vents et marées.

Parce qu'en club on est tous plus ou moins musiciens.

On regarde les mains des bassistes comme Had-dock, dans les *Sept Boules de cristal*, qui, tous les soirs, fixe le prestidigitateur changeant l'eau en vin. On apprend tous les soirs. On n'apprend rien. Il peut arriver, une fois tous les deux ans, que l'infinité patience des nuits blanches soit récompensée d'une interruption de quelques minutes de musique. C'est beaucoup, quelques minutes de musique. C'est énorme. C'est insensé. C'est si probable.

F. M.

Trade
DOSSIERS
DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

Numéro spécial
**LES
RÉFUGIÉS**

possible du nombre
marchand de

CULTURE

La mort de Guy Dumur

Un homme à l'écoute

Guy Dumur, critique dramatique au *Nouvel Observateur*, s'est noyé le 30 juillet à l'île de Majorque où il se trouvait en vacances. Il était âgé de soixante-neuf ans. (Nos dernières éditions du 31 juillet.)

« Mais pourquoi n'est-ce pas Guy ? »

C'était la question. En mon for intérieur je me la posais, tel ou tel soir, au théâtre, quand les choses allaient de guingois, quand la pièce donnait de la bande : cette adaptation d'un roman célèbre, le traducteur de cette comédie anglaise, ou tout simplement l'auteur de cette pièce, pourquoi n'est-ce pas Guy ?

Car Guy Dumur savait écrire. Il n'était pas seulement un homme de grande culture, une intelligence ouverte, et ce qui devient une rareté, un être d'une extrême distinction d'esprit, non, il était, avant tout, un écrivain. C'est-à-dire quelqu'un qui a un monde à exprimer, et les mots pour ce faire.

« La critique est aisée », paraît-il. C'est faux. La critique est difficile, et c'est une tâche ingrate puisque, de nos jours, les critiques ne sont pas aimés. Or il y a une chose qui échappe entièrement aux auteurs, aux metteurs en scène, aux acteurs, à tous ceux qui tombent à bras raccourcis sur les critiques dramatiques, c'est qu'il existe des hommes qui sont des écrivains nés, qui sont à même d'écrire de beaux livres, romans, poèmes, et de belles pièces, et qui ne peuvent s'y résoudre parce qu'ils manquent d'une certaine estime de soi, d'une certaine assurance, et, plus encore, parce que leur cœur les pousse à l'écoute d'autrui bien plus qu'à l'écriture d'eux-mêmes. Aux-mêmes, ils se connaissent bien, ça suffit. Ce qui les anime, c'est la découverte d'un inconnu. Ce qui leur donne l'élan de continuer leurs jours c'est d'épauler un débutant.

Cela c'était Guy Dumur. Sa parfaite élégance d'âme et son imagination (qu'il taitait) l'orientaient de préférence vers une certaine Angleterre et il a, de toute son énergie, suscité les premiers pas de Peter Brook, par exemple, mais cette même élégance lui faisait écouter très attentivement des voix toutes contraires. Il y a une belle

page de Carlo Goldoni qui m'a toujours fait penser à Guy. Je ne peux pas la citer telle quelle : c'est à la campagne, loin de mes livres, que cette nouvelle affreuse du départ de Guy m'atteint. Mais voici : peu de temps avant de mourir, Goldoni, qui vit à Paris, énumère, dans ses *Mémoires*, les journaux qui rendent compte des pièces de théâtre. Lui, cet immense auteur, il les aime, les critiques. Il voit en eux des experts, des consultants, plus simplement aussi des spectateurs qui ont l'occasion de dire les choses. Et Goldoni précise qu'il médite sur ce qu'écrivent les critiques, que le regard ou l'oreille du critique lui a permis plus d'une fois de redresser une erreur. Et Goldoni regrette même que certains journaux publient trop tard les observations du critique dramatique, parce que, dit-il, les choses se passent mieux lorsqu'une amélioration est apportée tout de suite. Cette page me faisait penser à Guy Dumur, qui écrivait dans un hebdomadaire, le *Nouvel Observateur*. Sa déception était de ne pas avoir la chance d'écrire dans un quotidien. Moi, j'aurais justement, ce soir, préféré attendre huit ou dix jours pour dire ma peine de l'avoir à présent perdu, j'aurais pu peut-être dire des mots plus justes. C'est comme ça, ceux que l'on aime et estime on veut leur dire adieu tout de suite et l'on a la gorge nouée de ne plus jamais pouvoir se murmurer, le soir, dans l'ombre du théâtre : « *Mais bon Dieu, bon Dieu, pourquoi n'est-ce pas Guy ?* »

MICHEL COURNOT

Né le 17 novembre 1921 à Bordeaux, Guy Dumur pratique le théâtre dès son enfance, comme acteur. C'est après la Libération qu'il devient journaliste. Passionné par l'action de Jean Villat, il participe à la fondation de la revue *Théâtre Populaire* avec Bernard Dort, Roland Barthes, Jean Duvignaud, et il a suivi toutes les péripéties de l'aventure théâtrale, de Jouvet à Dullin à Planchon et Bob Wilson. Il aimait le théâtre anglais, la rigueur de ses comédiens, de ses auteurs dont il a adapté plusieurs pièces. Il était également spécialiste de *Franklin D. Roosevelt* et avait écrit *Le Théâtre de l'histoire*, dans l'encyclopédie de la Pléiade. Il participait régulièrement à l'émission de France Inter « *Le théâtre et la plume* ». De 1985 à 1989, il a été président du Syndicat de la critique dramatique et musicale.

EXPOSITIONS

► Les secrets de la fabrication du livre. Du 24 septembre au 30 novembre prochain, la société Du Pont de Nemours organise, dans le cadre du Palais de la découverte, une exposition consacrée à la fabrication du livre. Professionnels, amateurs éclairés ou grand public pourront pénétrer dans les coulisses de l'impression, et savoir, par exemple, comment utiliser un blanchet ou éditer une photographie. L'exposition sera illustrée d'un exemple concret : la description des étapes nécessaires à la réalisation du livre de Yann Layman et Simon Padisani, *La Mer des chansons*.

► Renseignements : Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, Paris (8^e). Tél. : 69-82-52-53.

► « Derrière le rideau ». La Caisse nationale des monuments historiques et des sites organise jusqu'au 15 septembre une exposition

intitulée « Derrière le rideau ». Cette évocation originale de l'univers des costumes de théâtre et d'opéra contemporains rassemble pour la première fois à Paris des pièces de collections privées et des œuvres de créateurs de renom comme Jacques Schmidt ou Daniel Pourcel. Présentée sous forme de tableaux (*Le Manteau imaginaire*, *Le Sirois*, *Le Pavillon d'Aurore*) cette exposition rassemble tout un ensemble de maquettes, masques, bijoux et costumes des grands décorateurs français des cinquante dernières années, dans le cadre majestueux de l'hôtel de Sully.

► Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Métro : Bastille ou Saint-Paul. Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 11 heures à 19 heures, jusqu'au 15 septembre. Tarifs : 18 francs ; réduit et groupes : 10 francs ; moins de 13 ans : 5 francs.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

Numéro spécial.

LES RÉFUGIÉS

Face à la croissance irrésistible du nombre de réfugiés, le Haut-Commissariat, en pleine crise financière, reste désemparé. L'Occident, lassé de payer la facture, ferme ses portes. Les tragédies succèdent aux drames. *Le Monde Dossiers et Documents* fait le point sur une situation explosive.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CARNET DU Monde

Naissances

— Stéphanie JANICOT
— Patrick DELBOURG

sont heureux d'annoncer la naissance de

Juila,

le 25 juillet 1991, à Rennes.
Delbourg-Janicot,
58, rue Vieille-du-Temple,
75003 Paris.

Décès

— Lausanne (Suisse).
M. Joseph Agopian,
son épouse,
Allié et Antonio Parra (Madrid),
Thérèse et Philippe Gindraux
(Genève).
Véronique et Paul Potocki (Paris).
Paul et Elise Agopian (Lausanne).
Michèle et Marie-Hélène Agopian
(Lyon).
ses enfants.
Ainsi que ses petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Achikhe ACOPIAN,
née Masrat,
survenue le 20 juillet 1991, à l'âge de
quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

PARIS EN VISITES

JEUDI 1^{er} AOUT

« L'hôtel Saint-Louis et son quartier », 10 h 30 et 14 h 45, métro Jacques-Bonheur (V. de Langlade).
« L'Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée.
« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (P.-V. Jassé).
« De la place des fêtes au Pré Saint-Gervais », 14 h 30, métro Place-des-Fêtes (Paris pittoresque et insolite).
« Paris-Byzance : un après-midi autour de la Bourse et de l'icône byzantine », 14 h 30, hall du Musée de Cluny (Le Cavalier bleu).
« L'abbaye de Port-Royal de Paris (vestige des bâtiments du dix-septième siècle et projection de documents) », 14 h 30, 123, boulevard de Port-Royal, devant la chapelle (Société des Amis de Port-Royal).
« De la maison de Jacques Coeur à l'église des Blancs-Manteaux », 14 h 30, métro Rivoli (Musée des Archives, côté BHV (Sauvegarde du Paris historique)).
« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
« Promenade de la place Royale à la maison parisienne de Jacques Coeur », 15 heures, métro Saint-Paul (Musée de la Ville de Paris).
« Promenades à travers l'ancien village des Batignolles », 15 heures, devant l'église Saint-Marie des Batignolles, place Charles-Fleurbaey (Monuments historiques).
« Notre-Dame de Paris : symbolisme et architecture », 15 heures, portail central.
« Aux turleries : évocation du palais et des jardins », 15 heures, place de la Concorde, au pied du Musée de l'Orangerie, place Charles-Fleurbaey (Monuments historiques).
« La Sorbonne. Histoire, évolution, réformes, le grand amphithéâtre spécialement ouvert », 15 heures, 13, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Les Monuments retrouvés au Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly (Approche de l'art).
« Le Sain et ses vieux ports, les nautiles, la batellerie », 17 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autistique).
« Hôtels célèbres du Marais (Marmottan) », 21 heures, métro Saint-Paul/Marais (Rue des Vies).

— M^{me} Paul Bougenaux,
son épouse,
M. et M^{me} Marc Bougenaux,
Anne-Charlotte,
Marie-Caroline Bougenaux,
ses enfants,
M^{me} Lucille Chanteclair-Bougenaux,
Jean et Rosine Bougenaux,
son frère et sa sœur,
Et leurs familles.
Les familles Rausil, Chanteclair,
Le Cog,
ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Dien de

M. Paul BOUGENAU,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
ancien directeur général
du Plaza-Albade à Paris,
ancien directeur général
du groupe SEGH à Genève,
président du Trianon Palace Hôtel
à Versailles,
survenu le 29 juillet 1991, à Paris, dans
sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 1^{er} août, à 11 heures, en l'église
Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16^e.
« Pourquoi cherches-tu parmi les
morts celui qui est vivant ? »
Luc, XXIV, 5.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
3, rue Debroux,
75116 Paris.

— M^{me} Jacques Bouquet,
M. et M^{me} Michel Bouquet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Louis Bouquet
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Aissa
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BOUQUET,
survenu le 29 juillet 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 1^{er} août, à 16 h 30, en la chapelle
Saint-Roch, à Sorèze-Moussel (Eure-et-Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.

76, rue Lecourbe,
75015 Paris.

— M. et M^{me} Pierre Doucet
Et leurs enfants,
ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Alice CHARETON,
survenue le 21 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-
unième année.

13, rue Ménard,
30000 Nîmes.

— M^{me} de Gargan Charpentier,
M. et M^{me} Gargan Charpentier Wal-
ter,
M^{me} Dominique Charpentier,
M^{me} Max Roger,
M. et M^{me} Christian Gilbert de Bois-
roger,
M. François Roux,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès
subit de

M. Guy CHARPENTIER,
inspecteur général des finances,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à son domicile, le 28 juillet
1991, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 2 août, à 10 h 30, en la
chapelle Saint-Honoré d'Eylau, place
Victor-Hugo, Paris-16^e, suivie de l'in-
humation dans le caveau de famille.

Une messe sera dite ultérieurement à
Lolif (Manche).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Henry Dalvy,
son épouse,
Bertrand et Hayvya Dalvy-Poulain,
Laurent et Vincente Dalvy-
Muscatello,
Jean-Michel et Patricia Bagt-Dalvy,
ses enfants,
David, Alexandre, Thomas, Pierre-
Nicolas, Marion et Delphin,
ses petits-enfants,
Et les familles Dalvy, Prevost, Koch,
Delcourt, Muller, Brunschwig et Bozzi,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henry DALVY,
survenu le jeudi 25 juillet 1991, à l'âge
de soixante-sept ans.

Les obsèques se sont déroulées dans
la plus stricte intimité, le 27 juillet.

56, rue de Rudolheim,
68110 Illzach.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 95 F

Thèses étudiants 50 F

— M^{me} Gruner Schlumberger
et ses enfants,
M. et M^{me} Frank Davidson,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean Lebel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Arnaud de Vity,
leurs enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

Henri-Georges DOLL,
survenu à Montfort-l'Amaury, le 25
juillet 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité au Val-Richer, le 29 juillet.

90, rue de Varenne,
75007 Paris.

— Le personnel de Schlumberger
a le regret de faire part du décès de

Henri-Georges DOLL,
ancien président
du conseil d'administration
de Schlumberger Limited,

survenu à Montfort-l'Amaury, le 25
juillet 1991.

Henri-Georges Doll est l'un de ceux
qui contribuaient le plus à faire de
Schlumberger une grande société de
services pétroliers. Dès 1926, il se jo-
ignait à Conrad et Marcel Schlumberger
qui avaient entrepris des recherches
géophysiques. En 1927, à Pechelbronn,
il enregistrait les premières mesures de
résistivité électrique dans un sondage
pétrolier, donnant son essor à la nou-
velle société Schlumberger. Préconisant
le rôle essentiel de la recherche,
H.-G. Doll fut à l'origine des techni-
ques fondamentales des services
Schlumberger, atouts essentiels de l'in-
dustrie pétrolière. Il créa le centre de
recherche de Ridgefield aux Etats-Unis,
sachant s'entourer de jeunes chercheurs
originaux des meilleures universités.
Henri-Georges Doll s'était retiré de
Schlumberger en 1967 et vivait à New-
York.

— Le Syndicat professionnel de la
critique dramatique et musicale,
Son président,
Son comité,
Ses membres,
ont la très grande douleur de faire part
du décès de leur ami et ancien président

Guy DUMUR,
19, rue du Renard,
75004 Paris.

(Lire ci-contre.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri GARTNER,
ancien combattant
de la guerre 1939-1945,

survenu le 29 juillet 1991, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi
1^{er} août.

On se réunira à la porte principale
du cimetière parisien de Bagneux, à
9 heures.

De la part de
M^{me} Julia Gartner,
son épouse,
Didier et Sabine Bromberg,
Anne et Noemi,
ses petites-filles,
Et de toute la famille.

— M^{me} Roger Huberson,
M. et M^{me} Francis Huberson
et leurs enfants,
M. et M^{me} François Liseux
et leurs enfants,
font part du décès de

M. Roger HUBERSON.

Les obsèques religieuses auront lieu
le vendredi 2 août 1991, à 15 h 30, à
Cervières.

Cervières,
42440 Noirmoutier,
2 bis, rue Mimerue,
21000 Dijon.

71, rue John-Lennon,
78180 Montigny-Le Bretonneux.

— Les membres du laboratoire de
psychologie expérimentale (CNRS et
université René-Descartes)
ont perdu en la personne de

Dominique LÉPINE,

un ami et collègue irremplaçable.

Ils s'associent à l'immense chagrin de
sa famille.

— Ses amis
Et collègues du CNRS,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Dominique LÉPINE,

survenu le 29 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine
de sa famille.

— UFR de psychologie de l'univer-
sité René-Descartes, Paris-V.
Le directeur de l'UFR,
Le président du conseil scientifique,
Et tous ses collègues,
ont la douleur de faire part du décès de

Dominique LÉPINE,
directeur de recherches au CNRS,
survenu le 29 juillet 1991.

— Michel, Violette, Claire, Lionel,
Raphaël Lefi,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère, belle-mère et grand-mère.

Colette ELISE LEVY,
veuve de Jean Lefi,

survenu le 30 juillet 1991.

L'inhumation aura lieu le 1^{er} août, à
9 h 15, au cimetière du Montparnasse,
dans la plus stricte intimité.

— Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean LORIMY,
née Marie-Thérèse Lemarcel,

le 19 juillet 1991.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité, le 22 juillet, à Beauval-en-Caux,
où elle repose aux côtés de son époux.

Jean LORIMY,
décédé le 27 septembre 1989.

20, rue Alfred-de-Vigny,
75017 Paris.

— M. et M^{me} Pierre Moal
ont la douleur de faire part du décès de
leur fils,

Eric MOAL,
architecte,

survenu le 28 juillet 1991, à l'âge de
trente-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 1^{er} août, à 16 heures, en l'église
Saint-Germain du Chesnay, où l'on se
réunira.

Un registre à signatures tiendra lieu
de condoléances.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Chesnay.

13, avenue de Villars,
78150 Le Chesnay.

— M^{me} Daniel Rat,
née Marjorie Ravassod,
et sa fille Escale,
M. Pierre Rat,
son père,
Toutes les familles alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel RAT,

survenu à Paris, le 27 juillet 1991, à
l'âge de quarante-six ans.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée en l'église Saint-Vincent-de-Paul à
Paris, suivie de l'inhumation au cime-
tière des Noës dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.

11, rue Condorcet,
75009 Paris.

15, rue Alexandre-Lecorcher,
Les Noës,
10420 Troyes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Garith WINDSOR,
ancien rédacteur en chef de *Réalités*
(édition anglaise),

survenu le 26 juillet 1991, à l'âge de
quatre-vingt ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi
2 août au cimetière de l'Est dit du
Père-Lachaise, boulevard de Ménil-
montant, Paris-20^e, à 11 heures.

Anniversaires

— Il y a un an, le 1^{er} août 1990,

Françoise LÉGER

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connue et aimée
se souviennent et s'unissent en pensée
à la messe qui sera célébrée pour elle le
1^{er} août 1991 à La Colonne de San-Pere,
Arta, Mallorca.

De la part de
François Léger et de ses enfants
Catherine, Bernard, Philippe, Denis et
Paul-Louis.

— Il y a cinq ans,

Jean-Maurice MARTIN,
premier secrétaire général
de la Fédération,

quittait les siens.

Une amicale et pieuse pensée est
demandée à ceux qui l'ont connu et
aimé.

— Le 1^{er} août 1988,

Dominique
PUJADE-LAURAIN,
née Pélissier,

nous quittait.

Pour tous ceux qui l'aimaient, elle
reste présente.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

ÉCONOMIE

Le déficit budgétaire sera supérieur aux prévisions

Le gouvernement prévoit la poursuite d'une croissance faible en 1992

BILLET

Bull envers et contre tout

«Conforme aux prévisions», les pertes de 1,93 milliard de francs enregistrées par Bull sur les six premiers mois de 1991 ont été annoncées par le constructeur français d'ordinateurs avec une relative sérénité. Engagé dans un profond plan de restructuration depuis novembre 1990, le groupe informatique ne pouvait certes pas s'attendre à vite, si vite, à un redressement spectaculaire. L'environnement est exécrable, répète-t-on, et n'apporte rien. Même IBM, le géant mondial, a connu l'un des débuts d'années les plus noirs de son histoire. Le géant d'Armonk, comme les autres, paie en termes de rentabilité l'évolution récente qui impose aux constructeurs d'abandonner des produits à architecture fermée, clientèle captive et fortes marges pour des systèmes «ouverts», standards, donc beaucoup plus concurrentiels. Il reste que les résultats de Bull sont préoccupants. Les pertes au premier semestre 1990, donc avant la mise en œuvre des mesures de redressement, étaient inférieures, s'établissant alors à 1,88 milliard de francs. Et une bonne partie des mesures d'économies décidées par M. Francis Lorentz, président de Bull, ont été mises en œuvre sur les six premiers mois de cette année. La groupe aurait déjà procédé à 6 000 suppressions d'emplois sur les 8 500 programmées.

Bref, le rétablissement du constructeur repose désormais entièrement sur le deuxième volet du plan de mutation de M. Lorentz, à savoir le toilettage de l'offre. Ce rechappage plus coûteux encore est surtout plus long à produire ses effets. Le lancement depuis le début de l'année d'une série de produits destinés à fonctionner en environnement ouvert n'a pas empêché le constructeur français d'enregistrer au premier semestre 1991 une contraction de 4 % de son chiffre d'affaires, provoquée en grande partie par des ventes médiocres dans les micros et... les grands systèmes, ceux-là mêmes qui sont fabriqués par NEC, conséquence directe des hésitations sur cette affaire.

M. Francis Lorentz avait adopté une démarche progressive : suspendre les contacts en cours, réorganiser de fond en comble l'offre de produits et le groupe, partir enfin en quête d'alliances stratégiques. Matignon pourrait bien tirer argument des résultats récents pour pousser le patron de Bull à passer plus rapidement que prévu à la troisième phase. Et se chercher, parmi les grands américains (DEC, Hewlett-Packard ou NCR) un partenaire susceptible de l'appuyer dans son redéploiement. Les fuites alimentées par la Rue de Varenne semblent en tout cas témoigner de cette impatience. M. Lorentz n'y est d'ailleurs pas forcément hostile. De retour des États-Unis, il devrait en tout cas s'en ouvrir au ministre de l'Industrie mercredi 31 juillet. On pourrait à nouveau parler négociations en septembre.

CAROLINE MONNOT

Usinor-Sacilor attaqué par les Britanniques. — Le gouvernement britannique a demandé mardi 30 juillet à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur la prise de participation de 10 % du Crédit lyonnais dans Usinor-Sacilor, afin de déterminer s'il ne s'agit pas d'une «aide indirecte du gouvernement français à son industrie sidérurgique». Dans une lettre adressée à Sir Leon Brittan, commissaire européen à la concurrence, M. Peter Lilley, ministre britannique du commerce et de l'industrie, affirme qu'il «partage profondément les inquiétudes de British Steel sur les effets potentiellement négatifs d'un apport de fonds supplémentaires à Usinor-Sacilor sur la concurrence dans l'industrie européenne de l'acier».

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a reconnu, mardi 30 juillet, que la prévision de déficit budgétaire pour 1991 (80 milliards de francs) «sera dépassée» (nos dernières éditions du 31 juillet). La croissance restant faible, les recettes fiscales pourraient être inférieures de 35 à 40 milliards de francs à ce qui était attendu. Pour 1992, le ministre d'Etat ne s'attend pas à une croissance supérieure à 2 %.

En quelques jours, le ton de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a changé. Jusqu'à présent, interrogé sur l'évolution du déficit budgétaire, il répondait invariablement que celui-ci serait stabilisé cette année (à 80 milliards de francs) ou s'accroîtrait «de l'épaisseur du trait». Mardi 30 juillet, le

ministre a reconnu devant la presse que l'aggravation du déficit budgétaire était «une certaine épaisseur». En cette période de préparation du budget de 1992, le ministre de l'économie a clairement choisi de ne pas pécher par optimisme. Rappelant que la croissance économique avait été nulle au premier trimestre et risquait de l'être au deuxième, le ministre a déclaré que l'hypothèse de progression du PNB retenue pour 1992 serait proche de 2 % (le gouvernement table sur 1,5 % cette année). Dans ce contexte, la croissance des dépenses publiques sera limitée à 3 % au maximum, c'est-à-dire à peine plus que la hausse des prix prévue pour l'an prochain (le Monde du 26 juillet).

Les budgets de l'éducation nationale et de la recherche seront donc les principaux bénéficiaires des augmentations de dépenses, avec des crédits s'inscrivant respectivement en hausse de 5,7 et 5,9 %. La justice sera également favorisée (+5 %). L'industrie, la ville, le logement

social, la culture, la jeunesse et la solidarité seront autant d'autres secteurs dans lesquels, selon M. Bérégovoy, «des efforts seront faits». La défense, elle, devrait subir une diminution de ses crédits en valeur de 1 %.

Le meilleur budget possible pour M. Auroux

L'objectif affiché par M. Bérégovoy est de conduire une politique «visant à maîtriser le déficit budgétaire, sans tomber dans le dogmatisme». On connaît en septembre le projet final de budget pour 1992 : jusqu'à là, les hypothèses de conjoncture, la répartition précise des crédits entre ministères, la charge prévue de la dette publique (dixième poste de dépense après l'éducation nationale) sont encore susceptibles d'être révisés.

M. Bérégovoy a tenu ses propos au sortir d'une réunion, à l'hôtel Matignon, avec le premier ministre M^{me} Edith Cresson, le ministre du

budget M. Michel Charasse et une délégation de parlementaires socialistes, conduite par les deux présidents de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, MM. Jean Auroux et Claude Estier. M. Auroux a déclaré que «les priorités du gouvernement sont celles du groupe socialiste».

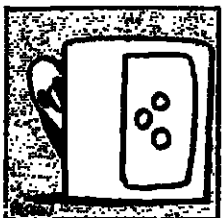
Affirmant que les impôts ne «seront pas relevés», M. Auroux a ajouté que le groupe socialiste ne souhaitait pas un «allongement» du déficit budgétaire, car «il faudrait le payer soit en impôt, soit en endettement». M. Auroux a renouvelé son soutien au gouvernement, mercredi 31 juillet sur RTL, en soulignant que le projet de budget pour 1992 était «le meilleur budget possible dans la situation actuelle», tout en se défendant de faire «l'apologie de la rigueur».

Pour M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, il s'agit d'un «budget difficile», mais qui reste «orienté à gauche, par les priorités (éducation, recherche), mais

aussi par les bonnes surprises (jeunesse et sports, environnement) et les efforts d'économie, par exemple concernant la dépense militaire». Plus critique, M. Emile Zuccarelli, président du MRG, regrette dans un communiqué que «les réductions et les suppressions budgétaires effectuées d'une manière autoritaire par le ministre des finances puissent affecter les projets des collectivités locales». «On risque ainsi d'obtenir un ralentissement économique, qui va au-delà de l'économie budgétaire recherchée», a ajouté M. Zuccarelli.

Le secrétaire général adjoint du RPR, M. Nicolas Sarkozy, observe pour sa part que le projet de budget pour 1992 «traduit le désarroi des socialistes face à la situation financière de la France». «Les socialistes ont mené grande vie, ont jeté l'argent par les fenêtres : aujourd'hui, on paye le prix de cette mauvaise gestion», a ajouté M. Sarkozy, en ajoutant que «finalement, on sera obligé d'augmenter les impôts».

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International



Abou-Dhabi cherche à sauver partiellement la banque

L'ajournement, jusqu'au 2 décembre, de la liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), décidé mardi 30 juillet par la Haute Cour de justice de Londres, devrait permettre à l'actionnaire principal, l'émirat d'Abou-Dhabi, de mettre sur pied un plan de sauvetage de l'établissement formé le 5 juillet dernier pour «frauder à grande échelle» (nos dernières éditions du 31 juillet).

LONDRES

correspondance

Dès l'ouverture de l'audience, M^{re} David Johnson, avocat de l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire à 77,4 % de la BCCI, a causé la surprise en présentant la proposition de son client, qui se déclare prêt à indemniser partiellement les petits déposants dont les avoirs sont actuellement gelés. Le juge a estimé «suffisant» et «généreux» cet engagement à dédommager jusqu'à 5 000 livres sterling (50 000 francs) la majorité des 48 400 détenteurs de comptes libellés en monnaie britannique. Pour appuyer sa requête, M^{re} Johnson a précisé que 50 millions de livres avaient été transférés la veille à cet effet dans la succursale de Bishopsgate de la National Bank of Abu Dhabi qui contrôle, la famille princière. En outre, un accord avait été conclu le même jour avec le syndicat Touche Ross pour le paiement d'une partie des salaires des 1 200 employés du siège de Leadenhall Street et des vingt-quatre agences de la BCCI en Grande-Bretagne, son principal centre d'activités commerciales.

Fortes pressions

L'arrêt du juge, Sir Nicholas Browne-Wilkinson, marque un nouveau revers pour la Banque d'Angleterre, qui pilote l'action internationale contre la BCCI. Le 22 juillet, la même cour avait, en effet, déjà donné un premier démenti à la Banque centrale et aux hommes de l'émirat pour parvenir à un sauvetage de la BCCI. L'institut d'émission avait justifié sa demande en liquidation par la nécessité de mettre en route le système de protection officiel des dépôts. Celui-ci garantit aux épargnants le remboursement de 75 % de leurs avoirs, avec un maximum de 15 000 livres. Aux yeux de la «vieille dame» de Threadneedle Street, la BCCI ne pouvait jamais se remettre du plus grand scandale bancaire de l'histoire, mieux valait mettre les clés sous la porte.

Le nouveau répit accordé à la BCCI est la conséquence des fortes pressions exercées par les multiples associations de défense des déposants, en majorité des immigrants naturalisés, originaires du sous-continent indien, et d'une cinquantaine d'autorités locales qui avaient confié leurs fonds à cette banque créée il y a dix-neuf ans par le financier pakistanais Aghe

Hasan Abedi. Selon les rumeurs qui avaient circulé dans la City avant l'audience de mardi, Cheikh Zayed, qui passe pour l'un des hommes les plus riches du monde, avait écarté toute possibilité de renflouer financièrement une banque ébranlée par une affaire mêlant trafics de drogue, dictateurs de tous bords et financiers véreux.

Dans ces circonstances, comment expliquer pareille volte-face ? Cheikh Zayed, président des Émirats arabes unis, a toujours préféré l'ombre discrète des antichambres à l'éclat de la gloire. Or les projecteurs de l'actualité auraient été inévitablement braqués sur le palais après l'ordre de liquidation. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a en effet accusé de complicité, sans les nommer, des «représentants de l'actionnaire principal». Or, d'après les éléments du rapport d'audit secret de la firme Price Waterhouse, dévoilé par l'institut d'émission pour justifier sa requête, deux membres du «cercle magique» d'Abou-Dhabi figurent parmi les bénéficiaires des largesses de la BCCI. Il s'agit de M. Zafar Iqbal, l'actuel directeur général de la BCCI, et de M. Faris Al Mazrui, qui préside le département des affaires privées de la cour (Emiri Divan).

De plus, la liquidation de la branche britannique de la BCCI aurait entraîné celle, à très court terme, de BCCI SA, domiciliée au Luxembourg, et de BCCI Overseas, basée aux îles Caïmans. Toutes deux, détenues par le holding BCCI dont le siège est aussi à Luxembourg, ont été placées sous administration judiciaire par l'institut monétaire du Grand-Duché. Or, la priorité pour Cheikh Zayed, était de préserver BCCI SA, qui contrôle les activités de la banque dans douze pays, dont les Émirats arabes unis. Enfin, l'actionnaire abou-dhabien aurait reçu des assurances du Foreign Office sur la bienveillance du gouvernement de M. John Major à son égard. Allié privilégié de la couronne, il a soutenu financièrement et militairement l'effort de guerre de la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe.

C'est à un pénible exercice que Cheikh Zayed va devoir se livrer dans les mois qui viennent. Pour tenter de sauver la BCCI, ses conseillers disposent du plan de restructuration mis au point le 3 juillet, soit deux jours avant la suspension de ses activités. En vertu de ce schéma, l'établissement serait reconstitué autour du noyau dur de la Bank of Credit and Commerce Emirates, rebaptisée Emirates Union Bank, basée à Abou-Dhabi et toujours en activité. Les succursales du Proche-Orient et du Pakistan seraient également intégrées au nouvel ensemble. Malgré la mise sous administration judiciaire de BCCI Overseas, dont dépend la branche du Pakistan, les autorités d'Abou-Dhabi négocient directement son rachat avec celles de Karachi. Une présence de la BCCI serait maintenue à Londres et à Hongkong.

M. R.

Secours dans la City

Suite de la première page

«Le travail prendra au moins trois ou quatre années», lâche un partenaire-associé en s'engouffrant dans le bâtiment laissé à l'abandon, gardé par des vigiles peu amènes. Sur la porte d'entrée, épinglée des initiales dorées de la banque, un avis a été placardé : «Touche Ross est navré d'annoncer qu'aucun retrait de liquidité n'est possible». L'euphémisme serait-il une sorte de garde-fou dans ce calamiteux polka qui n'a rien d'un roman d'épave ? Une pancarte indique que les 37 000 m² de locaux sont à louer.

Le QG de la BCCI se tapit au centre d'une toile d'araignée d'où rayonnent tous les scandales de la première place financière européenne. Peu d'institutions de cet flot vireux de trois siècles sont épargnées par une affaire d'Etat qui est à coup sûr une mauvaise affaire pour la City. Bloties à un jet de pierre du siège de la banque, les assureurs de Lloyd's pensent leurs plaies après s'être fait gruger dans de sombres histoires de carapace de café déposées en or en Floride. Ce racket avait été mis sur pied par la même filiale américaine de la BCCI que celle qui avait blanchi les scandales par les activités illicites de la banque au profit de riches clients du Proche-Orient, de dictateurs de tout poil et de trafiquants de cocaïne. L'éclatement de la zone est de la City, où se concentrent les affaires de shipping ou de fret, les marchés de matières premières, le fixing de l'or ; toute une palette de services utilisés par ce supermarché mondial de l'arabe.

L'écho du krach résonne au-delà de la Tour de Londres, aux remparts crénelés, dans le quartier de Whitechapel, colonisé par les immigrés asiatiques, qui avaient placé leurs fonds auprès des agences de la BCCI d'origine pakistanaise. L'ouest de Square Mile, le centre financier, n'échappe pas aux secousses, car les courtoisies qui ont pignon sur rue sont aujourd'hui menacées de procès par leurs clients pour avoir conseillé et organisé les placements auprès de l'établissement en cause. Les «morts» et les «blessés» se comptent déjà par dizaines dans la City.

A première vue, les hauts murs sans fenêtres qui protègent la Banque d'Angleterre étouffent la crise du dehors. Personne ne peut rien lire sur le visage du haut fonctionnaire qui nous reçoit au rez-de-chaussée de la direction générale. Quelques deux milliards de livres (environ 20 milliards de francs) appartenant à la BCCI-United Kingdom sont entreposés dans les coffres situés deux étages plus bas. «Ce n'est pas une affaire bancaire, c'est du domaine de la politique. Le climat actuel préjudiciable à un rythme démentiel de ces filiales luxueuses situées dans les coins les plus prestigieux, où le prix du mètre carré est le plus élevé, tout en payant des salaires supérieurs à la moyenne. Je doute que les recettes légales aient pu couvrir de tels frais fixes», note ce représentant d'une banque française. Dans ce sanctuaire de blasons et de flanelle grise, faire rapidement disparaître le signe du malin génie de l'éducation. Dans ce genre de clubs, «on ne pardonne jamais à ceux qui trahissent la célèbre devise : «Ma parole vous sert de garantie». Certains néanmoins trouvent que la City a décidément la mémoire bien courte. Evidemment, dans les pubs du Leadenhall Market, point d'ancrage des banquiers, ceux qui tentent

dépendance de la Banque d'Angleterre, gardienne des banques vis-à-vis de sa tutelle, le Trésor.

Ce déballage de linge sale ne risque-t-il pas d'effriter l'institution au moment où celle-ci est en quête d'une plus grande autonomie dans le cadre de l'union monétaire européenne ? «Non. Aucun des grands partis ne souhaite une telle évolution pour l'instant». Même les commentateurs dégauchis s'accrochent à la performance du gouverneur lors de sa déposition devant la commission des finances de la chambre des Communes, le 23 juillet, n'ébranlant pas le flegme du grand commis-gentleman. La presse affirme que Robin était nerveux, qu'il se montrait les dents. Mais est-ce qu'il n'a pas le temps, même lorsqu'il parle de cricket, son sport favori. Voilà tout, monsieur...

Banque naturelle des Asiatiques

Le cabinet d'audit Price Waterhouse est la seconde victime du scandale BCCI. L'auteur des onze rapports confidentiels rédigés pour la Banque d'Angleterre au cours des trois dernières années pourrait être traîné devant les tribunaux pour négligence par le cheikh Zayed, émir d'Abou-Dhabi, qui détient 77 % des parts de la BCCI. Comment expliquer qu'une maison aussi vénérable que «PW» ait apposé sans ciller son paraphe «True and fair» (vrai et honnête) au bas des comptes couvrant les années 1987-1988-1989 ? «C'était un puzzle énorme, avec des milliers de pièces, mais sans image globale. Dès qu'on s'y retrouvait un peu, cela se compliquait, c'était du domaine du surréalisme», expliquait le 6 juillet Ian Brindle, senior partner.

En juillet-août, le poulx de la City se sont levés sur le champ de courses d'Ascot ou le gazon de polo de Windsor que dans les bureaux qui dominent la courbe de la Tamise, fleur-de-figue le long duquel la City a essaimé ses gratte-ciel. Parmi les banquiers qui se bousculent le 27 juillet au bar de la Paddock Room de l'hippodrome d'Ascot, pour assister au Diamond Day, rares sont ceux qui reconnaissent avoir eu affaire avec les financiers de la BCCI. «Faut-il en parler de notre association ? Difficile à dire. Je ne peux que vous conseiller de regarder dans le rapport annuel», ironise un responsable de l'Association britannique des banques. «Personne de sens n'aurait pu de relations commerciales avec ces gens. Ils étaient bannis du circuit des cocktails bancaires. La City a toujours considéré avec suspicion ces outsiders», souligne un analyste d'une grosse maison de courtage. «Je me suis toujours demandé comment ils faisaient pour financer l'ouverture à un rythme démentiel de ces filiales luxueuses situées dans les coins les plus prestigieux, où le prix du mètre carré est le plus élevé, tout en payant des salaires supérieurs à la moyenne. Je doute que les recettes légales aient pu couvrir de tels frais fixes», note ce représentant d'une banque française.

Dans ce sanctuaire de blasons et de flanelle grise, faire rapidement disparaître le signe du malin génie de l'éducation. Dans ce genre de clubs, «on ne pardonne jamais à ceux qui trahissent la célèbre devise : «Ma parole vous sert de garantie». Certains néanmoins trouvent que la City a décidément la mémoire bien courte. Evidemment, dans les pubs du Leadenhall Market, point d'ancrage des banquiers, ceux qui tentent

de comprendre la culture financière du tiers-monde musulman sont largement minoritaires. L'écrivain Antoine Sampson, auteur du célèbre *Anatomy of Britain*, insiste sur le contexte culturel différent : «Les Asiatiques considèrent la BCCI comme leur banque naturelle, leur champion. Après tout, c'était une banque solide, qui appartenait à l'un des hommes les plus riches de la terre. Le fait qu'elle n'ait jamais bénéficié du plein statut bancaire au sens de la loi anglaise ne signifiait pas grand chose aux yeux de la clientèle».

Michael Lewis a travaillé trois ans auprès de la filiale londonienne du courtier américain Salomon Brothers, avant d'écrire son best-seller, *Liar's Poker* (poker menteur), ouvrage au vitriol sur les hommes de la City qui savent s'accommoder des richesses d'autrui. «Régulièrement, on me téléphonait de la BCCI pour passer des ordres d'achat de bons du Trésor, à terme, pour cent ou deux cents millions de dollars. Mes interlocuteurs étaient des nafs qui ne cherchaient même pas à se protéger contre ce type de négoce risqué. Parfois, des secrétaires de vingt ans, des gamines, me contactaient, plaçant des fortunes sans rien y comprendre, c'était ahurissant», dit-il. L'ex-courtier, aujourd'hui à la retraite, après un moment d'exclamation : «On ne pouvait jamais de questions, l'intermédiaire financier se porte d'autant mieux que le client est bête».

Culture criminelle

Avant de prendre congé, M. Lewis nous confie le numéro de téléphone de son marchand de journaux, dont toutes les économies étaient entre les mains de la BCCI. «Chaque fois que j'avais demandé à ma banque anglaise un crédit pour développer mon commerce, je me heurtais à un refus. Même auprès de la National Westminster, chez qui j'avais travaillé pendant cinq ans. La BCCI était la seule banque qui comprenait le petit, qui traitait les immigrants comme des êtres humains. Par ailleurs, la durée d'ouverture de mon agence était plus longue que dans les autres banques du coin».

«La culture de cette banque était criminelle». La phrase de M. Robin Leigh-Pemberton n'est pas arrivée accidentelle au dix-huitième étage du building de Bishopsgate qui accueille l'Abu Dhabi Investment Authority, l'organisation qui chapeaute la BCCI. «Nous n'avons rien à voir avec la BCCI, nous négocions seulement des actions et des obligations», affirme un membre de l'Etat-major. Le dossier, semble-t-il, dépend directement de l'entourage du chef de l'Etat, le cheikh Zayed, et du prince héritier dont les portails dorés de la résidence de l'émirat sont les lieux de rendez-vous des milieux d'affaires proche-orientaux montrant du doigt l'entourage du président des Émirats arabes unis, constitué de banquiers originaires du Pakistan. «Tous sont liés sur le même modèle. Formés en Grande-Bretagne, ils connaissent parfaitement le mode de fonctionnement de la City. Musulmans de choc, ils ont appris à contourner l'intérêt frappant le versement de l'intérêt. Ce sont des gens qui ont une conscience islamique aigüe pour avoir souffert du statut d'immigré. Ce sont surtout des financiers très compétents», confie un banquier européen très introduit dans les sphères dirigeantes de Karachi et de Lahore. Bousc emmaillés, les Pakistanais de la BCCI ? «Everything is so simple. Puisqu'on vous répète que dans cette affaire de la BCCI, tout est si simple».

MARC ROCHE

مركز الاتصال

ÉCONOMIE

Alors que le patron de Renault juge «convenable» le compromis

Les constructeurs automobiles nippons sont encore très réservés sur l'accord CEE-Japon

M. Raymond Lévy, le patron de Renault, est satisfait de l'accord sur l'ouverture progressive du marché européen aux voitures nippones. Ce compromis est «convenable», a-t-il estimé mardi 30 juillet, se démarquant de PSA, M. Jacques Calvet. «Cet accord est l'aboutissement d'une ligne de conduite médiane entre des positions ultra-libérales et un extrémisme ultra-protectionniste que personne ne peut accepter», a-t-il expliqué.

Pour M. Lévy, des suppressions d'emplois dans l'automobile européenne sont inévitables, les constructeurs devant combler leur retard dans l'organisation du travail avant l'an 2000, date de l'ouverture totale du marché communautaire.

Le Japon devrait se prononcer dans les jours à venir sur l'accord de la semaine dernière. Mais les constructeurs sont encore réservés.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais ne semblent pas très chauds pour signer l'accord

de principe intervenu entre leurs négociateurs à Bruxelles et ceux de la Communauté européenne sur les ventes d'automobiles nippones en Europe. Les constructeurs sont certes satisfaits d'une ouverture progressive d'un marché convoité, dont leur part devrait passer de 11 % à 16 % entre 1993 et 1999. Mais ils hésitent pour allécher qu'elle soit, cette proposition leur donne aussi l'impression d'un piège.

Si cette part du marché comprend bien l'ensemble des véhicules de marque nipponne quelle que soit leur origine (fabrication au Japon ou en Europe), comme l'entendent les Européens, en signant l'accord, les Japonais reconnaissent de fait la notion de «transplants» que jusqu'à présent ils rejettent. Pour eux, il existe une distinction entre des véhicules fabriqués au Japon et des véhicules fabriqués en Europe

mais les seconds doivent être considérés comme étant d'origine européenne (comme l'est par exemple une Ford produite en Allemagne).

Si, sur ce principe, ils semblent inflexibles, ils acceptent en revanche de discuter sur le problème plus particulier du taux d'intégration des pièces détachées (c'est-à-dire du pourcentage de pièces produites localement intégrées au véhicule). L'argument mis en avant par les constructeurs européens, notamment français, selon lequel il faut en outre tenir compte des pesanteurs auxiliaires ces derniers sont confrontés du fait d'usines plus anciennes, avec des problèmes de main-d'œuvre qui en limitent la compétitivité - alors que leurs concurrents japonais disposent d'installations nouvelles à forte intégration technologique - leur semble plus difficilement acceptable : il revient en effet, soulignent-ils, à pénaliser le progrès.

volontaires (16 % du marché). C'est d'ailleurs l'interprétation de l'accord donné par plusieurs journaux nippons.

Les géants Toyota et Nissan viennent ainsi de décider d'accroître leur production annuelle dans leurs usines en Europe. Toyota produira 200 000 voitures (et non 100 000 comme prévu initialement) dans ses usines de Derby en Grande-Bretagne. Celles-ci entreront en activité en 1992. Pour pallier toute inclusion dans les quotas des voitures produites sur place, Toyota infléchit en outre sa stratégie en Europe en cherchant désormais des accords de production avec les constructeurs locaux.

De son côté, Nissan, qui a commencé à fabriquer des véhicules dans son usine de Thunderland dès 1984, fera passer la production européenne annuelle de 120 000 à 220 000 à partir de 1992. Nissan est le constructeur japonais dont le niveau de production en Europe est le plus élevé : la firme dispose d'une autre unité de production en Espagne.

Pour l'instant, Honda, également implanté en Grande-Bretagne, n'a pas encore annoncé de changements dans ses objectifs de production : 100 000 véhicules seront produits dans l'usine de Birmingham à partir de 1992.

Les constructeurs qui ne sont pas encore implantés en Europe

sentent qu'ils risquent d'être défavorisés s'ils restent de simples exportateurs. Et ils s'activent : Mitsubishi a passé un accord avec Volvo pour produire des véhicules en Europe à partir de 1995. En revanche, Mazda est plus gêné : ses exportations en Europe représentent 20 % du total des ventes nippones mais la firme n'a pas encore d'unité de production sur place. Aussi ce constructeur négocie-t-il actuellement avec son partenaire Ford Motor une implantation commune en Europe.

PHILIPPE PONS

□ 40 000 suppressions d'emplois prévues dans l'automobile britannique - 40 000 emplois supplémentaires seront perdus dans l'automobile britannique d'ici au milieu de 1992 en plus des quelque 30 000 qui ont disparu depuis un an, a annoncé mardi 30 juillet la Société des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT). Dans l'année qui vient, les constructeurs réduiront leurs effectifs de 15 000 personnes (soit 6 %) et la distribution de 25 000. Les ventes de voitures neuves sont en baisse de 31 % par rapport à leur record d'il y a deux ans. Après avoir culminé à 2,3 millions d'unités en 1989, elles pourraient tomber à 1,5 million cette année, selon les industriels.

Le PCF pourrait voter une motion de censure

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste français et président de son groupe à l'Assemblée nationale, a annoncé mardi 30 juillet «une grande campagne nationale» d'affiches et de tracts contre l'accord CEE-Japon sur l'automobile.

L'Humanité, mercredi, titre en première page «Empêchons le désastre» pour annoncer cette campagne décidée par le bureau politique du PCF.

Celui-ci a adopté, mardi 30 juillet, une déclaration dénonçant la «véritable capitulation» que représente, selon lui, la participation du gouverne-

ment français à l'accord du 26 juillet. M. Lajoinie a indiqué que, «s'il y avait une motion de censure qui rejette cet accord», les députés communistes la voteraient «sans hésiter» et qu'ils sont prêts, sur cette question, à «faire alliance avec le diable» (le groupe communiste de l'Assemblée nationale n'est pas assez nombreux pour déposer lui-même une telle motion). «Nous ne pouvons pas accepter qu'un accord aussi important, qui met en cause l'avenir du pays, soit simplement signé par des ministres. Il faut que le Parlement en soit saisi», a ajouté M. Lajoinie.

Ne pas céder sur les «transplants»

En attendant que les autorités japonaises aient tranché en faveur ou non de l'accord de principe intervenu à Bruxelles, les constructeurs semblent faire comme si les véhicules produits sur place ne faisaient pas partie des contingentements annuels

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENERALI

COMPTE RENDU 1990

(en milliers de \$US) *	1990	1989
Primes brutes	5.582.873	4.871.611
Primes cédées	- 688.489	- 656.631
Primes nettes	4.894.384	4.214.980
Revenus nets des placements	1.261.783	963.938
Intérêts technique servis à la Branche Vie	- 643.404	- 618.471
Résultat de la gestion technique	- 273.307	- 187.345
Profits et charges diverses	- 9.117	4.991
Résultat des activités ordinaires	325.955	293.103
Profits sur cessions de titres et d'immobilisations	165.098	201.656
Moins-values sur dépréciation de titres	- 155.482	- 70.013
Impôts	- 24.836	- 78.504
Résultat des autres produits et charges	- 15.219	52.189
Bénéfice de l'exercice	310.736	345.242

- On a converti tous les chiffres au change Lire/Dollar 1:120,15.
- Le chiffre d'affaires réalisé par la Compagnie en 1990 s'élève à 5.582,8 millions (+14,6% par rapport à l'année précédente en même temps de l'année). Le chiffre d'affaires par la Branche Vie et 3.948,1 pour les Branches Domestiques.
- Le total des placements est de 14.474,1 millions de \$US soit une augmentation de 14,6%.
- Les revenus nets des placements ont atteint 1.261,8 millions de \$US soit une augmentation de 14,4%. Le taux moyen de rendement ressort à 8,2%. Les profits réalisés ont atteint 149,4 millions sur les ventes de titres, 21,7 millions sur les ventes d'immobilisations.
- Le bénéfice de l'exercice s'élève à 310,7 millions (-10,0% par rapport à l'année précédente), de ce profit, un montant de 218,5 millions a été affecté aux réserves, dont 201,8 millions à la «Réserve extraordinaire».
- Le dividende est constitué d'une distribution en espèces de 180 lignes par action, brut de retenues selon la loi, ainsi que de l'attribution d'une action d'épargne Allianz Assicurazioni, avec jouissance au 1^{er} janvier 1991, pour chaque paquet de 250 actions Generali détenues.
- Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 5.185,6 millions de \$US soit une augmentation de 16,4 millions par rapport à l'exercice précédent.
- L'Assemblée a confirmé dans sa fonction d'Administrateur le Directeur Général Gianfranco Gully, coopté au cours de la séance du Conseil du 14 mai dernier.
- Au cours de cette assemblée extraordinaire a été approuvée l'augmentation de capital social, passant de 1.108 millions de lire à 1.457,5 millions par l'émission de 145.750.000 actions au prix de 10.000 lire par action, soit avec une prime de 10.000 lire, destinées au service de 145.750.000 warrants, souscrits par un Consortium pour l'offre aux actionnaires sur termes de la loi et en application de l'article 2441, paragraphe 7 du Code Civil.
- Enrico Randone a été nommé Président d'honneur par acclamation; Eugenio Coppola et Giovanni De Presidenti; Antonio Bernheim, Francesco Gignone, Carlo della Torre et Tasso Confalonieri Vice-présidents; Eugenio Coppola et Giovanni De Presidenti Administrateurs délégués.

BILAN CONSOLIDÉ 1990

ACTIF (en milliers de \$US) *	1990	1989
Immobilisations et entreprises agricoles	5.035.324	4.594.308
Titres à revenu fixe	18.049.915	15.468.654
Actions et participations	5.284.184	4.877.047
Prêts	2.181.861	1.551.491
Dépôts de réassurance	518.845	571.779
Dépôts bancaires	1.933.679	1.282.394
Débiteurs et autres actifs	4.185.117	3.602.005
	37.181.426	31.915.878
PASSIF (en milliers de \$US) *		
Provisions techniques	28.864.284	24.514.301
Dépôts de réassurance	309.966	272.159
Autres passifs	2.503.493	2.318.195
Quote-part des tiers	885.935	460.733
Patrimoine net	4.203.849	3.841.701
Bénéfice de l'exercice	413.908	507.689
	37.181.426	31.915.878

- Sont pris en compte les résultats de 86 Compagnies d'assurances opérant sur une quarantaine de marchés (y compris 7 Sociétés Europ. Assistances), 20 Sociétés financières, 26 Immobilis. et 3 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 60%.
- Les primes brutes ont atteint 12.496,5 millions de \$US (+14,2%), dont 4.353,8 millions pour la Branche Vie et 7.597,7 millions pour les Branches Domestiques. La répartition géographique est la suivante: Italie 38,4%; autres pays de la CEE 30,1%; Europe hors CEE 16,6%; pays extra-européens 14,9%.
- Le total des placements est de 32.996,3 millions de \$US (+16,5%).
- Le revenu des placements est de 2.647,9 millions de \$US (+20,2%) dont 64,1% provenant des titres à revenu fixe, 14,1% des biens immobiliers, 9,0% des actions et participations, 6,1% des dépôts bancaires et 7,7% d'autres formes d'investissements.
- Les provisions techniques nettes s'élèvent à 28.864,3 millions de \$US (+17,7%).
- Le patrimoine net est de 5.035,3 millions de \$US, dont 83,7% reviennent à la Compagnie et 16,3% représentent la quote-part des tiers.
- L'exercice présente un bénéfice de 413,9 millions de \$US (-18,5%) qui est obtenu de la façon suivante:
(en milliers de \$US) *

	1990	1989
Bénéfice de la Compagnie mère	310.736	345.242
Bénéfice des autres Compagnies	1.063.414	306.782
Ajustements de consolidation	- 820.742	- 77.336
Bénéfice total	493.408	574.688
Intérêts minoritaires	- 68.500	- 66.197
Bénéfice de l'exercice	413.908	507.689

Le Groupe Generali opère en France au travers de La Concorde, la Compagnie Continentale d'Assurances, Generali France, La Fédération Continentale, L'Equité, l'Européenne de Protection Juridique, la Lutèce et Europ Assistance.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

مركز الاستثمار

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			15 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
7 ^e ARRONDISSEMENT			16 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2 PIÈCES 60 m², 1 ^{er} étage	50, rue de Bourgogne SOLVÉG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 300 + 1 077 6 637	2 PIÈCES 52 m², 1 ^{er} étage loggia, parking	23-25, rue Lottier LOC INTER - 47-45-16-84 Frais de commission	4 799 + 512 3 726	3 PIÈCES 82 m², 1 ^{er} étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	8 608 + 650 5 058
8 ^e ARRONDISSEMENT			19 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2 PIÈCES 55 m², 2 ^e étage possib. parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 550 + 1 284 4 716	2 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage	51, avenue Bugeaud AGIFRANCE - 47-27-44-79 Frais de commission	7 371 + 788 5 245	3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVÉG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 907 6 781
2-3 PIÈCES 78 m², 3 ^e étage	4, rue Robert-Etienne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 200 + 1 097 6 624	5 PIÈCES DUPLEX 132 m², 5-6 ^e étages parking	4, rue Félicien-David SOLVÉG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 553 + 1 600 15 065	5 PIÈCES DUPLEX Immeuble neuf 179 m², 4-5 ^e étages terrasses 75 m²	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVÉG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 440 19 525
5 PIÈCES 196 m², 3 ^e étage	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	29 300 + 4 853 21 096	20 ^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 40 m² 1 ^{er} étage	NEUILLY 39, rue Permetier AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	3 700 + 640 2 632
11 ^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			3-4 PIÈCES 88 m² 4 ^e étage	NEUILLY 4-8, av. de Breteville SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 680 + 1 984 7 689
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	3 PIÈCES 65 m², 2 ^e étage cave, parking	19, rue d'Annam AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 285 + 1 050 3 746	4 PIÈCES Immeuble neuf 92 m², 3 ^e étage parking	SÈVRES 5-11, av. de la Division-Lacour SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 250 + 1 381 5 220
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	94 - VAL-DE-MARNE			4-5 PIÈCES Immeuble neuf 110 m², 4 ^e étage parking	SÈVRES 5-11, av. de la Division-Lacour SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 050 + 1 635 5 796
12 ^e ARRONDISSEMENT			95 - VAL-D'OISE			94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 102 m², 6 ^e étage Parking	106, rue de Charenton SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 800 + 970 5 616	5 PIÈCES 105 m², 4 ^e étage parking	LE CHESNAY 11, rue des Deux-Frères AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	5 884 + 894 4 471	4 PIÈCES 107 m², 3 ^e étage parking	JOINVILLE 8, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 750 + 811 4 860
14 ^e ARRONDISSEMENT			95 - VAL-D'OISE			3 PIÈCES 67 m², 4 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 1, place du Marché-Leclerc LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	7 661 + 896 5 166
2 PIÈCES 51 m², 8 ^e étage cave, balcon parking	Le Plaisance 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	6 200 + 509 4 412	2 PIÈCES 52 m², 1 ^{er} étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 14-18, rue du D-Tissot LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	3 747 + 990 2 970	4 PIÈCES 97 m², 6 ^e étage terrasse 2 parkings	SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	9 772 + 888 7 326
3 PIÈCES DUPLEX 104 m², 9-10 ^e étages cave parking	Le Plaisance 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	13 500 + 1 045 9 607	3 PIÈCES Immeuble neuf 67 m², 3 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 200 + 900 5 184	4 PIÈCES 84 m², 7 ^e étage terrasse 2 parkings	VINCENNES 83-85, rue DeFrance LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	7 423 + 870 5 670
4 PIÈCES 85 m², 2 ^e étage cave, balcon, park.	Le Plaisance 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	8 400 + 899 5 977	3-4 PIÈCES Immeuble neuf 82 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 400 + 1 083 5 328	2 PIÈCES 50 m², 3 ^e étage balcon parking	VINCENNES 84, rue DeFrance LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	4 714 + 510 3 890
4 PIÈCES 89 m², 7 ^e étage cave, balcon parking	Le Plaisance 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	9 100 + 891 6 476	4 PIÈCES Immeuble neuf 90 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 900 + 1 190 5 688	95 - VAL-D'OISE		
4 PIÈCES DUPLEX 100 m², 9-10 ^e étages box, cave, balcon	Le Plaisance 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	14 500 + 1 004 10 318	4-5 PIÈCES Immeuble neuf 108 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 200 + 1 435 6 624	PAVILLON 7 PCES DUPLX, 148 m² jardin 753 m²	CERGY 4, clos de Mandelieu AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	9 042 + 545 8 434

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF

AGIFRANCE
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

RESIDENCES HOTELIÈRES
HOME PLAZZA

LOC INTER
Transactions Tél. : 47-45-19-97

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

Les augmentations du mois d'août

Hausse des prix du gaz, du métro, des autoroutes et du timbre-poste

Plusieurs hausses de prix ou de tarifs publics vont intervenir, comme chaque année, au début du mois d'août, après le feu vert donné par le ministère de l'économie. Les tarifs des transports en commun parisiens (SNCF banlieue, RER, RATP) augmentent en moyenne de 5,8 % (le Monde du 23 juillet). Les sociétés d'autoroutes sont autorisées à relever les péages. La hausse moyenne de 4,3 % est inférieure à la hausse des prix (10 %) constatée depuis la dernière augmentation qui était intervenue le 5 janvier 1989, indique un communiqué du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace. 221 km d'autoroutes seront en outre lancés en 1991, soit nettement plus qu'en 1990.

Autres hausses autorisées : celle du gaz naturel (+ 2 % le 1^{er} août) livrée à la clientèle des secteurs résidentiel et de la petite industrie, et celle du timbre-poste à 2,50 F au lieu de 2,30 F pour le pli urgent qui, elle, n'interviendra que le 19 août.

Les prix de détail sont restés très sages en juin

	VARIATIONS (en %)			
	EN 1 AN (juin 90-juin 91)	EN 6 MOIS (juin 90-juin 91)	EN 3 MOIS (juin 90-juin 91)	EN 1 MOIS (juin 90-juin 91)
ENSEMBLE	+ 3,3	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2
ALIMENTATION	+ 2,4	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,1
Habillément et articles textiles	+ 2,5	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,2
Autres produits manufacturés	+ 2,9	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2
SERVICES	+ 4,1	+ 2,3	+ 1,1	+ 0,5
Produits manufacturés du secteur privé	+ 2,4	+ 1,7	+ 0,8	+ 0,3
Services du secteur privé	+ 4,1	+ 2,3	+ 1,1	+ 0,5
Tarifs publics énergie	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,2
dont tarifs publics	+ 1,5	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,4
dont électricité	+ 1,5	+ 1,3	+ 0,8	+ 0,4
dont produits pétroliers	+ 6,7	+ 3,9	+ 1,3	+ 0,6
Loyers, sans distributeurs	+ 4,9	+ 2,9	+ 1,4	+ 0,8
Services de santé	+ 4,4	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,1
Ensemble moins énergie	+ 3,1	+ 1,8	+ 0,8	+ 0,3
Ensemble moins tabac et alcool	+ 3,3	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2
Ensemble moins tabac	+ 3,3	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2

L'INSEE a confirmé mardi 30 juillet la bonne performance réalisée par la France en juin en matière d'inflation. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,2 %, soit 3,3 % en glissement annuel (de juin 1990 à juin 1991). Calculé sur un an, le taux d'inflation de la France était donc le mois dernier inférieur à celui enregistré en Allemagne (+ 0,5 %). Mardi, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a déclaré que la hausse des prix devrait être inférieure à 3 % l'an prochain.

En juin, l'augmentation des prix a été modérée dans tous les grands secteurs : alimentation, produits manufacturés, services. Au sein de ces catégories, les fruits (+1,5 %), les légumes (+0,8 %), l'essence (+1 %), les consommations dans les cafés (+0,7 %), les services de vacances, de sport et de camping (+1,1 %) ont connu une hausse mensuelle importante.

L'Association française des banques porte plainte contre les AGF

L'Association française des banques (AFB) a déposé début juillet, auprès du procureur de la République de Paris, une plainte pour publicité mensongère contre les Assurances générales de France (AGF). Les banquiers estiment qu'en variant leur dernier produit, le compte « Libraticif » à 7 %, les AGF laissent croire qu'il s'agit d'un compte-chèques courant. L'AFB reproche ensuite à l'assureur de recommander à l'utilisateur de « Libraticif » de n'utiliser son chèque que pour ses grosses dépenses et de conserver pour les plus petites son compte bancaire habituel.

De plus, souligne l'AFB, il n'est jamais mentionné que le chèque délivré pour toute ouverture d'un « Libraticif » est celui de la Banque du Phénix, filiale des AGF. Celles-ci ont indiqué, mardi 30 juillet, n'avoir reçu aucune notification de cette plainte, laquelle a été déposée sans constitution de partie civile.

EN BREF

o TWA demande la protection de la loi sur les faillites. - Trans World Airlines (TWA) a annoncé le 30 juillet la conclusion d'un accord avec ses créanciers, aux termes duquel la compagnie aérienne américaine va être temporairement mise sous la protection de la loi sur les faillites. Son président, M. Carl Icahn, devra abandonner sa participation majoritaire dans le capital. TWA, confrontée depuis plusieurs mois à de graves difficultés financières et lourdement endettée, va ainsi devenir le cinquième transporteur aérien à être placé sous la protection d'un juge des faillites depuis décembre dernier. - (AFP)

o L'URSS achète près de 500 000 tonnes de blé américain subventionné. - L'Union soviétique a acheté 499 240 tonnes de blé américain à des prix subventionnés, pour livraison vers la fin de l'été, a annoncé le 30 juillet le département américain de l'agriculture. Cette transaction est accompagnée d'une subvention moyenne de 51,01 dollars par tonne dans le cadre du programme

L'accord sur VEV-Prouvost est signé

Epilogue du feuilleton sur le sauvetage du numéro trois français du textile, VEV-Prouvost (11 000 salariés) : le protocole d'accord sur la reprise du groupe par un pool bancaire associé à l'homme d'affaires M. Pierre Barberis, a été signé lundi 29 juillet.

Le lendemain, M. Barberis a été nommé PDG et M. Régis Bello, qui assurait depuis quelques semaines la direction du groupe, directeur général. VEV a également annoncé la cession de sa filiale Gravographe (machines à graver) récupérant ainsi 76 millions de francs. Contrairement à ce qui avait été prévu, la vente ne se fait pas au profit des salariés mais du groupe bancaire Rothschild et C^o et du fonds d'investissement Euris (à raison de 87 % et 13 % du capital). Chez Rothschild, on explique que le principe de la reprise de l'entreprise par les salariés (RES) - que l'on espérait boucler en septembre - n'est pas remis en cause, mais que ce type d'opération prend du temps. Les deux établissements feront donc du portage des titres pour le compte des salariés moyennant « un rabais important sur le prix de vente, revenu de 930 à 750 millions ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 31 juillet 1991
DES ARRETES

- du 25 juillet 1991 fixant le nombre des étudiants de première année de pharmacie admis à poursuivre leurs études pharmaceutiques au-delà de la première année à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 1991-1992 ;
- du 25 juillet 1991 fixant le nombre des étudiants de première année du premier cycle des études médicales autorisés à poursuivre leurs études en médecine à la suite des épreuves terminales de l'année universitaire 1991-1992

NEW-YORK, 30 juillet ↑

Au-dessus des 3 000 points

Pour la quatrième fois de l'année, la grande Bourse de New-York a franchi la barre psychologique des 3 000 points à l'indice Dow Jones. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de hausse s'est poursuivi durant presque toute la séance du 30 juillet, de sorte qu'à la clôture, le « Dow » s'établissait à la cote 3 016,32 avec un gain de 31,08 points (+ 1,04 %). Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 060 valeurs traitées, 1 021 ont monté, 530 ont baissé et 509 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, le déclenchement de la hausse a été favorisé par l'annonce d'une progression de 17 % des résultats de Boeing et, dans la foulée, par un programme informatique d'achat qui a profité à toutes les « Blue Chips ». D'autre part, les investisseurs ont pris des positions dans l'espoir que le sommet soviéto-américain de Moscou débouche sur la conclusion de quelques accords économiques de grande portée. En dehors de cela, il n'y a vraiment rien de nouveau, faisait remarquer M. Michael Metz, vice-président d'Oppenheimer. Quand le marché monte, l'intérêt se réveille. Cela donne une réaction économique qui toutefois contribue à freiner l'avance du marché. Selon une étude du Conference Board, principal organisme de recherche du patronat, la confiance des consommateurs s'est effritée en juillet. L'activité a néanmoins augmenté et 168,95 millions de titres ont changé de mains contre 136 millions la veille.

VALEURS	Cours du 29 juillet	Cours du 30 juillet
Alcoa	88 7/8	90 3/8
AT&T	26 7/8	27 1/8
Boeing	43 5/8	48 1/2
Chemical Bank	48 1/4	49 1/4
Du Pont de Nemours	48	48 3/4
Essex Steel	40 3/8	40 1/2
General Electric	58 1/4	58 1/2
General Motors	32 3/4	33 1/4
IBM	72 3/4	73 1/8
Johnson & Johnson	67 1/8	67 3/4
ITT	101 3/8	101 5/8
ITT	57	57 1/2
McDonald	67 1/8	67 3/4
Pfizer	81 5/8	81 3/4
Schering-Plough	61 1/4	61 3/4
Tempco	64 1/8	65 1/4
Union Carbide	138 1/2	139 1/4
United Tech.	47 1/2	47 3/8
Westinghouse	52 3/4	53 1/4
Xerox Corp.	57 1/2	57 3/8

LONDRES, 30 juillet =

Stable

Les valeurs ont évolué en dents de scie mardi 30 juillet au Stock Exchange pour finalement s'établir en baisse symbolique de 0,02 % à la clôture. Après avoir varié toute la journée autour des 2 600 points, l'indice Footsie a gagné 0,6 point à 2 595,6 au terme des transactions. Le volume des échanges s'est élevé à 1 553,4 millions de titres contre 527,2 millions lundi.

Les prises de bénéfices après les gains de la veille et la prudence affichée par la Confédération des Industriels britanniques (CBI) dans son dernier rapport ont nettement contribué à la morosité ambiante.

FAITS ET RÉSULTATS

o Rhône-Poulenc-Ror : les résultats sont en retard sur les prévisions. - Rhône-Poulenc-Ror, division pharmaceutique (de droit français) du numéro un français de la chimie, annonce pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 68 millions de dollars, soit plus que prévu par rapport à celui de la période correspondante de 1990, pour un chiffre d'affaires accru de 6 % à 925 millions de dollars (+ 281,2 %) et le chiffre d'affaires de 1 853,4 millions de dollars (+ 11 %).

Les prises de bénéfices après les gains de la veille et la prudence affichée par la Confédération des Industriels britanniques (CBI) dans son dernier rapport ont nettement contribué à la morosité ambiante.

PARIS, 30 juillet ↓

Nouveau tassement

Deuxième séance de repli mardi à la Bourse de Paris. La séance n'avait pourtant pas trop mal commencé avec une timide reprise (+ 0,11 %) à l'ouverture matinale. Mais progressivement, le marché devait repasser le majeur terrain acquis initialement. Vers 11 heures, l'indice CAC 40 était revenu au point d'équilibre. Dans l'après-midi, son repli atteignait 0,22 %. Au plan des affaires, le plus grand calme a régné.

Difficile d'attendre plus. A la veille de la fin du mois de juillet, les grands capitaux du placement, nombreux sur le départ, ont fait baisser les prix. Des ajustements se produisent, souvent plus favorables à la baisse qu'à la hausse. Les investisseurs n'auront plus qu'à surveiller les machines pendant leur absence.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, s'est borné à indiquer durant sa conférence de presse hebdomadaire le déficit budgétaire pour 1991 serait supérieur aux 80,7 milliards de francs prévus et que la croissance pour 1992 serait de 2 %. Pas brillant. En définitive, les opérateurs n'avaient que le résultat de la dernière enquête trimestrielle menée par l'INSEE auprès des industriels à se mettre sous la dent. A peine plus croquante. Les prévisions s'établissent en majorité autour d'un ralentissement de la demande, tant française qu'étrangère, dans les mois à venir. Mais quand ? Nul n'est en mesure de le dire.

TOKYO, 31 juillet ↑

Nouvelle hausse

Pour la seconde séance consécutive, le Kabuto-cho a monté mercredi, si bien monté même que, pour la première fois depuis le 1^{er} juillet dernier, l'indice Nikkei repassait en clôture le 31 juillet le barre des 24 000 points pour s'établir à la cote 24 120,75, avec une avance de 248,12 points (+ 1,04 %).

La fermeté de Wall Street, l'espoir que le gros du scandale japonais est désormais passé, la bonne tenue du yen, l'augmentation des achats à terme autant de raisons qui ont poussé le marché de l'après-midi. Les professionnels se plaignent du suivi timoré des institutionnels. D'après eux, la Bourse tokyoaise n'est devenue montante qu'au dernier moment, après que les investisseurs ont pris des positions durant la deuxième partie de la séance, quand des ventes provenant de fonds étrangers ont été demandées de remboursements et d'investisseurs soucieux de prendre leurs bénéfices se sont produits. L'activité n'a pas moins continué d'augmenter et 330 millions de titres ont changé de main contre 280 millions la veille.

VALEURS	Cours du 30 juillet	Cours du 31 juillet
Alcatel	1 140	1 180
Bridgestone	1 580	1 580
Fuji Bank	2 020	2 020
Honda Motor	1 880	1 880
Mitsubishi Bank	1 700	1 720
Mitsubishi Heavy	723	728
Sanyo	8 100	8 100
Tokai-Mitsubishi	1 680	1 680

o Rhône-Poulenc-Ror : les résultats sont en retard sur les prévisions. - Rhône-Poulenc-Ror, division pharmaceutique (de droit français) du numéro un français de la chimie, annonce pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 68 millions de dollars, soit plus que prévu par rapport à celui de la période correspondante de 1990, pour un chiffre d'affaires accru de 6 % à 925 millions de dollars (+ 281,2 %) et le chiffre d'affaires de 1 853,4 millions de dollars (+ 11 %).

Les prises de bénéfices après les gains de la veille et la prudence affichée par la Confédération des Industriels britanniques (CBI) dans son dernier rapport ont nettement contribué à la morosité ambiante.

o Rhône-Poulenc-Ror : les résultats sont en retard sur les prévisions. - Rhône-Poulenc-Ror, division pharmaceutique (de droit français) du numéro un français de la chimie, annonce pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 68 millions de dollars, soit plus que prévu par rapport à celui de la période correspondante de 1990, pour un chiffre d'affaires accru de 6 % à 925 millions de dollars (+ 281,2 %) et le chiffre d'affaires de 1 853,4 millions de dollars (+ 11 %).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	3420	3445	Immob. Hénaff	885	885
Amnat Associes	286 10	286 10	Immob. Computer	180	180
B.A.C.	128	122 80	LP.B.M.	80	80
Banque Paribas	900	890	Loca Invest	248 50	248 50
Banque Paribas	353	353	Loca Invest	75	75
Banque Paribas	224	224	Meca Com	115	115
Banque Paribas	902	890	Meca Com	150	150
Banque Paribas	380	378	Publ. Fipacchi	386	405
Banque Paribas	880	700	Realt	780	780
Banque Paribas	163	163	Rhone-Alp. Em. (Ly.)	297 40	297 40
Banque Paribas	276	276	S.H.M.	160	160
Banque Paribas	901	901	Select Invest (Ly.)	102	102
Banque Paribas	265	265	Selco	374	374
Banque Paribas	1000	1000	S.M.T. Goupil	130	130
Banque Paribas	178 70	178 70	Supra	270	270
Banque Paribas	410	412	TFI	338 10	338 10
Banque Paribas	1600	1600	Thermador H. (Ly.)	270	270
Banque Paribas	498	498	Unilog	195	195
Banque Paribas	900	878	Val et Co	87 50	87 50
Banque Paribas	328 80	328 80	Y. St-Laurent Group	754	751
Banque Paribas	136	132			
Banque Paribas	217 50	218			
Banque Paribas	258 10	250			
Banque Paribas	117	117			
Banque Paribas	136 60	136 60			
Banque Paribas	219 50	214			
Banque Paribas	385	388			
Banque Paribas	218	218			
Banque Paribas	672	672			
Banque Paribas	980	980			
Banque Paribas	214	215			
Banque Paribas	126	126			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 30 juillet 1991
Nombre de contrats : 28 944

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier _____	104,36	104,44	104,40
Précédent _____	104,36	104,40	104,28
Options sur notional			

Options sur monnaie				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0,08	0,55	-	2,02

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Juillet	Août	Septembre
Dernier	1 753	1 767	1 781
Précédent	1 754	1 767	1 780

CHANGES

Dollar : 5,93 F =

Le dollar était stable à Paris mercredi 30 juillet dans un marché très calme. Il s'échangeait à 5,9 F contre 5,9350 F la veille à la cotation officielle. Le mark était également stable, à 3,4015 F contre 3,4020 F mardi au fixing.

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

29 juillet 30 juillet
Valeurs françaises... 113,80 113,60
Valeurs étrangères... 120,20 119,90
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 40... 467,83 467,14
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40... 1757,90 1756,59

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 juillet 30 juillet
Industrielles... 2 985,24 3 016,32
Londres (indice Financial Times)

29 juillet 30 juillet
100 valeurs... 2 595 2 595,60
30 valeurs... 2 011,38 2 011,80
Mines d'or... 187,30 181,20
Fonds d'Etat... 84,92 84,78

FRANCFORT 29 juillet 30 juillet
Dax... 1 465,57 1 614,93

TOKYO 30 juillet 31 juillet
Nikkei Dow Jones... 23 872,63 24 120,75
Indice général... 1 846,98 1 859,12

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à base	+ haut	+ rep.	ou clip.	+ rep.	ou clip.	+ rep.	ou clip.
E.-U.	5,9345	5,9365	+ 189	+ 199	+ 355	+ 375	+ 990	+ 1048
S. can.	5,1483	5,1523	+ 34	+ 47	+ 64	+ 93	+ 169	+ 229
Yen (100)	4,3050	4,3096	+ 81	+ 91	+ 151	+ 169	+ 528	+ 571
DM	3,4009	3,4040	+ 11	+ 26	+ 16	+ 37	+ 2	+ 49
Florin	3,0166	3,0191	+ 9	+ 17	+ 16	+ 31	+ 9	+ 46
FB (100)	16,4880	16,5090	+ 30	+ 60	+ 60	+ 160	+ 40	+ 230
SG	3,8928	3,8966	+ 57	+ 102	+ 102	+ 200	+ 310	+ 353
L (1 000)	4,5482	4,5515	- 76	- 58	- 159	- 129	- 523	- 467
£	16,0030	16,0120	- 136	- 110	- 220	- 200	- 590	- 480

TAUX DES EUROMONNAIES

	5 3/4	6	5 1/2	5 1/8	5 1/4	6 3/4	6 1/2
\$ E.-U.	7 3/8	7 1/2	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM	8 5/8	8 1/2	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8
Yen	9 3/4	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8
FB (100)	8 7/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8
SG	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8
L (1 000)	11 1/2	10 1/2	11 1/8	11 1/4	11 1/8	11 1/8	11 1/8
£	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURSE DU 31 JUILLET

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

30/7

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net
Obligations						Etrangères						Etrangères						Etrangères					
Emp. 0.85/77	121 60	1 85	C.I.M.	1021	....	Magnat	814	....	A.E.G.	850	....	A.A.A.	1041 32	1015 92	Procter	838 98	8018 26	8018 26	8018 26	Procter	8018 26	8018 26	8018 26
Emp. 0.85/78	102 71	0 85	C.I.T.R.A.M. (R)	2500	....	Midway	554	553	Alta Hiv. Sica	355	....	Amst.	220 30	220 30	Procter	29 22	27 53	10734 21	10703 51	Procter	10734 21	10703 51	10703 51
Emp. 0.85/83	9 76	0 76	Coffins	256	....	Mors	105	104	Amst. Hiv. Sica	127 20	....	Apparga	782 50	750 15	Procter	10549 97	10394 00	103 68	108 79	Procter	10549 97	10394 00	103 68
Emp. 12.25/84	102 90	9 98	Dagblat	322	....	Navigat. (M)	200	194	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Amst. Hiv. Sica	7596 19	7294 41	Procter	5022 47	5009 96	27294 54	27294 54	Procter	5022 47	5009 96	27294 54
Emp. 12.16/85	100 30	4 82	Off. Lyng. Alameda	4416	4410	Off. Lyng. Alameda	221	221	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	8670 83	8657 50	Procter	1313 91	1281 86	1000 93	1004 57	Procter	1313 91	1281 86	1000 93
10.25/85	....	3 96	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
OAT 5.95/2000	....	2 95	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
OAT 5.95/1998	101 78	6 23	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
OAT 10.30/96	100 100	10 30	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
PTT 11.25/86	105	8 87	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CF 10.30/86	....	4 84	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CF 10.25/86	....	3 86	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CVA 10.10/87	....	3 86	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS Bourse 5000F	....	0 74	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS Bourse 5000F	....	0 74	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS Bourse 5000F	....	0 74	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS 11.55/86	101 40	0 74	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS 10.82/2000	....	1 64	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS 5.85/86	....	2 54	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CBS 10.85/86	106 20	2 54	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CHARR 0.25/86	100	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
CHCA	983	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Com.	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Aleat 0.5 p. ann. 88	580	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 600 p. 0.6 p. ann.	755	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	129 80
Ly. 0.5 p. ann. 88	....	....	Off. Lyng. Alameda	308	....	Off. Lyng. Alameda	1000	1000	Amst. Hiv. Sica	136 00	136 10	Assoc.	1112 91	1112 91	Procter	13629 92	13656 15	129 80	129 80	Procter	13629 92	13656 15	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

(205), Valérie Rouvier
Jean-Louis Bataud (3-19a)

[illegible]

(par ordre de mérite)

Casevitz Pierre (5), Peschard Cédric (5).

Desaulniers-Henri (16), Yabouille Gilles
 Pierre-Henri (10), Grunspan Cyril (11),
 Moreau de Saint-Martin Louis (12), Bes-
 se David (13), Fédarath Jérôme (14),
 Desbordes Jean-Marc (15), Bouchard
 (16), Desportes Marc-Henri (17), Bravo
 Xavier (18), Lazarus Xavier (19), Cassou-
 Boudet Jean (20), Gaudin Jean-Marc (21),
 Desmet Stéphane (22), Gogout Cédrick (23),
 Pesenti Jérôme (24), Poincheval David
 (25), Montaubert Bernard (26), Gail-
 lard Sébastien (27), Courty Philippe (30),
 Giberon Jean-Luc (31), Jacquard Benjamin
 (32), Gaudin Jean-Marc (33), Gaudin
 Emmanuel (34), Bala Antoine (35),
 Rosenberg Esther (36), Frachet Olivier
 (37), Rochoux François (38), Corbin Lau-
 rent (39), Farcellet Olivier (40), Hivers
 Florent (41).

• **Concours Sciences. Groupe A**
Cognat complémenaire
 Liste gagnants (42), Herr Sylvain (43),
 Gaudin Jean-Marc (44), Lehmann Frédéric
 (45), Gannerat Laurent (46), Gaudin
 Marie-Line (47), Haurois Guillaume (48),
 Mauborgne Laurent (49), Fournet De
 la Roche Jean (50), Gaudin Jean-Marc
 (51), Savin Mathieu (52), Nonnenmacher
 Stéphane (53), Galtier Jérôme (54), Galle-
 tte Jean-Marc (55), Gaudin Jean-Marc
 (56), Gaud Vincent (57), Herr Laurent (58),

L'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE-EDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél : (1) 47 80 11 08

[illegible]

Marc Marquet (2353), Vincent Marquet (2354),
 Marquet (189), Xavier Martin (33),
 Rémy Martrecher (138), Hervé Mas (2355),
 Mas (2356), Mas (2357),
 Matheron (15), Iloosé Mathias (28),
 François Mayeux (205), Jean Mayeux (206),
 (57), Nelly Mayeux (119), Denis Mayeux (120),
 Michel Meard (112), Michel Mee (11),
 Sophie Mercier (349), Christine Mercier (350),
 Mercier (121),
 Miravalle (99), Philippe Mizuhi (11),
 Alain Molinier (364), Alain Molinier (365),
 Laurent Monsin (32), Ghislain Monsin (33),
 Laurent (268), Marie Montresin, ex Chabrier (269),
 Philippe (Morvan) (312), Véronique Morvan (313),
 van (196), Philippe Mongin (147),
 Mongin (148),
 Moussoussi (118), Elisabeth Nerve (119),
 (352), Christine Nicolas, ex Pouchet (353),
 (354),
 Odéline (350), Stephanie Nivoche (351),
 Louis Nyssen (41), Hervé Olivier (42),
 Olivier (43),
 Papi (261), Victoria Papadimitriou (189),
 Lucette Pool (126), Paul Pradon (127),
 Pradon (128),
 (233), Roméo Pélissier (364), Clémence Pélissier (365),
 Perez (147), Sylvie Perrotat (364),
 Perrotat (365),
 Pety, Olivier, Pety-Jean (40), Jacques Pety (41),
 (99), Xuan Phan (60),
 Phan (61),
 Carrière (335), Dominique Philippot (336),
 (349), Georges Plan (376), Nathalie Plan (377),
 Plan (378),
 Ann-Françoise Plass (302), Dillies Plass (303),
 Pibou (173), Marie-Christine Pibou (174),
 Pibou (175),
 Yvan (276), Laurent Poirier (233),
 Poirier (234),
 desquelles Fomont (259),
 Fomont (260),
 Yvan Raiffast (118), Didier Raiffast (119),
 (366), Yves Raiffast (122), Julien Raiffast (123),
 Raiffast (124),
 Florence Reppien (319), Paul Rey (47),
 Rey (48),
 (111), Clémentine Reid (388),
 Rissal (46), Philippe Rissal (136),
 Rissal (137),
 Roudbouich (151), Arnaud Roudbouich (152),
 (235), Raphael Roudbouich (178), Jean-Marc
 Roudbouich (205),

line (106), Jean-Christophe Meyer (81),
Alice Mayeux (61), Anne Mercher (75),
Jean Marie (60), Régine Metz, op. Barbier
(60), Jean-Marie (60), Marie-Thérèse
op. Belli (42), Brigitte Minier (81),
Danielle Mingot, op. Sion (191),
Hé Mithard (42), Marie-Hélène Monachon
(60), Nicolas Monnet (154),
Maurice Monod (60), Marie (60),
Mortran, op. Peria (77), Marianne Monllet
laud (57), Sylvette Monod, op. Lemaire
(66), Daniel Mouchet (151), Mary Nour
(60), Marie (60), Marie (60),
(144), Colette Noriun, op. Gentier (49),
Marie-Françoise Noriun, op. Auzail (154),
Christiane Olivier (59), Jean Oubouchon
(60), Marie (60),
Anne Pastier (59), Nathalie Pavon (55),
Richard Pavo (29), Monique Perche, op.
Bergovin (116), Nelly Perronne, op.
Bergovin (116),
op. Bletherton (40), Jacques Perin (64),
Karin Peterzschmitt (131), Daniel Petzsch
(60),
(77), Marie-Odile, Picin (23),
Pianchla (186), Catherine Poutier (23),
Clotilde Premier (112), Agnès Rambliens-
Lambert (112),
Suzanne Remong (101), Joël Richard (74),
Elizabeth Rini (23), Yana Rouben (186),
Philippe Romanet (49), Anne Romanet
(60),
Daniel Sauvageant (128), Marie-Laure
Schulz (139), Martine Sienbat (122),
Sion (77), Alison (77), Aline Soler, op.
Soler (191),
Sophie, op. Sautier (186), Jeanine
Stephens (110), Ronald Stephens, op.
Stephens (110),
(106), David Shroyer (154), Pierre Subit
(128),
Daniela Swiszwod, op. Malloviowitz
(128),
(128),
Isabelle Tor (77), Agnès Tor-Alayanc
(66), Agnès Tournaire (191), Françoise
(128),
Veyret (9), Sophie Vige (49), Bettizara
Walker, op. Leduc (53), Catherine Vin-
treubert (12), Muzel Jagan (15), Franck
Zuber (36).

[illegible]

1. 姓名
 2. 性别
 3. 年龄
 4. 籍贯
 5. 民族
 6. 职业
 7. 文化程度
 8. 婚姻状况
 9. 健康状况
 10. 宗教信仰
 11. 政治面貌
 12. 社会关系
 13. 兴趣爱好
 14. 特长技能
 15. 其他事项

PAR

ché

36-15

SICAV (sélection)

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

A la frontière avec la Biélorussie

Six gardes lituaniens tués dans une attaque

Six gardes lituaniens ont été tués et deux autres blessés lors de l'attaque, mercredi 31 juillet dans la matinée, du poste de Medininkai, à 40 km de Vilnius, sur la frontière avec la Biélorussie, a fait savoir le ministre lituanien de l'Intérieur. Ce dernier a dit ignorer, dans l'immédiat, qui était responsable de l'attaque. Si les postes-frontières, érigés par les républiques sécessionnistes de Lituanie, Lettonie et Estonie, ont été fréquemment la cible d'attaques des OMON - les « bérets noirs » du ministère de l'Intérieur soviétique - au cours des six derniers mois, ces attaques n'ont fait, jusqu'à présent, aucun mort. Les autorités soviétiques ont toujours démenti avoir ordonné des actions contre ces postes-frontières. D'autre part, une bombe a fait voler en éclats, tous les jours mercredi matin, les fenêtres d'un camp militaire soviétique, près de Vilnius. On ne signalait pas de victimes. Ces deux incidents surviennent en plein sommet Bush-Gorbatchev, au cours duquel devait être abordé le problème de la marche des républiques baltes vers l'indépendance. — (Reuters, AFP)

L'ESSENTIEL

VOYAGE
AVEC COLOMB

3. Un rêve sauté du naufrage. 2

ÉTRANGER

Les négociations

sur l'Afghanistan

La résistance se réveille au plan de paix de l'ONU. 4

Complot en Côte d'Ivoire ?

Le chef d'état-major affirme avoir déjoué « une action de force ». 5

POLITIQUE

Un entretien

avec M. Louis Le Pen

Au terme de sa visite en Nouvelle-Calédonie, le ministre des DOM-TOM dresse un premier bilan de l'application des accords de Matignon. 6

Le débat

sur l'immigration

M. Cresson propose à l'opposition « une réflexion commune ». 6

SOCIÉTÉ

Le gène du syndrome

de Marfan isolé

L'origine génétique du syndrome de Marfan élucidée par des chercheurs américains. 7

COMMUNICATION

« Pages jaunes »

contre « Pages soleil »

France-Télécom et l'Office d'annonces accusent en justice un concurrent. 8

ARTS • SPECTACLES

● Un entretien avec Woody Allen ● L'état ciné-page ● Tournee des clubs de jazz à New-York ● La sélection de la semaine. 9 à 14

CULTURE

Mort de Guy Dumur

Le critique dramatique du « Nouvel Observateur » disparaît à l'âge de soixante-neuf ans. 15

ÉCONOMIE

Les difficultés

de Bull

Les pertes du premier semestre sont « conformes aux prévisions ». 16

Services

Abonnements. 8

Annonces classées. 18-19

Cartes. 15

Marchés financiers. 20

Météorologie. 22

Radio-Télévision. 23

Le téléphone du Monde. 3615 LEMONDE

3615 LM

Le sommaire du « Monde » daté 31 juillet 1991

a été tiré à 458 337 exemplaires.

Auteur d'un coup d'Etat manqué en Haïti en janvier

M. Lafontant, ancien chef des « tontons macoutes », condamné à la prison à perpétuité

Le gouvernement haïtien a donné congé, mardi 30 juillet, à toute la population du pays, dès la fin du procès de Roger Lafontant, l'ancien chef de la milice des Duvalier (les « tontons macoutes »), condamné le même jour à la prison à perpétuité pour le coup d'Etat manqué qu'il avait organisé en janvier dernier. Vingt et une autres personnes, également accusées de « complot contre la sécurité de l'Etat », ont été condamnées à des peines allant de dix ans de réclusion à la prison à vie.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Roger Lafontant s'était emparé, dans la nuit du 6 au 7 janvier du Palais national où il avait pris en otage le président provisoire, M. Ertha Pascal Trouillot. L'ancien ministre de l'Intérieur des Duvalier, accusé d'avoir torturé des prisonniers pendant la dictature, voulait à tout prix empêcher l'accession au pouvoir du jeune prêtre Jean-Bertrand Aristide, élu triomphalement à la présidence de la République trois semaines plus tôt. Dès l'annonce du coup d'Etat, des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues à Port-au-Prince et dans les principales villes de province, érigeant des barricades et organisant une chasse aux « macoutes ». Ce soulèvement populaire spontané avait incité l'armée à prendre position contre les putschistes, qui s'étaient rendus au bout de quelques heures.

Tout au long de son procès qui s'est achevé mardi 30 juillet et qu'il a qualifié de « farce » et de

« parodie de justice », Roger Lafontant a conservé une attitude tour à tour hautaine et narquoise, refusant de répondre aux questions des jurés sur les circonstances du putsch manqué. Dès le début de l'audience, lundi matin, il a refusé les avocats stagiaires commis d'office pour assurer sa défense et a demandé, sans succès, à être jugé par la Cour de cassation en sa qualité d'ancien ministre.

Une atmosphère tendue régnait à Port-au-Prince à l'ouverture d'un procès qui aura finalement duré à peine vingt-quatre heures. Une fusillade a éclaté dans la principale base navale, à la sortie sud de la capitale, lorsque des marins se sont rebellés contre leurs officiers qu'ils accusaient de préparer un nouveau coup d'Etat, tandis que plusieurs milliers de jeunes manifestaient bruyamment dans le centre-ville pour exiger un châtiment exemplaire contre l'ancien responsable des « tontons macoutes ». Le calme est revenu lundi à la journée et les Haïtiens se sont massés devant les postes de télévision et autour des transistors qui retransmettaient le procès en direct.

« Les funérailles du duvalisme »

La population a accueilli le verdict avec satisfaction. « En votant Aristide, le peuple avait d'abord voté pour la justice. Aujourd'hui, elle est rendue », souligne un jeune journaliste de la capitale. Pour Jean-Claude Bajeux, qui s'est battu en faveur des droits de l'homme durant la dictature, la condamnation de Roger Lafontant représente « les funérailles du duvalisme et la fin d'un cauchemar ».

Moins de six mois après son investiture, le président Aristide a largement neutralisé les partisans

de l'ancien régime duvaliste. Le jour même de sa prestation de serment, il avait limogé les membres de l'état-major les plus compromis avec les Duvalier. Son premier ministre René Préval, détenteur des portefeuilles de la défense et de l'intérieur, suit de très près les affaires de sécurité. Les exilés duvalistes, dont la plupart se sont réfugiés dans le pays voisin, la République dominicaine, continuent cependant d'inquiéter les autorités haïtiennes, d'autant que les relations entre Port-au-Prince et Saint-Domingue se sont brutalement détériorées depuis que le président dominicain Joaquín Balaguer a entrepris, il y a un mois et demi, d'expulser plus de quinze mille immigrants haïtiens en situation irrégulière.

JEAN-MICHEL CAROIT

Après cinq années d'exil

M^{me} Imelda Marcos est autorisée à rentrer aux Philippines

Le gouvernement philippin a décidé de permettre à M^{me} Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos, de revenir dans son pays, a annoncé, mercredi 31 juillet, le président M^{re} Corason Aquino. Cette dernière a considéré que M^{re} Marcos ne constituait plus une menace pour la sécurité du pays. Manille va, en outre, demander aux États-Unis, où résidait M^{re} Marcos, d'abroger « l'ordre de contrôle sur les départs » pesant sur sa famille. M^{re} Aquino a toutefois fait savoir que son gouvernement comptait toujours poursuivre en justice M^{re} Marcos et sa famille pour fraude fiscale et détournement de plusieurs milliards de dollars.

La mise en liquidation du groupe de réparation navale

M. Bérégovoy souhaite que « nul ne joue la carte du pire » dans le dossier Sud-Marine

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, évoqué, mardi 30 juillet, lors du journal d'Antenne 2, des « solutions de reprise partielles » pour le groupe de réparation navale et de construction offshore Sud-Marine, placé la veille en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Marseille (le Monde du 31 juillet). Déjà portées à la connaissance du tribunal qui les avait écartées, ces « solutions » consistent surtout à assurer l'achèvement des commandes offshore en cours, qui représentent une somme de l'ordre de 800 millions de francs.

Dans cette perspective, la société Eiffel (constructions métalliques), filiale de la SAE, récemment installée à Fos-sur-Mer, a proposé de reprendre « pour quelques mois » environ trois cent cinquante salariés (sur un total de près d'un millier) et, par la suite, selon le ministre, « d'en garder, peut-être cent cinquante ». De son côté, la Compagnie marseillaise de réparation (CMR) a fait une offre de reprise concernant cent trente salariés de la branche réparation navale. « La poursuite des contrats en cours est très importante pour l'image même du port de Marseille », a souligné M. Strauss-Kahn.

Interrogé sur TF1, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, a exprimé la même préoccupation. « Je souhaite, a-t-il déclaré, que nul ne joue la carte du pire, car, s'il se trouvait qu'à nouveau le port de Mar-

seille soit bloqué, qu'à nouveau la réputation de Marseille soit atteinte, je crois que personne n'y gagnerait. » Le ministre a d'autre part affirmé que « Marseille, dont l'état de l'industrie est préoccupant, est une priorité du gouvernement. Nous ne laisserons tomber ni Sud-Marine ni Marseille », a-t-il ajouté, tout en demandant au PC et à la CGT de « ne pas se tromper de cible ».

Les déclarations des ministres n'ont pas fait fléchir les salariés de Sud-Marine, qui occupent depuis lundi le site de leur entreprise, dans l'enceinte du port. Ils ont reçu le soutien de M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, qui a dénoncé « la responsabilité directe du gouvernement dans cette affaire ».

GUY PORTE

Grâce au versement d'une indemnité différentielle

Le gouvernement aligne le traitement minimum des fonctionnaires sur le SMIC

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation administrative, M. Jean-Pierre Soisson, devait présenter, mercredi 31 juillet, au conseil des ministres, un projet de décret instaurant un mécanisme destiné à améliorer automatiquement les traitements des fonctionnaires inférieurs au SMIC.

Le projet de décret gouvernemental concernant les bas salaires de la fonction publique transcrit dans les faits « l'engagement » pris, le 10 juillet dernier, par M. Jean-Pierre Soisson devant les partenaires sociaux, de ne pas laisser la rémunération minimale des fonctionnaires être périodiquement rattrapée par l'augmentation du salaire minimum de croissance. Depuis la dernière revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet dernier, quelque 52 000 agents des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière ont, comme l'an dernier, vu leur traitement mensuel

brut (5 408,33 F) distancé de plus de 110 francs par le nouveau montant brut du SMIC (5 519,54 F). La rémunération nette de ces agents reste toutefois supérieure à celle des salariés, sur le jeu de cotisations sociales inférieures.

Le texte du décret prévoit la création d'une « indemnité différentielle », versée automatiquement aux agents dès lors que leur traitement est inférieur au SMIC. Cette indemnité est intégrée dans le salaire des seuls fonctionnaires non-titulaires. Ce dispositif, dont le coût est estimé à 27 millions de francs (1), devrait entrer rétroactivement en vigueur au 1^{er} juillet et concerner les trois derniers échelons de la grille.

Tout en reconnaissant que ce mécanisme entraîne un certain « écrasement des rémunérations les plus basses », on affirme au ministère de la fonction publique que ce dispositif constitue la « moins mauvaise solution », dans la mesure où il ne provoque aucun « écrasement indiciaire de la grille ». Ce système ne devrait, en effet, jouer qu'à titre conservatoire, dans l'attente de la

signature d'un véritable accord salarial, dont les négociations devraient, espère M. Soisson, débiter à la rentrée. Les organisations syndicales ont insisté sur le fait que ce projet de décret ne devait constituer qu'une « mesure d'attente ».

V. D.

BOURSE DE PARIS
Matinée du 31 juillet

Nouveau repli

Pour la quatrième séance consécutive, la Bourse de Paris était orientée à la baisse mercredi matin. En retrait de 0,21 % des premiers échanges, l'indice CAC 40 enregistrait trois quarts d'heure plus tard un retard de 0,72 %, réduit à 0,41 % au alentours de 11 heures. Selon des intervenants, cette baisse était purement technique.

Avant la rencontre des différentes coordinations à Fumel (Lot-et-Garonne)

M. Cathala a reçu une délégation d'enfants de harkis

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, a reçu mardi 30 juillet une délégation d'enfants de harkis représentant principalement la coordination de Fumel (Lot-et-Garonne) mais aussi les communautés de Moselle et du Loiret. Au cours de cet entretien, le secrétaire d'Etat a rappelé, en réponse aux revendications de ses interlocuteurs, que des mesures d'aide au désendettement des harkis sont envisagées par le gouvernement. Il a observé, en revanche, que le maintien en détention, à Nîmes, de M. Mohamed Berkane, incarcéré depuis le 11 juillet, relève du pouvoir judiciaire.

M. Berkane, placé en détention par le juge d'instruction pour avoir ouvert le feu contre un gendarme lors d'une manifestation, le 8 juillet, a interjeté appel de la décision du juge lui refusant la liberté provisoire. La chambre d'accusation dispose d'une vingtaine de jours pour se prononcer sur cette affaire.

Les différents coordinations de harkis ont prévu de se rencontrer, le 3 août à Fumel, pour faire la synthèse des contacts qu'elles ont pu avoir avec les pouvoirs publics. A Angoulême, les harkis et fils de harkis qui manifestaient depuis le 29 juillet devant la préfecture ont suspendu leur mouvement mardi en début de soirée. Leur principal

responsable, M. Ali Amir, conseiller municipal (UDF-CDS) d'Angoulême, a indiqué que cette décision avait été prise à la suite de la transmission de leurs revendications au secrétaire d'Etat.

L'association de rapatriés RECOURS - France a annoncé, mardi, sa décision d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de M. Eugène Bagniez, président du Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), en raison des propos qu'il avait tenus le 27 juillet à Toulouse. M. Bagniez avait accusé le RECOURS-France d'être « une courroie de transmission du RPR » et d'en « recevoir les dividendes ». Dans une lettre adressée au Figaro, qui la publie mercredi, M. Edmond Jouhaud, ancien chef de l'OAS, décline la présidence d'honneur du CNSR, qui lui avait été offerte par celui-ci lors de la réunion de Toulouse.

Un jugement de la cour d'appel d'Amiens

Des messageries roses condamnées pour la première fois

La cour d'appel d'Amiens a condamné, mardi 30 juillet, trois responsables de messageries roses, MM. Louis Roncin, Franck Vardon et Michel Meigniez, à verser 1 F de dommages et intérêts aux associations familiales qui les poursuivaient pour outrage aux bonnes mœurs et incitation à la débauche. Les juges d'Amiens ont toutefois débouté les associations de leur poursuite contre France-Télécom pour complicité d'incitation à la débauche ou de proxénétisme, par fourniture de moyens. Le jugement de la cour d'appel d'Amiens crée un précédent. Jusqu'à présent les plaintes contre les messageries roses s'aboutissaient pas, les messages étant assimilés à une correspondance privée.

SCIENCE & VIE

L'ASTROLOGIE DÉGUISÉE EN ASTRONOMIE

Astrologie et astronomie ne font guère bon ménage, les astronomes étant peu enclins à croire que le mouvement des planètes puisse avoir un lien avec les destinées humaines. Une récente publication sur ce sujet donne l'occasion à SCIENCE & VIE de remettre les pendules à l'heure.

ET AUSSI :

- Les volcans d'Auvergne vont-ils se réveiller ?
- ULM : le brevet de pilote à 15 ans !
- Climat : le corail, témoin objectif du réchauffement de la Terre.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE